

Vertraulich/ Confidentiel

3003 Bern, 15. Juli 1992

STÄNDERAT

Aussenpolitische Kommission

PROTOKOLL der Sitzung vom 6./7. Juli 1992,
09.30 - 17.30 und 08.00 - 13.30 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG

1. EWR-Abkommen (92.052 n) und Bericht zur Frage eines Beitritts der Schweiz zur EG (92.053 n): Eintretensdebatte
2. Kapitelweise Beratung der EWR-Botschaft
3. Vorbereitung der Sitzung vom 7./8. Sept.1992
4. Verschiedenes

ORDRE DU JOUR

1. Accord sur l'Espace économique européen (92.052 n) et Rapport sur la question d'une adhésion de la Suisse à la CE (92.053 n): débat d'entrée en matière
2. Examen chapitre par chapitre du message relatif à l'EEE
3. Préparation de la séance des 7 et 8 sept.1992
4. Divers

TEILNEHMER Präsidium: Caveltz

Anwesende Mitglieder: Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Rüesch, Salvioni (vertritt Flückiger), Schiesser, Simmen

Entschuldigt: Béguin

Weitere Teilnehmer:

Bundesrat Delamuraz, Vorsteher EVD (nur 6.7.)
Staatssekretär Blankart, Direktor BAWI, EVD
Staatssekretär Kellenberger, EDA (nur 7.7.)
Botschafter Spinner, Integrationsbüro EDA/EVD
Botschafter Krafft
P. Helg, Integrationsbüro EDA/EVD

Sekretariat: M. Hutter, H. Weber

Protokoll: R. Kuonen (f), I. Stauffer (d, 6.7.),
Ch. Lombard (d, 7.7.)



1. EWR-Abkommen und Bericht zur Frage eines Beitritts der Schweiz zur EG

Nachdem der **Präsident** die Kommission begrüsst und die Entschuldigungen bekanntgegeben hat, äussert Herr **Rüesch** den Wunsch, die EWR-Vorlage erst in der Septembersitzung zu verabschieden, damit die Kantone vorher noch angehört werden können. Er weist auf einen Artikel von Moritz Arnet in der NZZ vom 6. Juli 1992 hin, in dem dargelegt wird, warum die Kantone nicht befriedigt sind von den Anhörungsrechten, die ihnen laut dem vorgesehenen Art. 21 Uebergangsbestimmungen BV eingeräumt werden sollen. Herr Rüesch wird einen Antrag einreichen, anstelle dieser Uebergangsbestimmung den Art. 8bis, den die Arbeitsgruppe des Kontaktgremiums der Kantone vorgeschlagen hatte, in die Bundesverfassung aufzunehmen. Der **Präsident** schlägt vor, diese Frage am zweiten Sitzungstag zu beraten.

Auch Herr **Onken** möchte noch einen Antrag einreichen und hat damit gerechnet, dass die Kommission in ihrer Septembersitzung auf die Vorlage zurückkommt. Herr **Rhinow** weist darauf hin, dass der Ständerat in dieser Frage Zweitrat ist und dass die Kommission auch aus diesem Grund die definitive Abstimmung erst nach der Behandlung durch den Nationalrat vornehmen sollte. An der Septembersitzung werden drei Kommissionsmitglieder nicht anwesend sein können, da sie an der IPU-Konferenz weilen werden. Nach dem Beschluss des Büros soll die Ziffer 2 des Beschlusses schwergewichtig durch die Staatspolitische Kommission behandelt werden, und diese hat sich der Thematik der Mitwirkung der Kantone auch angenommen. Herr **Gadient** fordert, dass die Mitglieder der Kommission so rasch wie möglich die ganze Dokumentation zur Eurolex erhalten, damit sie überprüfen können, welche Gesetzesänderungen durch den Acquis communautaire konkret verlangt werden. Obwohl er die Dokumentation schon vor zehn Tagen bestellt hat, hat er sie noch nicht erhalten.

Die **Kommission** ist der Meinung, dass die EWR-Vorlage so weit wie möglich beraten werden soll, aber noch nicht abschliessend. Unter Umständen könnte die Diskussion des Integrationsberichtes abgeschlossen werden. Zu beiden Themen muss bereits heute die Eintretensdebatte geführt werden, da Herr Bundesrat Delamuraz am zweiten Tag nicht anwesend sein kann. Nach den Erfahrungen in der nationalrätlichen Kommission wird die ständerätliche Kommission die EWR-Vorlage und den Integrationsbericht getrennt behandeln.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le problème de l'intégration européenne est un exercice très exigeant qui nécessite une importante coordination entre les différentes commissions parlementaires qui s'en occupent, ainsi qu'entre la Confédération et les cantons dont les gouvernements marquent généralement un très vif intérêt à l'examen de ce dossier. Je serai heureux que M. Gadient m'indique à l'occasion la documentation qu'il espérait recevoir. Il est en effet inadmissible que les documents spécifiques n'aient pas été délivrés. J'ai déjà tempêté à cause de la traduction, car il n'est pas normal que le texte du message sur la ratification de l'Espace économique européen ne soit pas encore dûment traduit

dans les différentes langues. Je regrette infiniment ces retards.

Entre le discours Delors du 17 janvier 89 et aujourd'hui de nombreuses discussions d'approche ont conduit à une négociation un peu saccadée jusqu'au paraphe et à la signature d'un texte définitif le 2 mai 1992 à Porto. Pendant cette période les conditions générales en Europe ont subi une transformation fondamentale. Sans entrer dans les détails, je rappelle celles inhérentes à la chute du mur de Berlin et à la réouverture de l'Europe à sa dimension historique et culturelle. Ces faits représentent une nouvelle donne de la liberté et de la défense en Europe, des contraintes intérieures du continent. Pendant ce temps la Communauté a poursuivi son développement. Les périodes de stagnation ont été beaucoup plus courtes et moins nombreuses qu'au cours des trente années précédentes. Même si la Communauté souffre actuellement de quelques convulsions dues à la dernière étape de son évolution, elle s'est renforcée et approfondie. Une perspective de changements profonds de ce paysage est intervenue en même temps avec les demandes d'adhésion à la Communauté déposées par l'Autriche, la Suède, la Finlande et la Suisse. La dissolution graduelle de l'AELE au profit de l'élargissement de la Communauté donne aussi un éclairage entièrement nouveau à l'analyse de l'Espace économique européen par rapport à la situation de 1989.

Les objectifs que nous nous étions fixés ont été atteints. Aujourd'hui, si les Suisses le veulent l'accès immédiat à un marché intérieur de 360 millions d'habitants leur est ouvert. Des solutions transitoires ont été négociées dans les domaines particulièrement sensibles pour la Suisse: la libre circulation des personnes et la Lex Friedrich. De plus, d'autres questions délicates ne font pas partie de l'EEE qui n'est pas une union douanière. Il ne reprend qu'une partie très limitée de l'acquis communautaire agricole et laisse à notre pays l'intégralité de son treaty making power. Si dans le domaine des institutions nous n'avons pas atteint les objectifs très ambitieux que nous avons fixés dès le début, le résultat des négociations difficiles sur ce plan est équilibré. Face aux intérêts que représente la substance, le léger décalage des institutions de l'Espace économique européen pèse d'un poids moindre. Nous sommes parvenus à éviter le péril majeur de satellisation de fait et de droit et l'obsession du juge étranger. En conclusion, le bilan général est positif. Certaines zones d'ombre demeurent, mais elles sont très largement compensées par les zones de lumière. La vie et la prospérité économique de la Suisse dépendent de sa capacité d'échange. Nous pouvons disposer de ce qu'il faut pour tenir notre rôle futur avec la même efficacité. A ce propos je souligne deux éléments. Premièrement, nos relations avec les pays de la Communauté croissent constamment. Certes, on peut regretter à certains égards l'évolution qui s'est accomplie au cours des trente dernières années, mais elle n'est pas autre. Nous sommes devenus dépendants de la Communauté et des autres pays de l'AELE pour 80% de nos importations. Il faut prendre en considération ce déplacement continu du centre de gravité de nos importations vers les pays européens. Durant la même période, les débouchés pour nos produits d'exportation ont aussi augmenté dans les pays du futur Espace économique

européen puisqu'ils représenteront au début 93 près de 70% de nos exportations. Ces chiffres doivent être pris en compte lorsque l'on mesure les intérêts d'un pays qui tire la moitié de ses revenus de ses échanges commerciaux internationaux. Il n'est pas question pour la Suisse d'abandonner sa vocation extra-européenne, mais là aussi nous sommes plus tributaires qu'il y a trente ans de la qualité de nos débouchés, par conséquent de la qualité de l'instrument qui nous lie à ces Etats. Deuxièmement, certains se demandent pourquoi renier la politique suivie avec succès par le Conseil fédéral durant plus de trente ans, pourquoi vouloir une aventure plutôt qu'une certitude? Nous étions prêts à poursuivre dans cette voie, mais pour ce faire il faut être deux. Or, la Communauté nous a indiqué clairement que les nouvelles méthodes de la coopération en Europe sont inscrites dans l'institution de l'EEE. Il est exclu de chercher dans la prolongation des méthodes bilatérales la forme de la coopération de demain. A nous de juger souverainement où se situe notre intérêt. Le Conseil fédéral estime nécessaire d'emprunter la nouvelle voie en même temps que les autres afin d'éviter toutes discriminations à l'intérieur de l'Europe occidentale. Ne demandons pas au gouvernement d'inventer encore de nouvelles solutions swiss made pour rechercher à l'avenir un mode de coopération qui a réussi auparavant, mais doit être abandonné maintenant.

Les autres pays de l'AELE suivront un rythme d'adoption et de ratification qui s'achèvera vers la fin de l'automne. Ils y incluront tous un paquet Eurolex, chacun selon sa propre formule. Toutefois, je souligne que dans les autres pays de l'AELE la ratification parlementaire suffit. Ils n'appliquent ni le référendum obligatoire, ni le référendum facultatif pour le Traité sur l'Espace économique européen. Ils ont donc profité de la brèche et du mouvement créé par l'EEE pour, non seulement adapter le droit interne strictement aux nécessités du Traité, comme la Suisse le fera, mais pour modifier un grand nombre de lois: par exemple, en Autriche plus de 200 et en Suède 250. Le Conseil fédéral n'a décidé d'introduire dans le paquet Eurolex que les dispositions rigoureusement indispensables à l'entrée en vigueur immédiate du Traité. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions distraire du référendum facultatif ce paquet de lois qui fera l'objet d'un seul vote populaire. Vienne et Stockholm ajoutent au nécessaire l'opportun et le bienvenu. Cela n'est possible que parce que le Parlement de ces deux Etats est souverain.

Les Etats membres de la Communauté devront également procéder à une ratification nationale qui s'opérera dans le courant de l'été et de l'automne. En principe, ils ne connaîtront aucune modification du droit interne consécutive à l'EEE parce que le marché unique sera de toute façon institué dès le début 93. Les sondages des divers parlements nationaux donnent un très bon pronostic d'acceptation de ce Traité. Même au sein du Parlement grec il semble que l'opinion ait évolué dans le sens d'une approbation de l'Espace économique européen.

Le Parlement européen traitera le sujet durant la session d'automne. Une majorité qualifiée est requise. Selon son président qui a effectué une visite officielle à Berne il y a quinze jours, il ne semble pas y avoir de craintes à avoir de ce côté. Les deux vérifications supplémentaires de l'hiver et

du printemps dernier ont contribué à clarifier les données du problème.

Notre pays doit faire face à une double procédure: le référendum contre la NLFA en septembre et la votation populaire relative au Traité du mois de décembre.

Je souligne clairement que si la NLFA est refusée l'Accord transit est caduc. La Communauté a établi une liaison nette avec ce dernier. Je n'imagine pas l'AEEE sans le chapitre transports, car les éléments sont trop interdépendants. Je vous affirme que le Conseil fédéral n'effectue aucun chantage à ce propos. La NLFA peut être réalisée sans Accord transit et ce dernier sans Traité sur l'Espace économique européen, mais l'inverse est impossible. Théoriquement l'EEE est concevable sans le chapitre transports, mais politiquement et pratiquement cela semble impensable. Dans une telle situation, il manquerait d'ailleurs un de ses buts importants, c'est-à-dire la libéralisation des services, notamment aériens.

La votation populaire est fixée au 6 décembre 1992. C'est ambitieux parce qu'elle exige des travaux parlementaires accélérés et le délai d'information de l'opinion publique est très court après la décision finale des conseils. En maintenant cette date le Conseil fédéral veut montrer sa volonté de participer à cet Espace économique européen dès le 1er janvier 1993. Il estime qu'un retard de l'entrée en vigueur du TEEE serait néfaste.

Certes, la Suisse ne subirait aucun décalage par rapport aux Suédois ou aux Autrichiens en votant plus tard puisque le TEEE n'entre en vigueur qu'après avoir été ratifié par les 20 parlements concernés, mais le Conseil fédéral estime que l'intérêt de notre pays passe par la votation du 6 décembre. Nous n'avons aucun compte à rendre à nos partenaires. Nous ne subissons aucune pression, ni de la part de Stockholm, ni de Bruxelles ou de Madrid qui pourrait changer le cours intérieur de notre démocratie et de ses exigences.

Evidemment, si les Chambres estiment qu'elles ne parviendront pas à conclure pour le début du mois d'octobre ou si elles concluent et qu'il se révélait que l'éveil de l'opinion publique exige un délai supplémentaire pour espérer un résultat positif, le Conseil fédéral ne sera pas plus royaliste que le roi. Maintenant, c'est le Parlement qui détient la solution quant au rythme de la procédure.

L'exécutif ne souhaite pas de prolongation parce qu'il ne pense pas qu'une augmentation du temps d'information, avec la coupure représentée par les vacances de Noël, apporte plus d'eau au moulin. C'est une spéculation de croire invariablement qu'on a tout à gagner dans une prolongation de délai. Je redoute que des appels en provenance de capitales étrangères pour précipiter le mouvement finissent par braquer les Suisses qui entendent décider souverainement de leur avenir.

M. Delalay: A la lecture de la documentation qui a été fournie j'ai été impressionné par le nombre importants d'éléments positifs en regard de celui des éléments négatifs. La participation de notre pays au marché intérieur dans des conditions proches, voire équivalentes, à celles des membres de la CEE est un élément essentiel de ce Traité sur l'Espace économique européen. Il peut être presque à lui seul celui qui devrait emporter notre approbation.

J'ai cependant relevé quelques éléments plus précis qui plaident en faveur du TEEE. Nous n'avons par exemple pas à nous engager dans une politique commerciale, agricole commune, dans une harmonisation fiscale avec la Communauté, dans une union économique et monétaire qui fait l'objet de grandes discussions ces derniers mois à travers l'Europe. Nous pourrions participer au marché intérieur à un coût raisonnable, dans des conditions proches de celles des membres de la CEE, sans céder de nos prérogatives. Ajoutons qu'aucun transfert de compétence n'est prévu. Finalement, ce Traité sur l'Espace économique européen n'a pas de caractère irréversible. Cet argument devrait aussi convaincre les opposants. C'est une sorte de mariage à l'essai qui laisse toutes les portes ouvertes.

Certains éléments négatifs sont bien entendu à prendre en considération. Dans le domaine institutionnel nous n'avons obtenu aucune possibilité de co-décision. De plus, aucune exception n'est permanente, si ce ne sont les clauses de sauvegarde. Toutefois, ces aspects négatifs, par rapport à l'ensemble des éléments, pèsent relativement peu. C'est la raison pour laquelle je suis entièrement favorable au TEEE.

L'évaluation relative à la relation entre la NLFA et l'Accord de transit, respectivement l'EEE, est-elle purement politique? Y a-t-il des prises de position précises qui permettent d'établir le rapport exposé ci-avant? Si ce lien est véritablement celui décrit par M. Delamuraz, le problème est extrêmement important, car nous aurons une sorte de prédécision en septembre.

Comment la ratification de l'Accord de transit se déroule-t-elle chez nos partenaires plus directement intéressés que sont l'Allemagne et l'Italie?

Rüesch: Meine Position besteht darin, dass ich für den EWR, aber im heutigen Moment gegen einen Beitritt zur EG bin. Sie entspricht ungefähr der Position von Herrn Nationalrat Rychen, wie er sie in der "NZZ" im Anschluss an die Sitzung der nationalrätlichen Kommission bekanntgegeben hat.

In einer Gesamtwürdigung des EWR-Vertrages (EWRV) kann man unseren Unterhändlern nur gratulieren! Sie haben hier ein optimales Resultat ausgehandelt; der Vertrag gibt uns wirtschaftlich einen optimalen - ich würde fast sagen, einen maximalen - Freiraum, ohne uns politisch allzu viel zu kosten. Das war ein Kunststück, und ich möchte Herrn Bundesrat Delamuraz, Herrn Bundespräsident Felber und ihren Chefunterhändlern, insbesondere Herrn Staatssekretär Blankart, Dank und die höchste Anerkennung aussprechen für das, was sie jahrelang in harten Auseinandersetzungen geleistet haben!

Verschiedene Begleiterscheinungen führen aber dazu, dass mich das EWR-Geschäft seit dem Erscheinen der Botschaft immer mehr in Sorge bringt:

1. Die Eurolex. Das Eurolex-Paket ist in bedenklichem Mass mit Schmuggelware belastet. Ursprünglich ging man ja davon aus, dass in die Eurolex-Vorlage ohne Referendum nur Aenderungen aufgenommen würden, die das EWR-Recht *zwingend* verlangt. Die Kommission von Hansjörg Huber hat das Epidemiegesetz

zurückweisen müssen, weil es darin offensichtlich von Anpassungen wimmelt, die vom EWRV gar nicht zwingend verlangt werden. Die von Frau Simmen präsidierte Wirtschaftskommission hat ebenfalls Schmuggelware gefunden: Das Arbeitsvermittlungsgesetz soll neu bearbeitet werden und ganz besonders auch das Kleinkreditgesetz. In diesem Gesetz sind Dinge enthalten, die vom EWRV überhaupt nicht berührt werden. In der Botschaft heisst es im Zusammenhang mit dem Alkoholgesetz, dass ausländische Spirituosen nicht diskriminiert werden dürfen; dass man dagegen beabsichtigt, die schweizerischen zu diskriminieren, hat Herr Bundesrat Stich vor der Finanzkommission bekanntgeben müssen. Wenn man nicht den Mut hat, mit den Alkoholsteuern auf den europäischen Durchschnitt hinunterzugehen, wird Herr Stich die Millionen Franken, die er dadurch einnehmen will, nicht bekommen, weil nämlich die ausländischen Spirituosen einen Drittel weniger kosten und entsprechend konkurrenzfähiger sind.

Dass man dem Volk auf diese Weise Sand in die Augen streut, macht mir Sorge. Wenn ich Herr Blocher wäre, hätte ich in der Wirtschaftskommission geschwiegen und gehofft, es sage niemand ein Wort. Ich hätte dann nach dem 9. Oktober den Hund, der schläft, aufgeweckt und auf die Strasse geschickt, um die Leute aufzuscheuchen. Es ist für mich unverständlich, dass man solche Schmuggelware in das Eurolex-Paket gesteckt hat; das schadet unserer Angelegenheit ganz eindeutig. Ich hoffe, es gelinge den verschiedenen Kommissionen, die Eurolex von Elementen, die nicht hineingehören, zu entschlacken, oder zu erreichen, dass man diese wenigstens dem Referendum unterstellt. Aber selbst wenn man das Konsumkreditgesetz dem Referendum unterstellt, bleibt die Tatsache, dass es im Schnellzugverfahren beraten werden soll, und auch das ist falsch. Wir müssen für die Beratung dieses Gesetzes im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren vorgehen.

2. Die Behandlung der Kantone. Die St.Galler Regierung z. B. ist ausserordentlich ungehalten über die Entwicklung, die sich im Kontaktgremium ergeben hat. Ich verweise auf den Artikel von Herrn Arnet, Generalsekretär der EDK in der "NZZ" von heute - eine Kopie davon wird Ihnen ausgeteilt werden. Ich war erschüttert von dem Schreiben, welches der Direktor des Bundesamtes für Justiz an den Präsidenten der Koordinationskommission, Regierungsrat Jenny, geschickt hat. Dort werden die Vorschläge der Kantone abgelehnt mit der Bemerkung: "Nicht übernehmen konnten wir hingegen Ihren Vorschlag für die Schaffung eines Konsultativorgans bestehend aus Vertretern des Bundesrates und sämtlichen Kantonsregierungen. Die Schaffung dieses Organs hätte eine verfassungsrechtliche Privilegierung der Kantone im Vergleich zu den anderen Vernehmlassungsadressaten zur Folge." Man höre und staune! Wenn die Kantone, die immerhin noch Gliedstaaten sind, mehr Rechte haben als die Parteien und Verbände, ist das nach meinem Staatsverständnis völlig in Ordnung. Wir müssen dieses Thema noch vertieft besprechen, und deshalb beantrage ich, dass wir Herrn Jenny und vielleicht auch Professor Schweizer, der die Kantone berät, zu einer Anhörung einladen.

Herr Bundesrat, ich möchte Ihnen helfen, diesen EWR durchzubringen; aber dies ist schwieriger geworden, seit der

Bundesrat das EG-Beitrittsgesuch gestellt hat und seit der EWR nur als Zwischenstufe betrachtet wird. Wir müssen auch alle jene Leute gewinnen, für die der EWR vorderhand die Endstufe ist. Von dieser Seite haben wir jetzt Leute verloren. Ich kenne die Gründe, warum Sie das Beitrittsgesuch stellen mussten. Das hat möglicherweise auch mehr Befürworter für den EWR gebracht; aber in meinem Umfeld, bei den Landwirten und Kleingewerblern in meinem Kanton, hat die Idee des EWR an Boden verloren. Wenn wir diesen Boden wieder gewinnen wollen, können wir es uns einfach nicht gestatten, durch die Verpackung von Schmuggelware ohne Referendum im Eurolex-Paket und durch die Missachtung der Hoheit der Kantone zusätzliche Gegner zu schaffen. Wir müssen die Kantonsregierungen gewinnen, damit sie sich an unserer Seite für den EWR einsetzen. Die Angelegenheit der Kantone sollte nicht nur in der Staatspolitischen Kommission diskutiert werden, sondern auch in der Aussenpolitischen Kommission, damit wir einen Weg finden, um einen breiten Konsens herzustellen. - Ich stimme natürlich für Eintreten.

Schiesser: Vorerst möchte ich meinen Dank aussprechen an diejenigen, die diese Botschaft ausgearbeitet haben, und zwar unter erheblichem Zeitdruck. Sie haben hier eine Botschaft vorgelegt, die trotz einiger offenen Fragen doch sehr aufschlussreich ist. An dieser Botschaft hat mir auch gefallen, dass sie zweisprachig verfasst ist; das war sehr instruktiv und interessant.

Zur allgemeinen Würdigung des Abkommens: Ich möchte die Position, in der ich mich befinde, mit einem Wachhund vergleichen, der zwar bellen, nicht aber beißen darf. Die Schweiz hat nicht die Ziele erreicht, die sie sich zu Beginn der Verhandlungen gesteckt hatte. Es gehört natürlich zur Verhandlungsstrategie, dass man den Zaun weiter macht, als er am Schluss gesteckt werden kann. Ich möchte aber einige Punkte aufzählen, die man nicht einfach übergehen kann, auch wenn dieses Abkommen unbestrittenermassen wirtschaftliche Vorteile bringt.

- Es gibt zahlreiche Ungleichgewichte, insbesondere im institutionellen Bereich. Wenn vom "Zweisäulenprinzip" gesprochen wird, setzt dies eigentlich voraus, dass die beiden Säulen gleich gross und gleich kräftig sind. Das trifft ganz sicher nicht zu. Richtigerweise müsste man vom "Zwei-ungleiche-Säulen-Prinzip" reden. Es handelt sich eigentlich - ich denke z. B. an die Befugnisse im Wettbewerbsrecht - um eine Societas Leonina mit einem klaren Uebergewicht seitens der EG. Wir haben ursprünglich für ein individuelles Opting out gefochten, wir haben nur das kollektive Opting out erreicht. Wir haben ursprünglich gehofft, zeitlich unbeschränkte Ausnahmen zu erhalten; es gibt solche offenbar im Bereich des Umweltschutzes, aber zum grossen Teil musste diese Vorstellung preisgegeben werden, und es musste das System der Schutzklauseln und der Uebergangsbestimmungen angenommen werden.

- Wir müssen zur Kenntnis nehmen, dass die Entwicklung und Ausarbeitung von neuem EWR-Recht fast ausschliesslich Sache der EG sein wird. Es besteht ein blosser Konsultationsmechanismus zugunsten der Efta. Immerhin wird es am Geschick der

beteiligten Efta-Experten liegen, die Vorstellungen und Interessen der Efta-Länder, insbesondere auch der Schweiz, einzubringen.

- Wir haben uns mit einer vollständigen Uebernahme des EG-Rechtsbestandes im Umfange des Acquis communautaire abzufinden, der die Grundlage des EWR bilden wird.

- Wir haben Eintrittszahlungen im Rahmen des Kohäsionsfonds vor uns. Diese sind wirtschaftlich gesehen nicht sehr bedeutungsvoll, psychologisch aber, aus der Sicht des Bürgers, könnte dieser Umstand die EWR-Abstimmung belasten.

Ich bin froh, dass der Bundesrat in seiner Würdigung diese Punkte offen dargelegt hat. Er hat deutlich gesagt, dass wesentliche Unterschiede bestehen zwischen den Vorstellungen, von denen man ausgegangen ist, und dem Resultat der Verhandlungen und er sucht nicht zu kaschieren, dass die beiden Säulen des EWR ungleiche Säulen sind. Damit ist der Kernpunkt dargelegt: Auch wenn der Hund in bezug auf dieses Abkommen bellen mag, so muss er die Realität anerkennen, dass er nicht beißen kann. Dieses Abkommen muss aus Vernunftsgründen akzeptiert werden. Die Wirklichkeit in Europa ist offenbar so, dass ein gleichwertiges Zweisäulenprinzip nicht mehr möglich ist. Die Schwergewichte haben sich so verschoben, dass es unrealistisch wäre, zu hoffen, dass an diesem Vertrag irgend etwas verbessert werden könnte. Die grosse Schwachstelle der Gegner des EWR ist die, dass sie nur dagegen sind, ohne aber eine Alternative aufzeichnen zu können.

Wenn man dieses Abkommen nüchtern und realistisch betrachtet, muss man zum Schluss kommen, dass wir es annehmen müssen. Im Rahmen des Möglichen wurde, wie Herr Rüesch gesagt hat, das erarbeitet, was zu erreichen war, und unsere Vertreter haben sehr gute Arbeit geleistet.

Schliesslich noch zwei Bemerkungen zu zwei sehr sensiblen Bereichen, dem freien Personenverkehr und dem Grundstückerwerb durch Personen im Ausland. Weite Teile unserer Bevölkerung befürchten, dass wir es dank dem freien Personenverkehr mit einer erheblichen Einwanderung zutun bekommen werden. Allein mit dem Verweisen auf die Zustände in der EG kann man diese Bedenken wohl nicht zerstreuen, und auch nicht mit dem Hinweis auf die Uebergangsfrist von fünf Jahren für erwerbstätige Personen. Wir müssen uns bewusst sein, dass die Argumentation schwierig sein wird, wenn wir den Aengsten von breiten Kreisen der Bevölkerung begegnen wollen. Es wird auch Sache des Bundesrates sein, in der Ausländerpolitik Zeichen zu setzen, damit man derartige Bedenken zerstreuen kann.

Aehnliches gilt für den Grundstückerwerb durch Personen im Ausland. Es werden ja verschiedene Instrumentarien dargelegt, wie man allfälligen Notständen in diesem Bereich begegnen könnte. Es wäre von grossem Nutzen, wenn man dieses Instrumentarium konkretisieren und vereinfachen könnte, damit man den Bürgerinnen und Bürgern auch darlegen kann, was vorzukehren wäre, wenn wider alle Erwartungen ein erheblicher Anstieg des Grundstückerwerbs durch Personen im Ausland erfolgen sollte.

Abschliessend möchte ich noch einige Ueberlegungen im Hinblick auf die Volksabstimmung machen. Es nützt ja nichts, wenn wir die EWR-Vorlage im Parlament mit grosser Mehrheit gutheissen; vielmehr müssen wir die Abstimmung bei Volk und Ständen gewinnen. Es wäre katastrophal, wenn eine Diskrepanz zwischen den beiden Mehrheiten entstehen sollte. Ich hatte gestern ein sehr instruktives Erlebnis: Als Gast war ich am nordostschweizerischen Jodlerfest eingeladen. Offenbar hatte es bei einem anderen Jodlerfest eine Provokation durch einen hohen Schweizer Politiker im Hinblick auf die Rückständigkeit der Kreise, die an solchen Festen teilnehmen, gegeben. Gestern nun kam die Reaktion des Präsidenten; er sagte ganz einfach: "Offenbar gibt es Leute, die wollen, dass wir an den nächsten derartigen Festivitäten nicht mehr mit der Schweizerfahne, sondern mit der Europafahne zum Fahnenschwingen antreten." Tosender Applaus von 1300 Leuten! Ich habe noch selten einen solchen Ausbruch von Emotionen erlebt. Es wäre völlig zwecklos gewesen, irgend etwas dagegen zu sagen. Das hat mir gezeigt, dass nicht auf der Vernunftebene, sondern auf der emotionalen Ebene argumentiert wird. Es wird auch nicht unterschieden zwischen EWR und EG; "Europa" heisst das Stichwort, und in breiten Kreisen löst das Stichwort "EG" Emotionen aus. Wenn es uns nicht gelingt, diesen Teufelskreis zu durchbrechen, werden wir diese Abstimmung verlieren. Wir dürfen einer solchen Argumentation nicht mit Schwarzmalerei entgegentreten und sagen, dass ein Nichtbeitritt zum EWR zum Verlust von so und so vielen Arbeitsplätzen führen werde. Wir werden eine subtile und möglichst nüchterne Argumentation entwickeln müssen; aber es wird äusserst schwierig sein, gegen derartige emotionale Argumente anzutreten. Meine ganz grosse Befürchtung ist die, dass die emotionale Argumentation die Oberhand gewinnt und alle vernünftigen Argumente untergehen werden. Pikantes Detail: Als beim Abschluss des Festes eine bayrische Volksgruppe etwas dargeboten hat, haben sich alle Festbesucher völlig mit diesen EG-Bürgern identifiziert. Das hat mir gezeigt, dass die EG für viele Leute ein völlig abstraktes Feindbild ist. Es müsste uns gelingen, diese EG auch zu personifizieren und klarzumachen, dass sie aus Leuten aus Bayern, aus Holland, aus Spanien usw. besteht. So könnte vielleicht ein Umdenken einsetzen. - Ich zögere noch im Hinblick auf das Abstimmungsdatum vom 6. Dezember; denn wenn wir nicht genügend Zeit haben, um diese Reaktionen abzubauen, und wenn wir in den Ruf geraten, wir wollten unbedingt so schnell wie möglich etwas durchdrücken, dann fürchte ich, dass es aus einer Trotzreaktion heraus heissen wird: Vorläufig entscheiden wir noch in diesem Land. Ich bin zwar optimistisch, dass es gelingt, die Bürgerinnen und Bürger zu überzeugen; aber es wird äusserst schwierig sein.

Frau **Simmen**: Ich möchte mich dem Dank meiner Vorredner an Bundesrat und Verwaltung anschliessen, Dank für die jahrelange Arbeit, die hier geleistet wurde, mit Vor- und Rückschritten, mit Enttäuschungen, und trotzdem mit einem positiven Ende. Ich kann auch vorweg sagen, dass ich einem EWR-Beitritt positiv gegenüber stehe. Es ist mir aufgefallen, dass nun, nach einem zögerlichen Anfang, die Diskussion über die europäische Integration sehr heftig eingesetzt hat; d. h. es wird davon geredet - sachlich diskutiert wird kaum. Das führt so weit,

dass teilweise bereits Beschlüsse gefasst werden, noch bevor das Parlament über die Vorlage beraten hat. Die Stimmung, die sich dabei manifestiert, stimmt mich sehr viel bedenklicher als alles, was mit dem EWR selber materiell zu tun hat; aber möglicherweise hat es doch sein Gutes, dass das Thema jetzt so breit diskutiert wird, denn so wird es bei Zeiten möglich, eine Plattform zu schaffen für Erklärungen. Es ist die grosse Herausforderung unserer politischen Tätigkeit, trotz diesen unkontrollierten Emotionen Gehör zu schaffen auch für sachliche Argumente. Ich weiss nicht, ob der Abstimmungstermin im Dezember wirklich zu früh ist. Was bringen schon zwei Monate in einer solchen Situation? Wenn wir darauf warten wollten, bis wir wirklich eine breite Ueberzeugungsarbeit geleistet hätten, müssten wir noch Jahre warten.

Der EWR betrifft ja sachlich Gebiete, in denen wir bereits weitgehend mit Europa verbunden sind. Die Freiheit von Personen, Waren, Kapital und Dienstleistungen gehört in einem Land, das mit dem Ausland so ausserordentlich stark verknüpft ist wie die Schweiz, für viele Leute bereits heute zum Alltag - man denke an die transnationale Zusammenarbeit der Wirtschaft, an multinationale Firmen oder an die ausländischen Arbeitskräfte, mit denen wir zusammenarbeiten. Dass die Landwirtschaft als ausgesprochenes Binnenproblem und die Frage der Neutralität noch ausgeklammert sind, müsste ebenfalls dazu beitragen, dass wir den Unterschied zwischen EWR und EG sollten verständlich machen können. Bei den Diskussionen, die ich führe, staune ich immer wieder darüber, mit wie wenig Selbstbewusstsein viele Bürgerinnen und Bürger an diese Problematik herangehen. Das Gefühl, ohnehin zu klein zu sein und überrollt zu werden - und dies auf dem Hintergrund unseres wirtschaftlichen und politischen Leistungsausweises -, überrascht mich immer, und ich frage mich, woher denn diese morose Haltung kommt. Gerade diese morose Haltung scheint mir die eigentliche Gefahr. Ich weiss nicht, ob Sie mir das bestätigen können, Herr Staatssekretär, aber mir scheint, dass gerade dieser Hintergrund für die Leute, die die Verhandlungen führen, eine Kugel am Bein ist. Ich frage mich, wie wir der weit verbreiteten Perspektivlosigkeit begegnen können. Wo auf unserem Weg haben wir denn unsere Perspektiven verloren? Wir waren ja einmal ein Volk von Wirtschaftspionieren!

Im Vergleich mit den technischen Schwierigkeiten - die ich bestimmt nicht unterschätze - wiegen diese Probleme viel schwerer. Wenn es uns gelänge, eine Aufbruchstimmung zu erreichen, liessen sich auch die technischen Probleme viel leichter lösen. Wir sollten in breiten Kreisen der Bevölkerung die Blickrichtung ändern können, den Blick von der Fixation auf eine mögliche "Ueberflutung" unseres Landes durch ausländische Arbeitskräfte lösen und das Augenmerk darauf lenken, dass sich mit dem EWR für Schweizerinnen und Schweizer ein riesiger Arbeitsmarkt und zahlreiche Ausbildungsmöglichkeiten eröffnen und dass der Anschluss an die Forschung gewährleistet wird. Wir müssen uns davon lösen, nur Dinge zu tun, wenn wir 200prozentig sicher sind, dass wir sie auch erreichen können. Dieses Umdenken einzuleiten ist ein grosser Teil der Arbeit, die wir zu leisten haben.

Zum Schluss noch zwei Bemerkungen:

- Zur Kündbarkeit des EWRV. Natürlich ist dieses Abkommen kündbar, aber wenn wir zum vorneherein mit dieser Optik an die Sache herangehen, dann gehen wir vor wie ein Autofahrer, der mit einem Fuss auf dem Gaspedal und mit dem anderen auf der Bremse steht. Das kann zu nichts führen.

- Zur "Schmuggelware", die Herr Rüesch angesprochen hat. Natürlich habe ich beim vertieften Studium der Eurolex-Vorlage einiges gefunden, das meiner Meinung nach nicht hineingehört; aber ich möchte das nicht mit diesem negativen Beiwort kennzeichnen. Ich glaube nicht, dass die Verwaltung hier "schmuggeln" wollte. Diese Situation kommt weitgehend daher, dass die verschiedenen Stellen, die an Eurolex gearbeitet haben, in guten Treuen und auch mit gewisser Begründung eine verschiedene Gewichtung vorgenommen haben. Unsere Aufgabe nun - eine eminent politische Aufgabe - ist, das Eurolex-Paket Punkt für Punkt durchzusehen und zu entscheiden, was man herausstreichen und was man ins ordentliche Gesetzgebungsverfahren verweisen kann. Ich war nach der Sitzung der Wirtschaftskommission nicht so pessimistisch und würde sagen, dass uns das gelingen kann. Gerade beim Konsumkreditgesetz und beim Gesetz über die Arbeitsvermittlung scheint es mir möglich, diese Trennung zu machen.

Ich neige zur Ansicht, dass wir mit einem sehr stark reduzierten Eurolex-Entwurf das Referendum für diese genau umschriebenen Punkte aussetzen können, wenn wir bereit sind - und dafür auch einen Zeitplan vorlegen - diejenigen Dinge, die wir im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren regeln wollen, nach Massgabe ihrer Prioritäten im nächsten Jahr an die Hand zu nehmen.

M. Cavadini Jean: La négociation sur l'EEE a débuté dans la perspective d'une adhésion suisse à l'Espace économique. Cette négociation représentait un but en elle-même. L'acceptation de l'Espace paraissait être un terme suffisant. Toutefois, nous avons ressenti assez vite que cette discussion entre deux partenaires devenait un monologue. Les conditions et les hypothèses que nous souhaitions faire valoir n'ont pas été retenues, à une ou deux exceptions près. La Suisse a donc dû discuter et prendre connaissance du résultat de cette négociation dans un cadre qui n'était pas celui initialement désiré. C'est très curieusement dans le changement de formes grammaticales dans les textes qui nous étaient présentés que cette évolution s'est décelée.

Aujourd'hui l'ambiguïté est politiquement très marquée. On croyait devoir prendre en considération un engagement très fort de la part de la Suisse et en réalité on se trouve face à la ratification d'un arrangement économique. Le discours sera politiquement difficile à faire passer d'ici le 6 décembre. En acceptant l'EEE dira-t-on oui à une adhésion à la Communauté que nous reportons à plus long terme? Le message sur l'adhésion indique clairement: "C'est une étape importante.". Comment expliquer au peuple que la question n'est pas de savoir si on va entrer dans l'Europe communautaire, mais qu'il s'agit simplement de répondre à un arrangement économique indispensable? Je précise immédiatement que j'entre en matière sur la proposition qui nous est soumise, mais je suis très

inquiet du message qui passera maintenant dans le peuple. Avons-nous négocié l'EEE en tant que finalité qui permettra à notre pays de garder sa position ou est-ce uniquement un premier pas vers une intégration à la Communauté européenne? Si la Suisse n'accepte pas les éléments constitués par le TEEE, elle sera marginalisée de façon inexorable. Elle subira une satellisation passive. Si elle les adopte, elle subira au contraire une satellisation active. En fait, nous ne disposons pas des éléments initialement souhaités lors de l'engagement des négociations. Je précise que la responsabilité n'incombe pas à nos négociateurs qui ont fourni un travail de très grande qualité.

Je m'associe aux remarques de M. Rüesch concernant le traitement des cantons dans certaines relations. Par exemple, s'agissant des thèmes relatifs à l'enseignement, la formation, etc. qui sont constitutionnellement de la compétence cantonale, on continue à ne pas vouloir considérer les cantons comme des interlocuteurs fondés, notamment au DFJP. Ces relations ne sont pas normales. A chaque rappel de cette situation on répond que l'on n'oubliera pas d'informer les cantons. Or, il ne s'agit pas de les informer, mais de les associer. En conclusion, dans ce dossier capital, il faut pouvoir avancer avec le front le plus uni possible.

Gadient: Ich möchte mich vorerst der Anerkennung für die grosse Vorarbeit und die Verhandlungsführung anschliessen und darf ein weiteres Wort der Anerkennung anfügen, nämlich für die gute Zusammenarbeit zwischen der Efta-Parlamentarierdelegation und den massgeblichen Verhandlungsdelegierten der Verwaltung. Als Präsident dieser Delegation während der massgeblichen Jahre 1989 bis 1991 kann ich nur sagen, dass wir immer eine sehr, sehr wertvolle Unterstützung genossen haben und eine sehr gute Information, die es uns ermöglicht haben, im Rahmen unserer begrenzten Möglichkeiten da und dort einen kleinen Beitrag zur Förderung des Verständnisses dieser Zusammenhänge auf parlamentarischer Ebene einzubringen.

In bezug auf die Botschaft bin ich weniger anerkennend, denn ein solcher Botschaftsmix dürfte im Grunde genommen nicht vorgelegt werden. Die Zweisprachigkeit mag sich gut ausnehmen im Sinne des Grundsatzes, aber sie ist natürlich kein Vorzug einer solchen Vorlage. Die Möglichkeiten der zeitgemässen Informatik wurden in keiner Weise ausgeschöpft, die Darstellung des Ganzen ist beschwerlich, und man spürt den Zeitdruck. Dass die Botschaft noch nicht gedruckt ist, bringt für uns alle praktisch viele Nachteile: Sie wissen, wie das ist, wenn man sich aufgrund eines Provisoriums vorbereiten muss! Den Zeitdruck spürt man auch in der Sprache der Botschaft: man hatte nicht Zeit, textkritisch vorzugehen, zu analysieren, zu straffen und zu vereinfachen. Gerade auf diese Vereinfachungen kommt es in ganz entscheidendem Masse an! Diese hochgeschraubten Formulierungen sind über weite Strecken nicht brauchbar im Kontakt mit der Aussenfront! Diese Botschaft bildet ja die Grundlage für die ganze politische Tätigkeit auch draussen in den Kantonen, und wer mit diesen Tatbeständen nicht täglich konfrontiert ist, tut sich entsprechend schwer damit. Wir Politiker haben ja schon lange verlernt, die Sprache des Volkes

zu sprechen. Es ist ein Nachteil dieses Werkes, dass es weniger zugänglich ist, als dies möglich gewesen wäre.

Ich habe vor zwei Jahren im Ständerat einen Vorstoss - er wurde überwiesen - eingereicht für die Erarbeitung einer nationalen Informationsstrategie im Hinblick auf die europäische Integration. Damals hielt sich die Presse noch auf Distanz, wenn es um Europafragen ging. Heute ist das Gegenteil der Fall: in den Zeitungen ist fast ein "embarras de richesse" zu registrieren, der dazu führt, dass die Leute das nicht mehr lesen. Es gibt einen Abwehrreflex, denn was zu kompliziert ist, ist im Zweifelsfalle ohnehin abzulehnen. Und gerade hier sind die sehr einfachen Ansatzpunkte für eine populistische Politik, die auf anderer Linie agiert.

Diese Gefahren nehme ich nicht auf die leichte Schulter, und es ist mir bewusst, wie wichtig eine gute Darstellung der Sachlage ist. Ich hätte deshalb den Wunsch, dass wir ein paar Folien zur Verfügung gestellt bekämen, auf denen in ganz einfacher und übersichtlicher Art die Entscheidungsmechanik im EWR dargestellt wären. Ich habe so etwas wiederholt angebeht; aber wir hatten bisher einfach nichts auf diesem Gebiet. Es gibt zwar jetzt sehr viel Material, Folien, Videokassetten und eine gute Dokumentation für Parlamentarier; aber es ist nicht etwa ein Loseblattsystem entwickelt worden, das fortlaufend problemlos ergänzt werden könnte. Die Möglichkeiten auf diesem Gebiet sind nicht ausgeschöpft und erleichtern unsere Arbeit nicht!

Zum Abstimmungstermin: Mit Blick auf die anderen Länder glaube ich schon, dass wir versuchen sollten, auf den 1.1.1993 bereit zu sein. Auch die anderen Efta-Staaten bemühen sich, auf diesen Zeitpunkt bereit zu sein. Sie haben z. T. wesentlich einfachere Entscheidvoraussetzungen als wir; trotzdem hält man Ueber- raschungen nicht für ausgeschlossen, in Norwegen z. B. und offenbar jetzt auch in Schweden. Wir sollten wenn immer möglich am 6. Dezember bereit sein; aber es ist ein ungewöhnlich anspruchsvolles Unterfangen.

Frage: Was geschieht, wenn ein Efta-Land nein sagt? Man sagte uns, dann müsse die Situation neu geprüft werden. Vielleicht gibt es jetzt schon nähere Aufschlüsse zu dieser wichtigen Frage.

In der Botschaft (S. 12 deutsche Uebersicht) wird ausgeführt, dass die wichtigsten Vorteile unserer Beteiligung am EWR sicher wirtschaftlicher Art sind. Weiter hinten wird gesagt, dass die Zeit des Trittbrettfahrens und des A-la-carte-Essens vorbei sei, und dass die Glaubwürdigkeit der Schweiz auf dem Spiele stehe, falls sie nur als Nutzniesser am europäischen Integrationsprozess teilnehmen würde (S. 14). Solche Gedanken von staatspolitischer Bedeutung stehen für mich dominant im Vordergrund, und mir scheint, man müsste sie vor den wirtschaftlichen Ueberlegungen anführen. Wir laufen ja immer Gefahr, dass das ganze Thema nur auf der Grundlage des pragmatischen wirtschaftlichen Kalküls aufgerollt wird.

In öffentlichen Diskussionen werden im allgemeinen die grenzüberschreitenden Probleme gut verstanden, und wenn man

anhand von konkreten Beispielen über die Notwendigkeit spricht, mit den Nachbarstaaten zusammenzuarbeiten, um sinnvolle Lösungen zu finden, wird das relativ gut aufgenommen. Die Destination heisst für mich eindeutig Europa. In Diskussionen müssen wir auch auf die begrenzten Möglichkeiten des Kleinstaates hinweisen, auf den Aspekt, dass wir nur noch mithalten können, wenn wir uns beteiligen, und dass uns im Abseits das nötige Potential fehlt.

Die EG ist im Wandel begriffen; auch das ist ein positiver Aspekt. Die zukünftigen Betriebsformen werden bei einer Erweiterung geändert werden müssen. Das bereitet EG-intern offensichtlich grosse Sorgen und Probleme.

Neben dieser staatspolitischen Dimension hat der EWR eine Reihe von Vorteilen, die in der Botschaft aufgelistet sind: Die binnenmarktähnlichen Verhältnisse; der Umstand, dass Neutralität, Föderalismus und unsere Institutionen nicht zu stark betroffen sind; das Privileg, in wesentlichen Bereichen des Aussenhandels autonom bleiben zu können; die Möglichkeit, die Agrarpolitik grossenteils auszuklammern und schliesslich der Vorteil, dass das Ganze in Vertragsform eingekleidet und somit im Extremfall kündbar ist.

Die grösste Schwachstelle des EWR-Abkommens ist zweifellos der institutionelle Bereich. Laut Botschaftstext (S. 9 deutsche Uebersicht) besteht "die EWR-Struktur im wesentlichen darin, dass die Efta-Länder in die institutionellen Verfahren der EG mit einbezogen werden" und nur durch ein Vernehmlassungsverfahren an der Entwicklung des EWR-Rechtes beteiligt werden sollen. Im weiteren trifft es zu, dass das zeitlich unbeschränkte Ausnahmerecht nicht realisiert werden konnte und dass statt des wertvollen individuellen Opting out Zuflucht gesucht werden musste zum nicht unproblematischen kollektiven Opting out.

Diese Härten haben aber doch eine Milderung erfahren, wenn man folgende Punkte in Betracht zieht: 1. Wie die Erfahrung in der EG zeigt, werden viele Entscheide nicht auf dem Wege der Stimmenmehrheit erzielt oder erzwungen, sondern die Regel ist der Konsens. Dank diesem Konsensprinzip können auch kleine Staaten ihre Positionen einbringen. 2. Wir wissen auch, dass die Mitgestaltung im Vertragsaufbau von entscheidender Bedeutung ist. Wenn ich als Anwalt die Chance habe, einen Vertrag selber gestalten zu dürfen, nehme ich dieses Arbeitsopfer gerne auf mich. Man diskutiert dann miteinander, und der Einbezug der Experten, der ja zwingend vorgesehen ist, ist von grosser Bedeutung. 3. Das individuelle Anrufungsrecht. 4. Die Mitarbeit in den EG-Ausschüssen.

Wir sind in die europäischen Zusammenhänge eingebettet - das ist eine Realität. Wenn wir sie nicht aus eigener Kraft mitzugestalten suchen, werden wir vermutlich zum Nachvollzug gezwungen sein. Ein Souveränitätsverlust ist mit der Ratifikation eines solchen Vertragswerkes immer gegeben; das ist nicht eine Frage des ob, sondern des wieviel. Deshalb lässt sich eine solche vertragliche Abmachung auch nicht ohne internationalen Solidaritätsbeitrag erbringen. Die Zuführung zu

binnenmarktähnlichen Verhältnissen darf demgegenüber auch gewürdigt und gewichtet werden.

Ein Punkt, den ich prinzipiell als falsch erachte, ist die Einreichung des Beitrittsgesuchs. Die Formulierungen in der Botschaft sind z. T. unnötig provozierend; da heisst es z. B. (S.19 deutsche Uebersicht): "Unsere Teilnahme am EWR kann nicht mehr als das letzte Wort in unserer Integrationspolitik gelten. Sie ist im Rahmen einer Europastrategie zu sehen, die in zwei Phasen ablaufen soll und den vollumfänglichen Beitritt der Schweiz zur EG zum Ziel hat." Erst weiter unten heisst es dann, dass "seit jeher der Wille der Schweiz zum Ausdruck kommt, sich immer aktiver an der europäischen Integration zu beteiligen." Auch hier stellt sich die didaktische Frage, warum man solche grundsätzliche Gedanken nicht in den Vordergrund stellt. Darauf könnte man in aller Deutlichkeit sichtbar machen, dass *jetzt* der EWR-Entscheid zu treffen ist, und dass über den EG-Beitritt in einem *späteren* Entscheid abgestimmt wird.

Vorhin ist das Volksfest erwähnt worden; in diesem Zusammenhang könnte man auch die Zürcher SVP-Delegiertenversammlung erwähnen, wo Herr Blankart das Vergnügen hatte, als Referent auftreten zu dürfen. Ich habe das auch schon getan, mit etwa dem gleichen Erfolg. Solche Vorkommnisse möchte ich nicht überbewerten. Aber wir müssen zur Kenntnis nehmen, dass in breiten Kreisen des Volkes sehr viel emotionale Ablehnung vorhanden ist. Seit dem 1. Januar 1991 habe ich 30 Europaveranstaltungen bestritten, und meine Erfahrung ist die, dass wir die Dinge nicht einfach, nicht klar genug darstellen können.

Ich möchte schliessen, indem ich noch einmal auf mein grundlegendes Anliegen hinweise, dass wir in dieser entscheidenden Phase die bestmögliche Dokumentation erhalten. Ich hätte eigentlich erwartet, dass wir Parlamentarier über unsere Informationsbedürfnisse befragt würden; aber wir sind nicht einbezogen, sondern einfach beliefert worden. - Ich bin ein überzeugter Anhänger des EWR-Vertrages und trete für ihn ein, denn er stellt eine massgeschneiderte Lösung für uns dar. Es ist ein Schritt, der im Prinzip zu einer selbständig operablen Lösung führt. Wenn ein zweiter Schritt zur Diskussion stehen sollte, wird in einer neuen Volksentscheidung darüber zu befinden sein.

Rhinow: Ich möchte mich den anerkennenden Worten meiner Vorredner und meiner Vorrednerin anschliessen über die grosse, die gute Arbeit, die hier geleistet worden ist. Ich möchte nicht eingehen auf die Referendumsfrage und die Mitwirkung der Kantone, weil ich ja später darüber referieren darf, was die Staatspolitische Kommission letzten Mittwoch beraten hat und nächsten Mittwoch beschliessen wird. Hingegen möchte ich auf drei Punkte eingehen:

1. Es ist eine eigenartige Situation, dass wir in einer Eintretensdebatte zu einem Geschäft schon über Abstimmungsdaten, Abstimmungsstrategien und die Befindlichkeit des Volkes diskutieren. Das zeigt, dass uns diese EWR-Botschaft

offensichtlich allen Mühe macht, ob wir ihr jetzt sehr positiv, gemässigt positiv oder kritisch gegenüberstehen. Warum?

- Die Schwierigkeit und die Komplexität dieses Geschäftes ist natürlich einzigartig und überfordert viele; sie bringt viel Arbeit mit sich, bringt Verständnisprobleme mit sich - es ist wahrscheinlich die grösste Rezeption fremden Rechtes, die wir seit dem Mittelalter je hatten. Es liegt ein Vertragswerk vor uns, das für einen, der sich nicht bereits in internationalen Dingen auskennt, praktisch nicht lesbar ist. Auch wenn man mit den Augen des gewöhnlichen Juristen dieses Werk liest, stehen einem die Haare zu Berge, wenn man vergleichen muss zwischen Abkommen, Protokollen, Anhängen, einseitigen und mehrseitigen Stellungnahmen, halbverbindlichen Protokollen von Verhandlungsberatungen usw. Es ist gut, dass dieses Abkommen das Bundeshaus nicht zu sehr verlässt; denn damit würden wir keine einzige Stimme gewinnen, sondern eher verlieren.

- Wir sind ein aussenpolitisch unerfahrenes Volk und sollten jetzt aus dieser Enthaltungsmentalität, wie sie uns durch Unabhängigkeit und Neutralität immer gut angestanden ist, überwechseln in eine aktivere Aussenpolitik; wir sollten die Rolle des Kleinstaates in Europa neu definieren, und das ist nicht einfach in so kurzer Zeit. Es ist schwierig, jetzt plötzlich die Blickrichtung zu drehen. Es rächt sich, dass wir alle während zwei Jahrzehnten die EG vernachlässigt und sogar genüsslich aus der EG ein Feindbild gemalt haben. Die Medien haben dabei fleissig mitgewirkt und immer betont, wo die EG ihre Schwächen hat, wie sie versagt hat, wie etwas zur Sklerose geworden ist usw. Dieses Feindbild nun plötzlich zu revidieren ist eine schwierige Aufgabe.

- Es werden sensible Bereiche unserer Identität berührt. Die Unabhängigkeit ist nun neu zu verstehen "als Chance der Mitwirkung, um eigene Gestaltungsspielräume zu erhalten und nicht nur als Abwehren von äusseren Einflüssen." Die Abwehr ist aber der mythologische Begriff, der unsere Vorstellung von Unabhängigkeit geprägt hat: abseits stehen und sich wehren. Auch das soll sich nun plötzlich ändern. Es werden Demokratiefragen angeschnitten, Föderalismusfragen, Probleme, die während Jahrzehnten kaum jemanden interessiert haben. Wen hat man schon hinter dem Ofen hervorgelockt, wenn man über diese Fragen oder über eine Totalrevision der Bundesverfassung diskutieren wollte? Es hiess dann, wir hätten viel wichtigere Probleme zu besprechen, als solche staatsrechtliche juristische Uebungen durchzuführen. Jetzt plötzlich sind Volksrechte und Föderalismus wieder ins Zentrum gerückt; es braucht offenbar die "Bedrohung", die In-Frage-Stellung von aussen, damit solche Dinge neu diskutiert werden können.

- Wir müssten von unserer schweizerischen Buchhaltermentalität abgehen. Wir sind uns gewohnt, immer Vor- und Nachteile aufzulisten und genau zu wissen, was unter dem Strich bleibt. Jetzt müssen wir in anderen Kategorien denken, nämlich in Chancen und in Risiken. Weder die Befürworter noch die Gegner können ein absolut sicheres Ergebnis voraussagen. Das macht uns Mühe, und ich höre oft den Vorwurf, dass wir noch viel genauer informieren müssten. Die Leute wollen genau wissen, welche Konsequenzen für welchen Bereich eintreten werden. Aber wir

dienen der Sache nicht, wenn wir noch mehr auflisten, wo im Detail welche Konsequenz zu erwarten ist - weil aus dieser Sicht *nie* jemand einem solchen Vertrag zustimmen wird.

- Die Frage des Zusammentreffens von EWR und EG. Das ist eine Schwierigkeit, aber sie wäre kaum anders gewesen, wenn der Bundesrat das Beitrittsgesuch nicht gestellt hätte. So oder so haben wir die Schwierigkeit, dass wir ein Ziel haben, die EG, jetzt aber nicht darüber, sondern über den EWR entscheiden müssen. Es hat verschiedene EWR-Befürworter, solche, für die der EWR einen ersten Schritt darstellt und andere, die sich hinter den EWR stellen können, einen EG-Beitritt im jetzigen Zeitpunkt aber ablehnen. Wir müssen jetzt bereit sein, beide Haltungen zu anerkennen und nicht gegeneinander auszuspielen. Die Gegner versuchen, hier ein Nebelgebäude zu errichten, indem sie von der Integration generell sprechen und möglichst nicht differenzieren. Auf diesem Boden wachsen natürlich die Emotionen, wachsen die Chancen der Demagogie, die Chancen, ohne Information und Kenntnisse einfach etwas in die Luft hinaus zu blasen und so völlig von der Sache wegzukommen.

2. Die Konsequenz, die ich aus dieser Situation ziehe, ist die, dass wir den Auftrag haben, auf die Unterschiede zwischen EG und EWR hinzuweisen - es ist mehrmals erwähnt worden -, dass wir alle aber auch aufhören sollten, den EWR schlecht zu machen - nicht weil damit das EG-Ziel verleugnet werden soll, sondern um auch denjenigen eine Chance der Argumentation zu geben, die nur den EWR wollen. Ein Punkt in unserer Strategie ist Information, Aufklärung, Unterscheidung, Differenzierung. Aber das genügt nicht. Daneben müssen wir auch mit Emotionen fechten, und dabei kommen wir auf die staatspolitischen Aspekte: Was ist die Rolle der Schweiz in Zukunft?

Ich möchte auch warnen davor, diesen EWR-Vertrag als rein wirtschaftliches Geschäft darzustellen. Wir wecken damit Widerstände, weil im Volk "Wirtschaft" etwas undefinierbares und eher Negatives ist - etwa ein paar wenige Unternehmen, die Geld verdienen. Wir müssen die staatspolitischen Aspekte, unsere Zukunft als Kleinstaat in Europa, in den Vordergrund stellen. Das Thema Wirtschaft müssen wir auffächern in unsere Chancen bezüglich der Ausbildung, des Mitwirkens in Europa, bezüglich der Arbeitsplätze usw.

3. Die Klagementalität: Ich möchte alle bitten, dass wir jetzt aufhören zu klagen. Ich höre immer und immer wieder, dass bezüglich des EWR zunächst einmal geklagt werden muss. Man klagt, das Eurolex-Geschäft sei überladen. Wenn das zutrifft, streichen wir es. Aber hören wir doch auf, immer hervorzuheben, wie schlecht das Eurolex-Geschäft deswegen sei! Hören wir doch auf, dem Bundesrat vorzuwerfen, er habe jetzt alles vermässelt mit seinem EG-Beitrittsgesuch! Hören wir doch auf, aufzurechnen, warum die Verhandlungsziele zu hoch gesteckt und dann nicht erreicht worden seien! Hören wir auf zu klagen, das Datum sei zu früh! Wenn es nicht reicht, schieben wir es hinaus. Wir alle, die jetzt hinter diesem Vertragswerk stehen, sollten jetzt zusammenarbeiten und überlegen, was wir tun und wie wir uns gegenseitig unterstützen können. - In diesem Sinne plädiere ich für Eintreten auf diese Vorlage.

Kündig: Ich bin für Eintreten auf die Vorlage und setze mich auch für den EWR ein. Das ist in Gewerbekreisen nicht selbstverständlich. Ich habe mir lange überlegt, ob man die Referendumsfrage im Zusammenhang mit dem EWR grundsätzlich aufrollen soll und ob man unsere Beschlüsse dem Referendum unterstellen sollte. Dabei bin ich eindeutig zur Ansicht gekommen, dass das Volk das Recht hat, zu allen Gesetzesänderungen ja oder nein zu sagen, und zwar im Gesamtpaket über den EWR. Dies bedingt aber - und ich bin froh darüber, dass die Kommissionen in dieser Richtung an die Arbeit gehen -, dass wir uns auf das strikt Notwendige beschränken und dass wir die Gesetze nach dem durchforsten, was der EWRV wirklich verlangt. Nur so haben wir eine politische Chance, das gesamte Geschäft über die Runde bringen zu können.

Ich teile die Ansichten, die heute in bezug auf die Neat geäußert worden sind: Wenn die Neat abgelehnt werden sollte, kämen wir tatsächlich in eine heikle Situation. In bezug auf den Abstimmungstermin bin ich der Meinung, dass wir den 6. Dezember im Auge behalten und ihn nur im Notfall opfern sollten, wenn dies nötig wäre, um dort einen anderen, demokratischen Weg zu beschreiten, wo zusätzliche Abklärungen gemacht werden müssen.

Es scheint mir wichtig, dass sich der Bundesrat in nächster Zeit zur Frage äussert, ob der EWR ein eigenständiges Unternehmen sein kann oder ob er automatisch einen EG-Beitritt auslösen muss. Nach meinem Dafürhalten ist dies nicht der Fall; auch wenn die Efta zuletzt nur noch aus einem oder zwei Mitgliedern bestehen sollte, wäre es mindestens theoretisch möglich, dass sie mit dem EWRV weiterfährt und möglicherweise auch eine Aufnahmeorganisation für zukünftige Interessenten an einer europäischen Einigung darstellt.

Ich möchte im folgenden einige Fragen erwähnen, die bei öffentlichen Diskussionen immer wieder auftauchen. Ich tue dies, weil sie wohl von allgemeinem Interesse sind und weil sie unter Umständen einer Erklärung bedürfen. So wird etwa immer wieder die Frage der Kündigungsmöglichkeit aufgeworfen. Es ist klar umschrieben, dass eine Kündigung möglich ist; nicht klar hingegen ist, was in einem solchen Falle mit all den heute bestehenden bilateralen Verträgen passieren würde, die durch den EWRV ausser Kraft gesetzt werden. Würden sie im Falle einer Kündigung wieder in Kraft treten?

Es wird auch immer wieder gefragt, wie weit es bei einer weiteren Anpassung an das EG-Recht noch möglich sein wird, die demokratischen Rechte einfließen zu lassen. Für das erste Eurolex-Paket - falls wir es dem Volk zusammen mit dem Ratifizierungsentscheid zum EWR vorlegen - setzen wir ja die Volksrechte nicht ausser Kraft.

Ein weiteres Problem bietet der Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland. Man fürchtet, dass dies zum Ausverkauf der Heimat und zu einem Ansteigen der Mietzinsen führen und weiteren Spekulationen in der Schweiz Tür und Tor öffnen werde. Ich glaube, dass dies eher eine Frage der Konjunktur als eine Frage der Gesetzgebung ist.

Ein Argument, das immer wieder kommt, ist die Frage der Mitbestimmung. Aufgrund der Unterlagen, die ich habe, ist es mir nicht ganz klar, wie die Detailregelungen in der Mitbestimmungsfrage sind. Ich weiss, dass im Entwurf die Aussage steht: "Die Mitbestimmung wird durch den EWR nicht betroffen." Es wird dann aber auf Verordnungen und Papiere verwiesen, die ich nicht besitze, und ich wäre froh um genaue Auskunft in dieser Frage.

Die Frage der öffentlichen Aufträge wird in Gewerbekreisen einer der wesentlichen Diskussionspunkte sein. Mir ist die Definition an sich klar; die Erfahrungen aber, die im Laufe der letzten Jahre innerhalb der Efta mit den genau gleichen Bestimmungen gemacht wurden, sind derart kontraproduktiv, dass man dieser gegenseitigen Anerkennung der Liefermöglichkeiten, Ausschreibungen usw. den Glauben nicht schenkt. Von verschiedener Seite wurde mir gesagt, dass z. B. öffentliche Aufträge Oesterreichs in der Schweiz kaum ausgeschrieben werden, und wenn doch, dann wurden die Offerten mit durch den Staat subventionierten Angeboten verglichen. Es wird wohl zu Recht befürchtet, dass wir Schweizer am Schluss die einzigen sein werden, die sich an dieses Gebot halten; aber Lieferungen aus der Schweiz in angrenzende Länder werden mit Bestimmtheit nicht stattfinden.

Der freie Personenverkehr wird heute besonders auf Arbeitnehmerseite als Argument gebraucht, um einen Lohnsturz zu prognostizieren. Es gibt eine Studie dazu. Dies ist eine Frage, die beantwortet werden und die von Verantwortlichen auch immer wieder klar dargelegt werden muss, wenn wir vermeiden wollen, dass in der ganzen breiten Bevölkerungsschicht der Arbeitnehmer aus einer verständlichen Angst heraus eine falsche Reaktion ausgelöst wird.

Das Streikrecht soll nach der Definition nicht betroffen werden durch den EWRV. Trotzdem wird mit Bestimmtheit behauptet, dass ein Friedensabkommen in der Maschinenindustrie z. B. nicht mehr möglich wäre, dass der soziale Friede in der Schweiz gefährdet wäre und dass dies das Ende der Sozialpartnerschaft bedeuten würde.

In diesem Zusammenhang möchte ich den schönen Spruch zitieren, der überall publiziert wird: "Die Italiener beantragen Gesetze, die Franzosen fassen sie ab, die Deutschen halten sie ein - und wenn wir Schweizer dazu stossen, dann legen wir noch 20 Prozent drauf."

Was mich besonders interessieren würde, Herr Bundesrat - vielleicht ist die Frage peinlich -: Ich habe mich unglaublich geärgert über die Geheimhaltungsaffäre anlässlich der Bundesratssitzung vor etwa fünf Wochen am Montag morgen früh zwischen 05 und 07 Uhr. Nachdem ja in diesem Abkommen eine Geheimhaltungspflicht festgehalten ist (S. 497), frage ich, was der Bundesrat unternommen hat, um zu eruieren, wer hier der Lückenbüsser ist. Ich habe Ihnen damals gesagt: "Ein Leutnant würde unverzüglich für zehn Tage eingesperrt, wenn er Geheimdokumente liegenlässt." Mich ärgert das, und es macht einen äusserst schlechten Eindruck in der ganzen Schweiz, wenn

man in einem solchen Gremium nicht in der Lage ist, Informationen unter dem Deckel zu halten.

Darf ich zum Schluss noch eine Ueberlegung mit auf den Weg geben? Ich stelle fest, dass es den Leuten in Diskussionen immer gut einleuchtet, wenn man anhand eines geschichtlichen Abrisses von Europa erklärt, wie die Schweiz sich in Zukunft verhalten sollte. Es wird gut verstanden, wenn man darstellt, wie die Schweiz Mitte des letzten Jahrhunderts in einer Entwicklungsphase stand und eine Konzentration der Kräfte auf höherer Eben vorgenommen hat und damit eigentlich Beispiel sein könnte für Europa - wenn man daran erinnert, dass die Schweiz etwas beitragen könnte zur Einigung Europas, das ja zum ersten Mal in seiner Geschichte ohne Waffengewalt eine Einigung anstrebt.

Bloetzer: Ich stimme dem Abkommen zu und bin für Eintreten; auch möchte ich mich anschliessen an die anerkennenden Worte meiner Vorredner. Insgesamt handelt es sich hier um eine Arbeit, die zu würdigen ist. Seit Beginn dieser Legislatur habe ich festgestellt, dass der Bundesrat und seine Mitarbeiter eine zielstrebige, weitsichtige Aussenpolitik führen. In den letzten 18 Monaten hatte ich als Bürger und nachher als Parlamentarier manchmal den Eindruck, dass der Bundesrat als Kollegialbehörde nicht genau weiss, wo er hinaus will und dass die Führungsarbeit an Kohärenz mangelt. Wenn ich nun heute aufgrund der Dokumente und der Informationen, die ich als Parlamentarier erhalten habe, die Lage überprüfe, muss ich feststellen, dass mein Eindruck völlig unbegründet war, dass das Gegenteil richtig ist, und dass der Bundesrat und seine Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter eine zielstrebige Arbeit geleistet haben. Die Informationspolitik allerdings - und darüber sind wir uns auch in der GPK einig geworden - liess einiges zu wünschen übrig. Es mag aber verständlich sein, dass man angesichts einer so grossen Arbeit sich auf diese Arbeit selber konzentriert und dabei - fälschlicherweise - die Information ein wenig vernachlässigt.

Das vorliegende Abkommen ist aus wirtschaftlicher Sicht ganz klar im Interesse unseres Landes. Die Wohlfahrt unserer Mitbürgerinnen und Mitbürger ist ja eine der Aufgaben unseres Staates. Diese Stärke ist aber gleichzeitig auch die Schwäche der Vorlage; denn wir geben ein Stück von einer Idee auf - wenn es auch nur ein kleines Stück ist -, einer Idee, für die sich Generationen in unserem Land voll und ganz eingesetzt haben, für die Generationen bereit waren, nötigenfalls alles zu geben. Wofür geben wir das auf? Für wirtschaftliche Vorteile! Das ist die Schwäche der Vorlage.

Auch wenn ich vor ein paar Wochen noch den Kopf geschüttelt habe, als der Bundesrat das EG-Beitritts-gesuch gestellt hat, finde ich dies heute richtig. Er hat damit den Rahmen gesprengt und den Blick freigegeben für eine neue Vision, eine neue Idee, für die sich auch junge Leute begeistern können, auch solche, für die die wirtschaftlichen Vorteile nicht im Vordergrund stehen. Diese Idee ist die Integration in Europa, um damit in Europa den Menschenrechten, dem Frieden, der Demokratie vollends zum Durchbruch zu verhelfen, um damit unsere

Unabhängigkeit und den Frieden auch langfristig zu sichern. In diesem Sinne ist es richtig, wenn der Bundesrat gesagt hat, dass wir nicht nur ein Wirtschaftsabkommen wollen, das uns Wirtschaftswachstum bringt, sondern dass es darum geht, eine Stossrichtung zu definieren, für die sich einzusetzen es sich lohnt.

Die EG, wie sie heute vorliegt, entspricht nicht dieser Vision. Es muss noch einiges dazukommen. Ich denke, dass Mittel- und Osteuropa auch dazugehören, und dass es nicht angeht, wenn wir einen neuen Graben aufreissen zwischen reichen Europäern und armen Europäern. Damit wäre das Ziel nicht erreicht. - Insgesamt glaube ich, dass wir dieser Abstimmung zuversichtlich entgegenblicken können; es braucht allerdings viel Arbeit. Im heutigen Zeitpunkt ist der EWRV der kleinste gemeinsame Nenner, der für viele Mitbürgerinnen und Mitbürger erstrebenswert ist.

Onken: Die Behandlung eines solchen Vertragswerkes ist ja immer ein bisschen ambivalent, weil es unendlich viel dazu zu sagen, aber nichts mehr zu ändern gibt. Wir können nur noch ja oder eben nein dazu sagen, und daher ist natürlich unsere Diskussion auch schon sehr geprägt vom Blick auf den 6. Dezember. Wir können uns noch Rechenschaft ablegen über das Erreichte und es vergleichen mit den ursprünglichen Zielen, aber schon das ist ziemlich müssig und eher eine historische Aufarbeitung. Persönlich glaube ich auch, dass zwar nicht alles, aber doch vieles erreicht worden ist, jedenfalls das, was im Rahmen des Möglichen tatsächlich erreichbar war. Wir können noch die Auswirkungen zu erkennen und abzuschätzen versuchen; ich glaube, da ist für jeden persönlich und im Rahmen unserer Kommission schon noch einige Arbeit zu leisten. Die Menschen verlangen von uns Antworten auf ihre Fragen, und sie haben viele Fragen. Wenn man mit leeren Händen dasteht, wenn man nur von Chancen und Risiken spricht, dann hinterlässt das ein zwiespältiges Gefühl und bestärkt die Leute in ihrer vielleicht skeptischen Haltung. Wir müssen ohne Schönfärberei die Vor- und Nachteile einander gegenüberstellen, denn es ist ganz eindeutig, dass der Beitritt zum EWR auch Nachteile hat.

Ich bin für Eintreten und für diesen Vertrag - aber nicht ohne gemischte Gefühle. Es ist eine Akzeptanz aus Pragmatismus, aus Vernunftgründen, auch im Blick auf das weitere Vorgehen. Ich fühle mich ja - das wissen Sie - als Europäer und möchte, dass unser Land in der EG souverän als vollwertiges Mitglied mitwirken und damit seine nationalen Souveränitätsrechte optimal wahren kann. Das ist letztlich meine Zielsetzung, und im Rahmen dieser Zielsetzung habe ich nun auch diesen Teilschritt, den Europäischen Wirtschaftsraum, zu würdigen.

Ich komme nicht umhin zu sagen: diese Teilhabe am Binnenmarkt ist letztlich ein wirtschaftliches Projekt mit politischen Auswirkungen, und für viele Menschen bringt sie auch Nachteile. Man erwartet dadurch einen zusätzlichen Wachstumsschub, wo unter dem Strich wenig bleibt, zusätzliche Immissionen, mehr Verkehr usw.; auf all die Dinge, die mit diesem Wirtschaftswachstum verbunden sind, muss man entsprechend eingehen. Mir ist schon etwas bange vor denjenigen, die den EWR als Dauerzustand festschreiben möchten, die nur diesen Wirtschafts-

raum anstreben und diesen auch nutzen wollen für ihre Deregulierungsoffensive, und zwar nur für Deregulierungen in bestimmten, einseitig ausgewählten Bereichen. Diese Befürworter schränken die Diskussion in einer Weise ein, die mir sehr problematisch erscheint. Es ist problematisch, nun auf dem Umweg über Brüssel zu versuchen, was im eigenen Lande nicht erreichbar scheint. Diese Argumentation stösst viele Leute vor den Kopf, wenn sie so unverfroren vorgebracht wird.

Diesen Teilschritt halte ich für wichtig; denn eine Diresissima in die Gemeinschaft ist schlicht nicht möglich. In der Schweiz gelingen die ganz grossen Würfe auf gar keinen Fall im ersten Anlauf. Ich sehe den EWR als eine Etappe, nicht als einen Dauerzustand. Der EWR allein ist eben auch noch zu wenig eine Vision, für die sich die Leute begeistern könnten. Die Vision - so problematisch diese heutige Europäische Gemeinschaft ist - ist natürlich schon die Teilhabe an dem politischen Projekt, das da im Entstehen ist, an der Politischen Union, die auf diesem Kontinent, der immer von Kriegen überzogen war, endlich eine stabile politische Ordnung sichern soll. Daran teilzuhaben, das könnte eine faszinierende Zielsetzung sein - obwohl sie noch weit weg und verschwommen ist. Der EWR allein zündet in diesem Sinne nicht.

Man kann den EWR nicht verkaufen, indem man die Europäische Gemeinschaft schlecht macht. Viele Befürworter des EWR tun dies und betonen, wie undemokratisch und zentralistisch die EG sei. Das ist sicher eine falsche Strategie. Damit tun wir auch dem EWR keinen Gefallen. Es geht darum, den EWR abzuheben vom sog. Alleingang. Viele Leute verwechseln das, was nach einer Ablehnung des EWR wäre, mit der Fortsetzung des Status quo. Es wird zuwenig deutlich gemacht, dass das ein ganz neues Stadium wäre; die Nachteile dieses möglichen Alleingangs werden zuwenig herausgearbeitet.

Die Hauptschwäche des EWR liegt im institutionellen Teil: keine echte Mitentscheidung, kein Initiativrecht, kein individuelles Opting out - bei gleichzeitiger Einschränkung unserer direkten Demokratie. Das ist zwar nicht so gravierend, dass man dem EWR nicht beitreten könnte, aber es ist auf die Dauer nicht zu akzeptieren. Ich kann nur hoffen, dass die flankierenden Politiken das Gemeinschaftsgefühl so stärken werden, dass hier eine Annäherung erfolgt, die über das Oekonomische hinaus auch ins Politische hinein wirkt und die uns dann weitere Schritte erlaubt.

Ich möchte noch eingehen auf die Vor- und die Nachteile; es gibt eben nicht nur Gewinner, sondern auch Verlierer. Ich wünschte mir auch - wie Herr Rhinow -, dass wir von dieser Buchhaltermentalität wegkämen; aber die Leute machen diese Gegenüberstellung von Vor- und Nachteilen, persönlich und schichtspezifisch aufgrund ihres politischen Standortes. Das können wir ihnen nicht ausreden, und sie werden den Entscheid letztlich gestützt auf diese Abwägung treffen. Ich habe den Eindruck, dass man darüber noch zu wenig nachgedacht hat. Man war fixiert auf die Verhandlungen; aber diese innenpolitische Dynamik hat man unterschätzt. Den Bericht über die umweltpolitischen Auswirkungen, der jetzt erschienen ist, hätte man uns früher vorlegen können, und man hätte wohl auch die

erforderlichen flankierenden Massnahmen ergreifen müssen. Auch bei Leuten, die man von Anfang an zu den ganz sicheren Befürwortern gezählt hat, wie z. B. bei den Gewerkschaftern, sind jetzt, wo sie die Auswirkungen im einzelnen genauer ausloten, Vorbehalte und Fragen aufgetaucht. Oder da ist die Offensive des Mieterverbandes, die nun sehr viel Unsicherheit schafft. Die Antworten auf die auftauchenden Fragen sind teilweise nicht da, und man vertröstet die Leute auf übermorgen, indem man von innenpolitischen Reformen und flankierenden Massnahmen, um Nachteile etwas zu mildern, redet.

Deshalb bin ich in der Frage des fakultativen Referendums teilweise anderer Meinung als die, wie sie hier geäußert worden ist. Wie Herr Rhinow war ich in der Arbeitsgruppe Zimmerli, und dort hatte ich mich der Auffassung angeschlossen, dass für Bereiche, wo gar kein Spielraum besteht, das Referendum ausgeschlossen werden soll. Heute bin ich vom Saulus zum Paulus geworden und glaube, dass, wenn wir dieses Referendum ausschliessen, die Abstimmung vom 6. Dezember in absolut unnötiger Weise belastet wird. Diese Volksrechte sind ein sehr empfindlicher Punkt, auf den noch heftig reagiert werden wird. Wenn Herr Blocher heute noch sagt, er finde den Vorschlag des Bundesrates folgerichtig, so wird er den Spiess umkehren, sobald die Sache beschlossen ist. Er wird das zu einem wichtigen Punkt seiner Argumentation machen und sagen: "So fängt das an - das ist Brüssel, das ist Europa!" Es kommt dazu, dass auch eine selektive Opposition gegen einzelne Aenderungen nicht mehr möglich ist. Ich finde, der Ausschluss des Referendums ist einfach nicht zwingend. Jeder, der in die Eurolex-Vorlagen Einblick hat, weiss, dass es kaum Geschäfte gibt, wo kein Spielraum besteht. Es besteht überall Spielraum, sowohl in der Interpretation einer Verordnung oder einer Richtlinie als insbesondere bei der Möglichkeit, neben der zwingenden Anpassung auch eine zusätzliche Aenderung anzubringen, die das Ganze wieder ins Lot bringt.

So, wie die Diskussion jetzt gelaufen ist, findet diese Diskussion nicht statt. Herr Rüesch hat das Epidemengesetz erwähnt; Frau Simmen und ich als Mitglieder dieser Kommission sind anderer Meinung: Es wurde nicht etwas hineingeschmuggelt. Was zusätzlich aufgenommen wurde, ist vernünftig und zweckmässig. Aber mit dem Ausschluss des Referendums und der Beschränkung der Aenderung auf das Minimum minimorum ändert man nur das, was die Richtlinie vorschreibt und schliesst auch die Möglichkeit aus, eine vernünftige Anpassung vorzunehmen. Die Frage ist, ob es wirklich nötig ist, dieses Referendum auszuschliessen. Ich bin froh, dass die Staatspolitische Kommission schon in einer Woche darüber entscheidet, denn das wird auf die Eurolex-Diskussion eine grosse Auswirkung haben. - Ich glaube nicht, dass man auf dieser Schiene wirklich durchkommt, und mit Herrn Rhinow möchte ich sagen: Die, die diesen EWR wirklich wollen, brauchen sich jetzt gegenseitig und müssen gemeinsame Sache machen. Wenn noch einzelne abspringen, dann ist die Sache gelaufen. Es braucht einen echten Schulterschluss, um gegen die populistische und demagogische Argumentation, wie sie jetzt aufgeföhren wird, anzukommen. Vielleicht wäre es ganz nützlich, einen Teil der Sitzung für die Diskussion zu benützen, wie wir Herrn Blocher und seine Kohorten stoppen können.

M. Salvioni: J'accepte l'entrée en matière et suis favorable au Traité. Il faut effectivement une fois oublier la mentalité de comptable qui est typique de la Suisse et des hommes politiques en particulier.

Il faut effectuer une évaluation des conséquences en cas d'acceptation et de non-acceptation. Elle démontrerait que les dangers représentés par la seconde hypothèse sont plus importants que dans la première. Si la Suisse devait refuser ce Traité, après de longues discussions et des négociations difficiles, après que les autres membres de l'AELE l'eurent accepté, que le Parlement européen l'eut ratifié, elle se retrouverait dans une situation impossible du point de vue de la politique étrangère. Nous devrions probablement nous attendre à des réactions très dures, car nous aurions rejeté pratiquement tous les Etats de l'Europe occidentale. C'est la raison pour laquelle les solutions proposées par les opposants sont inacceptables.

Le Conseil fédéral a très bien agi en déclarant ses futures intentions. Les opposants auraient de toute façon exploité cet argument en accusant en plus le gouvernement d'hypocrisie et de mensonge envers le peuple. Nous devons clairement indiquer la voie à suivre. D'un côté nous devons nous déterminer sur un Traité précis et de l'autre ouvrir une discussion avec une Communauté européenne qui est en pleine mutation et dont on ne connaît pas encore la forme définitive. Lorsque les discussions seront terminées, il sera bien assez tôt pour prendre position. Certaines craintes se manifestent quant à la ratification de ce Traité. La diminution des salaires en est une. C'est la raison pour laquelle j'ai déposé le dernier jour de la session d'été un postulat demandant que le Conseil fédéral examine la possibilité d'introduire dans le CO une disposition existant déjà pour les frontaliers permettant aux cantons de déterminer les salaires minimaux par secteur économique. Cela tranquilliserait l'opinion publique et, surtout, les travailleurs qui craignent un dumping social.

Quelle serait l'attitude du Conseil fédéral au cas où le 27 septembre le référendum contre la NLFA était accepté? Poursuivrait-on la procédure pour la ratification du Traité, compte tenu des propos de M. Delamuraz? Cependant, comme je ne voudrai pas transformer des partisans de la NLFA en opposants en raison du lien établi avec le TEEE à l'égard duquel ils pourraient avoir une attitude négative, je souhaite que cette question ne sorte pas de notre commission.

Dans le cas de l'acceptation du TEEE, quel est le destin des traités bilatéraux existant actuellement entre la Suisse et la Communauté européenne, respectivement avec des Etats membres de celle-ci? Deviendront-ils caducs?

Präsident: Persönlich trete ich von der idealistischen Seite an diese Vorlage heran, sehe aber auch die wirtschaftliche Notwendigkeit. Es scheint mir wichtig, dass die Alternativen wirklich dargestellt werden, nämlich EWR oder Alleingang. Bezüglich der Eurolex sollten wir zu einem Grundsatzentscheid kommen, was wir wollen: nur das Nötigste oder auch noch wünschbare Aenderungen? Meine Meinung wäre, dass wir nur das

ändern, was unbedingt nötig ist. Dazu sollten wir uns noch konkret aussprechen.

Wichtig scheint mir, dass die Kantone besser berücksichtigt werden. Im institutionellen Teil interessiert mich vor allem die zukünftige Rolle des Parlamentes verglichen mit der Rolle der Gerichte. Die Parlamente können ja das Recht anpassen oder nicht; wenn sie es nicht tun, tun dies die Gerichte. Unter diesem Gesichtspunkt befürchte ich, dass die Gerichte ein übergrosses Gewicht bekommen gegenüber dem Parlament. Ich frage mich, ob man etwas einbauen könnte, um dies zu verhindern. - Im übrigen stimme ich mit dem überein, was gesagt wurde. Alle Kommissionsmitglieder haben sich im positiven Sinn geäußert, und ich glaube, dass wir mit vereinten Kräften diese Vorlage auch vor dem Volk durchbringen können.

Unterbruch der Sitzung von 12.35 bis 14.00 Uhr

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je vous remercie des avis favorables émis à l'occasion du commentaire relatif au message sur l'Espace économique européen. Les critiques évoquées me semblent démontrer votre volonté quasi unanime de mettre toutes les chances de notre côté pour faire passer ce message dans l'opinion publique. J'apprécie infiniment cet effort, le fait de vouloir sortir de la langue de bois des personnalités politiques et des diplomates, ainsi que d'abandonner les réserves mentales afin de plaider clairement et ouvertement le dossier de l'EEE. Les éléments émotionnels, voire passionnels, peuvent à tout moment faire rebondir le débat, car nous ne sommes pas cantonnés dans un domaine purement rationnel.

Le Conseil fédéral a renseigné le Parlement tout au long de la négociation sur les espoirs, les inquiétudes et les incertitudes qui la caractérisaient. Il a bien failli perdre patience lorsqu'il a dû jouer les prolongations avec les deux avis successifs de la Cour de Luxembourg. Heureusement, ils n'ont pas remis en question un Espace économique que le Conseil fédéral avait, en octobre déjà, déclaré valable. Ce Traité, dans sa substance et dans ses institutions, est adapté à l'Europe future qui se constitue aujourd'hui. Il faut souligner cet élément pour tous les nostalgiques d'une politique qui a brillamment réussi jusqu'à présent, à laquelle nous n'avons rien à reprocher, mais qui n'est plus de mise pour les temps à venir. En effet, à cette approche non systématique et plutôt bilatérale entre les pays de l'AELE et ceux de la Communauté, l'ensemble des interlocuteurs a substitué délibérément une méthode beaucoup plus systématique qui implique pour la Suisse davantage d'obligations et de risques, mais aussi davantage d'espoirs et de possibilités de s'ouvrir à ce grand marché avec le génie qui lui est propre. L'Espace économique européen nous rendra encore plus compétitifs au plan international et, surtout, évitera la discrimination dans tous les domaines reconnus par le Traité, c'est-à-dire près des deux tiers, voire des trois quarts de l'acquis communautaire. Evidemment, nous ne pourrions bénéficier de la non-discrimination, si nous ne nous montrons pas suffisamment concurrentiels et inventifs afin d'éviter de discriminer les activités de la Communauté sur

notre marché. Cette réciprocité est réalisée dans l'EEE. Ce n'est pas l'avis de certains de nos compatriotes qui sont convaincus que la Suisse n'a pas cessé de faire des concessions à la CEE. Il faudra consacrer du temps à expliquer que tel n'est pas le cas, hormis au plan institutionnel dans lequel nous n'avons pas réalisé toutes nos ambitions. Peut-être celles-ci étaient-elles trop idéales au début de la négociation.

Il est intéressant de relever lorsqu'on fait allusion en Suisse à un Espace économique européen peut-être déséquilibré, que la Communauté, singulièrement le Parlement européen, a le même sentiment, mais dans l'autre sens. Durant tout l'hiver les représentants de la Communauté déclaraient avoir effectué un geste altruiste et unilatéral à l'égard des pays de l'AELE en les autorisant à venir dans le grand marché pour les bons risques, sans les astreindre aux mauvais risques (par exemple: l'agriculture). Comme vous le constatez les points de vue peuvent être très différents. En tous cas, croire que la Suisse est la victime de ce Traité est une erreur fondamentale et une injure à la vérité et à l'honnêteté intellectuelle. Je vous rappelle que dans son premier avis la Cour de Luxembourg disait: "L'Espace économique européen met en cause les fondements même de la Communauté.". Il faut donc noter l'évolution positive de la Communauté à notre égard et apprécier la démarche entreprise.

Pourquoi le Conseil fédéral avait-il affirmé il y a deux ans qu'il déterminerait son attitude vis-à-vis de l'intégration européenne le jour où il conclurait la négociation sur l'EEE et publierait le message y relatif? Dans le premier rapport de 1988 nous affirmions à diverses reprises qu'il n'y avait pas de raison d'envisager l'adhésion de la Suisse à la Communauté. Mais que néanmoins, la seule alternative à la politique souhaitée aurait été l'adhésion à la Communauté. Nous indiquions déjà que l'Alleingang n'était pas une solution viable pour la Suisse. Jamais le gouvernement n'aurait osé proposer une telle éventualité comme destin. Depuis 88, le mur de Berlin est tombé, la division idéologique de l'Europe s'est effondrée, la Communauté s'est approfondie et développée et les conditions de la menace en général ont fortement changé. Par conséquent, les arguments qui plaidaient devant le Conseil fédéral en 88 ont aujourd'hui pratiquement tous disparu. La Suisse est donc confrontée à elle-même. En effet, depuis sept siècles la Confédération a manifesté sa volonté d'exister, en quelque sorte contre nature. Alors que tous les autres Etats d'Europe, dès le onzième siècle se sont formé autour d'hégémonie, de maisons royales, dans une unité culturelle et linguistique, la Suisse était un acte de volonté, d'expression de liberté et de souveraineté contre les puissances qui l'entouraient. Lorsque la pression de ces dernières s'accroissait sur la Suisse, elle savait se mobiliser et être prête à défendre son statut. En revanche, lorsque la pression extérieure se relâchait, l'histoire de la Suisse a parfois été marquée par de graves affrontements intérieurs. Aujourd'hui le contexte européen est loin d'être totalement détendu, mais il est tout de même différent de celui que nous avons connu durant de nombreux siècles, de sorte que la vocation de la Suisse à contre-courant est plus difficile à exercer. Il y a de nouveau un espoir de rassemblement du continent. Est-ce pour sauver

l'identité suisse, qui peut en effet être menacée si nous n'avons pas la force de la défendre par cette transformation, que certains plaident le repli sur nous-mêmes et le refus des perspectives à plus long terme? Si tel était le cas, ce serait extrêmement grave. La Suisse doit au contraire tenter de s'exprimer par d'autres moyens, essayer de se coaliser plus vigoureusement pour pouvoir tenir le rôle qu'elle a toujours joué en Europe: l'intégration. La Suisse est de fait plus intégrée dans l'Europe de la culture et de l'économie que beaucoup d'Etats de la Communauté eux-mêmes. Notre pays n'est-il pas capable de saisir maintenant que la transformation structurelle et institutionnelle deviendra la condition indispensable à la poursuite du parcours européen qu'il a accompli jusqu'à présent. C'est la problématique prise sciemment en considération par le Conseil fédéral dans son troisième rapport relatif à l'intégration publié en même temps que le message sur l'EEE.

Cette simultanéité n'a pas dissipé la confusion qui existe depuis hélas très longtemps dans notre pays entre l'adoption du Traité sur l'Espace économique européen et l'adhésion à la Communauté économique européenne. Je crois cependant que le Conseil fédéral a vu juste. S'il n'avait pas publié le troisième rapport, il y aurait eu dès le début de la discussion parlementaire et publique un harcèlement de questions qui seraient restées sans réponse et qui aurait entraîné un débat ambigu. Certains y auraient sans doute trouvé leur compte et le Conseil fédéral aurait révélé des vues très courtes. En outre, le fait qu'il ait transformé l'intention exprimée dans le rapport d'intégration en une certitude en demandant l'ouverture d'une négociation témoigne de sa volonté de tenir un langage clair et précis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Toutefois, si on peut comprendre l'annonce stratégique, on doit aussi s'interroger sur l'annonce tactique. A ce propos, le Conseil fédéral savait que la démarche n'était pas sans risque intérieur parce qu'il est plus facile d'informer et d'échanger avec 246 députés que de poser une question unique et précise, notamment à 4,5 millions d'électeurs. Toutefois, le risque inhérent au silence ou à l'irrésolution de la part du Conseil fédéral, tant au plan intérieur qu'extérieur, aurait créé davantage d'inconvénients. La compétence en matière de politique internationale étant constitutionnellement le fait du Conseil fédéral et le Parlement et le peuple intervenant lors de la ratification des accords passés, la souveraineté des entités respectives est totalement sauvegardée dans ce processus. Le résultat favorable que nous souhaitons du vote populaire du 6 décembre 92 ne contient aucun engagement, ni positif, ni négatif, relatif à l'adhésion à la CEE.

Je précise que l'effort exclusif doit être porté sur le débat de ratification de l'Espace économique européen et non sur les spéculations nécessaires quant à l'avenir, mais qui n'obligent ni les uns, ni les autres et qui ont trait à la Communauté.

Dans un premier temps certains estimaient que, l'EEE n'étant pas très satisfaisant, il fallait rechercher une meilleure solution qui passait par la participation à la Communauté. Ceci n'est pas un argument, car l'adhésion à la CEE est un tout autre problème que celui relatif à l'EEE. Il a trait à une politique plus large à laquelle nous participerions dans le cadre de nos moyens plutôt que d'en être les témoins passifs, ainsi qu'à une démarche d'une autre ambition (supranationale)

que celle entreprise ici. La qualité de l'information doit éviter de confondre les genres. Certes, cette distinction ne sera pas facile à établir, mais il faudra dire clairement que, si la Suisse accepte l'EEE et reporte à des temps meilleurs la participation à la Communauté, il sera possible d'agir dans le cadre de l'Espace économique européen. A la longue nous serons peut-être simplement fatigués de cette marginalisation de fait et de droit qui interviendra au cours du développement de la Communauté. Alors, à nous de juger qu'il ne sera plus dans notre intérêt de continuer seul l'exercice. Le Conseil fédéral estime que cette formule n'est pas bonne à long terme pour les intérêts de la Suisse. Cependant, théoriquement et juridiquement il est possible de considérer l'EEE comme une solution en soi et une finalité. Nous souhaitons que les Suisses prennent conscience de l'intérêt de l'autre étape à plus long terme, mais ils en jugeront souverainement. Une difficulté s'ajoute à ce langage. Dans l'argumentation en faveur de l'EEE il est vrai d'affirmer que la participation à l'Espace économique n'entraîne pas l'adhésion à une entreprise supranationale, ce qui signifie a contrario que dans une étape ultérieure nous participerions alors à une telle entité. Il en va de même pour les conséquences sur l'agriculture qui sont quasiment nulles, ce qui signifie a contrario que la participation ultérieure à la CEE entraîne l'acceptation du paquet agricole de celle-ci, certes avec peut-être des délais transitoires, mais pas des concessions durables. Il est effectivement parfois malaisé de défendre l'un et l'autre. Mais, dans l'esprit du Conseil fédéral la démarche EEE doit être celle à laquelle nous devons consacrer toutes nos forces. L'autre est une vue sur un avenir à plus long terme sur lequel les Suisses se prononceront souverainement le moment venu. La demande d'ouverture de négociations n'implique aucune relation entre les deux démarches, car le début des dites négociations est largement hors du délai dans lequel nous avons à nous battre pour l'EEE.

L'information à transmettre maintenant devra être particulièrement concrète. L'évolution du taux de chômage, du taux des intérêts hypothécaires, c'est-à-dire des loyers, l'évolution du niveau des salaires avec le risque d'un dumping social ou salarial sont des inquiétudes publiques très concrètes auxquelles il faut répondre. L'intérêt public se situe parfois au niveau du devenir de l'individu. Nous n'allons pas l'endormir avec des théories de droit international public. L'individu doit être mobilisé par des réalités qui ne sont d'ailleurs pas qu'économiques. Il s'agit de la libre circulation des personnes, de l'équivalence des diplômes, de la non-discrimination du Suisse dans dix-huit autres pays, etc. Certes, je ne plaide pas gagnant quant à certains termes utilisés dans le message et les rapports. La pression du temps s'est effectivement fait sentir, mais il faut faire la part de la maladresse et de certaines insuffisances. Bien entendu, les ennemis de l'EEE saisissent toutes les occasions pour transformer les intentions les plus honnêtes en volonté de propagande. Ils nous feront la vie dure, mais tel aurait été le cas dans n'importe quelles conditions. Le travail d'information est indispensable sous cette forme très concrète et par la multiplication des interventions. A cet égard je regrette que l'on assiste parfois à des monologues politiques qui font, soir après soir, des ravages dans les esprits les plus ouverts et

les mieux disposés. L'utilisation du populisme et de la démagogie peut rapidement conduire les gens à vouloir maintenir le statu quo qui leur paraît plus sûr que ce que nous sommes en train, en intellectuels brillants, d'essayer de concevoir. Nous devons répondre à ce type d'arguments, sans pour autant utiliser les mêmes méthodes, ni les mêmes créneaux.

Aux difficultés de l'information s'est ajoutée cette scandaleuse fuite à propos de laquelle M. Kündig demande des comptes. Le Conseil fédéral avait décidé déjà au mois d'octobre 91 que l'étape suivante passait par l'adhésion à la Communauté et que le rapport serait rédigé dans cette optique. Seul le moment de la publication n'était pas déterminé. A la suite de cette incroyable bévue, grave pour un gouvernement, nous avons reconstitué le déroulement des événements. Des hauts fonctionnaires très axés sur l'information, parce que c'est leur métier, n'ont rien révélé des intentions du Conseil fédéral, mais ont été interpellés par des représentants des médias qui ont joué leur rôle habituel dans de telles circonstances. Ils affirment de manière péremptoire devant leurs interlocuteurs ce qu'ils pensent être la vérité de façon à laisser ces derniers sans réponse possible, ce qui leur permet ensuite d'interpréter dans leurs articles le déroulement des événements au sein du Conseil fédéral, sans que quiconque ne les aient réellement révélés. Le Conseil fédéral a acquis la conviction que personne n'avait éventé la nouvelle et que celle-ci a été déduite à la suite de recoupements.

S'agissant du chapitre Eurolex, la discussion de principe relative au contenu et à l'inscription de la clause de référendum facultatif, mes collaborateurs vous répondront aujourd'hui sur un point. S'il y a référendum facultatif pour tout ou partie de l'Eurolex, quand doivent se dérouler les éventuelles votations facultatives concernant les différentes lois? En même temps ou après la décision populaire se rapportant à la ratification du Traité sur l'Espace économique européen? En d'autres termes, est-il possible de procéder à la votation du 6 décembre 92 sur l'EEE alors que seraient potentiellement pendants des référendums?

S'agissant de la participation des cantons, la commission des institutions politiques devra soulever cette question, non dans la perspective d'une adhésion à la Communauté, mais dans le cadre de l'application du Traité EEE.

J'ai indiqué ci-dessus qu'il n'y avait pas une relation juridique objective entre la NLFA et l'Accord sur le transit, ainsi qu'entre ce dernier et l'EEE, mais que la liaison est essentiellement substantielle et politique. Toutefois, au chapitre II, page 929 de l'AEEE figure une déclaration de la communauté européenne sur les accords bilatéraux. Certes, c'est une déclaration unilatérale de la CEE qui n'a donc pas valeur d'engagement à notre endroit, mais on ne peut pas en ignorer l'existence car elle confirme le lien qui est établi. On y lit: "La Communauté considère que les accords bilatéraux sur le transport des marchandises entre la Communauté et l'Autriche, ainsi qu'entre la Communauté et la Suisse ... (d'autres accords bilatéraux, notamment entre la Norvège et l'Islande pour la pêche), nonobstant le fait que ces accords ont été établis par la voie d'instruments juridiques séparés, font partie de l'équilibre global des résultats des négociations et constituent des éléments essentiels pour l'approbation de l'AEEE par la Communauté. Pour cette raison, la Communauté se

réserve le droit de suspendre la conclusion de l'AEEE aussi longtemps que la ratification des accords bilatéraux susmentionnés n'aura pas été notifiée à la Communauté par les Etats de l'AELE concernés (en ce qui nous concerne par la Suisse seule). En outre, la Communauté réserve sa position quand aux conséquences qu'il y aurait lieu de tirer de la non-ratification de ces accords". La Suisse peut très bien estimer que cette déclaration n'a aucune valeur, mais la CEE peut continuer de dire qu'elle ne signe pas l'EEE compte tenu de la façon dont il se présente. Comme il faut être deux pour signer un accord, même la meilleure volonté manifestée par la Suisse ne suffirait pas si l'autre partie l'estime inappropriée. En conclusion, comme une liaison logique existe entre la NLFA et l'EEE, la procédure normale de ratification de l'Accord sur le transit et du Traité sur l'EEE subirait au minimum des retards, mais plus probablement une rupture, si la votation populaire refusait la mise à disposition de l'instrument projeté.

La question de M. Rüesch relative aux spiritueux concerne partiellement un problème d'application des pouvoirs cantonaux, mais surtout de non-discrimination mutuelle entre la Communauté et les pays de l'AELE. Par conséquent, s'il n'y a pas de discrimination dans le futur EEE vis-à-vis des boissons alcooliques suisses, la réciprocité doit être octroyée. Ce principe est un élément majeur du TEEE.

S'agissant des institutions, M. Schiesser relevait que la participation de la Suisse, notamment au Fonds de cohésion, apparaissait comme un sacrifice unilatéral de notre part vis-à-vis des pays les moins bien dotés de la Communauté. C'est vrai, mais nous devons aussi considérer que l'EEE engendre pour la Suisse certains bénéfices dont le prix n'est malheureusement pas exprimable en millions pour le vulgum pecus comme notre contribution au Fonds de cohésion. Evidemment, ce sera un des problèmes de l'information à faire valoir sur une question très précise. Beaucoup de domaines de ce Traité ne sont d'ailleurs pas vraiment quantifiables. Certes, nous devons faire preuve d'un esprit comptable, mais il y a aussi parfois des éléments qui ne peuvent pas faire l'objet d'un décompte précis.

S'agissant des salaires minimaux, j'estime que la meilleure réponse sera fournie par l'économie plus que par l'interprétation juridique. Dans la mesure où l'économie est prospère - elle le sera mieux dans le cas d'une adhésion à l'EEE - elle pourra assurer des conditions sociales et des salaires intéressants. L'obtention de garanties dans ce système, éventuellement par l'extension des conventions collectives, reste une question ouverte. J'estime que la dérégulation et la revitalisation de l'économie que nous sommes en train d'entreprendre, parallèlement à l'EEE, s'accommodent mal de l'énoncé de conditions minimales qui vont à l'encontre de la politique d'ouverture et d'assouplissement du marché que nous souhaitons. Toutefois, si l'on intervient par le biais de conventions collectives étendues, c'est plus innocent car il n'y a pas d'interventionnisme direct et unilatéral de la part de l'Etat qui dicte les salaires. Si une telle pratique devait entraîner une modification de dispositions législatives, la loi serait inévitablement munie de la clause de référendum facultatif, car nous irions manifestement au-delà de la philosophie Eurolex. En effet, nous saisissons l'opportunité.

M. Krafft: A la relecture du chapitre 7 (dispositions institutionnelles) du TEEE je suis "déçu en bien", c'est-à-dire que ce que nous avons finalement obtenu est le maximum de ce que nous pouvions objectivement espérer, si l'on tient compte du type d'accord qui est présenté, à savoir un accord d'association (cf. article premier) à un ordre juridique, à des institutions existantes créées par le Traité de Rome. Nous avons abordé ces négociations avec beaucoup plus d'ambition. Au-delà des piliers communautaires et AELE, nous voulions en constituer un nouveau pour l'EEE dans lequel les deux parties étaient placés à égalité. La décision d'accepter l'acquis communautaire comme base du Traité a eu pour conséquence d'éliminer pour les pays de l'AELE tout droit éventuel de co-décision, puisque l'on se situait dans le cadre du processus législatif communautaire. Dans ce processus d'élaboration de la législation communautaire qui devait être repris ensuite par le TEEE, il restait donc à négocier des possibilités de participation et d'association suffisamment larges et nombreuses pour pouvoir considérer que le Traité était équilibré.

Qu'avons-nous obtenu? Toute une série de droits et de facultés qui doivent être exercés de bonne foi, ce qui signifie qu'il y a d'un côté les textes et de l'autre la pratique. Il faudra donc veiller à ce que la Communauté joue le jeu de la participation des pays membres de l'AELE aux différents stades du processus décisionnel.

Lorsque la Commission préparera des textes à l'intention du Conseil, les experts de l'AELE seront associés et consultés comme ceux de la CE. Cet élément est primordial, car les décisions importantes sont prises au premier stade déjà. Ensuite, lorsque la Commission soumet ses projets au Conseil, un processus continu d'information et de consultation doit être appliqué de bonne foi. Il donnera la possibilité aux représentants des pays membres de l'AELE dans les organes mixtes (Comité mixte ou Conseil ministériel) d'exprimer leur position et de faire valoir leurs intérêts. Ainsi, lorsque le Conseil sera appelé à prendre sa décision, celle-ci sera adoptée en toute connaissance de cause. Le projet est ensuite communiqué au Comité mixte de l'EEE. Dès lors, la décision transposera l'acte accepté au niveau communautaire dans l'EEE. A ce stade une série de dispositions ont été prises. Nous avons obtenu un droit de veto qui donne la possibilité à un pays membre de l'AELE de refuser une décision. Alors, un processus continu de négociations se poursuit pour tenter de parvenir à un texte acceptable par toutes les parties contractantes. N'oublions pas que ces organes mixtes, notamment le Comité mixte, se réuniront peut-être plus d'une fois par mois, voire une fois par semaine. Il y aura des possibilités de contacts et d'échanges de vue dans un processus quasi permanent. Nous avons aussi obtenu un droit d'évocation qui est général et qui permet à un Etat membre de l'AELE, à tous les stades de la procédure, d'évoquer et de soulever un problème, ou même de prendre l'initiative. Nous n'avons pas obtenu expressis verbis le droit d'initiative au niveau législatif, mais nous pouvons lancer des idées. En conclusion, dans tout ce processus nous avons la possibilité de faire valoir nos intérêts, d'exprimer nos idées et même de formuler des propositions.

L'article 102, paragraphe 4, contient un principe très important: l'équivalence de législation. A un certain moment le Comité mixte peut constater que les législations sont équivalentes, c'est-à-dire qu'il est possible de fonctionner avec des législations qui ne sont pas parfaitement harmonisées. Il suffit qu'elles aboutissent aux mêmes résultats dans leur application pratique. Cet acquis est important. C'est une reprise de l'accord assurance bilatéral.

Un autre élément est fondamental. Nous avons obtenu la sauvegarde du processus législatif interne au niveau des Etats membres. Lors de la négociation, nous étions soumis à une très forte pression de la part de la Commission et des Etats membres pour inciter les parlements à déléguer à leur gouvernement la compétence d'adopter les futurs actes de l'EEE. Ainsi, l'article 103 qui est une disposition fondamentale du Traité, respecte les procédures constitutionnelles. Par conséquent, dans chaque cas, la répartition des compétences entre le gouvernement, le parlement et le peuple sera réservée. Le cas échéant, on pourra faire intervenir une procédure de référendum.

Comme vous le constatez, les acquis de cette négociation sont des éléments qui ne doivent pas être sous-estimés. Certes, ces textes doivent entrer en pratique et être vécus, mais si la Commission de la CE les applique et respecte les règles du jeu, on peut considérer que les Etats membres de l'AELE ont des possibilités raisonnables d'exprimer leurs positions et de faire valoir leurs points de vue.

Qu'advient-il des accords existants? Certes, ce Traité doit avoir la primauté sur ces derniers, mais que se passerait-il si, pour une raison ou une autre, une disposition ou une partie était suspendue, voire résiliée? Nous avons beaucoup insisté dans les négociations pour que les accords existants ne soient pas dénoncés, mais simplement non appliqués.

S'agissant des accords régionaux, notamment de collaboration transfrontalière, qui ont été conclus avec des Etats membres de la Communauté, nous avons obtenu une déclaration jointe à l'acte final indiquant qu'ils continuent à s'appliquer aussi longtemps que l'AELE n'accordera pas un traitement ou des droits plus favorables aux individus.

S'agissant du rôle du juge par rapport à celui du Parlement. La question se posera probablement avec plus d'acuité dans le contexte de l'adhésion à la Communauté européenne puisque l'AELE ne prévoit pas de transfert de compétences législatives à des organes exécutifs. Toutefois, il faut être conscient que les tribunaux auront un rôle important à jouer puisqu'une bonne partie de l'acquis communautaire est directement applicable. En outre, quelques mécanismes de collaboration ont été institués par l'Accord avec des échanges de jurisprudence entre les tribunaux supérieurs des Etats, la future Cour de l'AELE et la Cour de Luxembourg pour assurer l'homogénéité. L'AELE donne aux juges, notamment aux juges nationaux, de nouvelles compétences importantes dans la mesure où il leur appartiendra d'assurer l'application du droit de l'Espace économique européen sur le plan national. Il n'y a cependant pas de procédure d'avis préjudiciel comme dans le Traité de Rome, c'est-à-dire d'obligations pour le juge national de s'adresser à la Cour de Luxembourg pour obtenir une interprétation authentique.

Les droits du Parlement ont été sauvegardés dans la mesure où il n'y a pas de transfert de compétences législatives. Le droit d'initiative n'est nullement touché. Il reste valable. Bien entendu, il appartiendra au Parlement, dans le cadre des compétences qui lui sont reconnues par la constitution, de décider si une initiative populaire manifestement contraire à des dispositions du Traité devrait être soumise à l'approbation du peuple.

Les droits référendaires sont sauvegardés dans la mesure où le Traité prévoit que toutes les décisions qui seront prises par le Comité mixte sont des sortes de petits traités, c'est-à-dire des modifications de l'AEEE, ce qui signifie que le Parlement sera appelé à donner son approbation dans la mesure où les objets relèveront de sa compétence. Lorsque les conditions en matière de traités internationaux seront réunies, le référendum facultatif s'appliquera (cf. art. 89, alinéas 3-4, cst).

Dans son message à l'appui de la proposition d'insérer dans l'Arrêté fédéral d'approbation une disposition transitoire sur l'implication des cantons dans ce processus, le Conseil fédéral relève qu'elle a en définitive un caractère plus politique que juridique. Nous disposons déjà maintenant d'une réglementation constitutionnelle claire. La Confédération a la compétence de négocier le contenu des traités et les cantons ont des compétences résiduelles en la matière. Evidemment, lorsque la Confédération négocie actuellement des traités relevant de la compétence des cantons, elle les consulte (ex. accords de double imposition). Avec cette disposition le Conseil fédéral a simplement voulu systématiser ce droit d'information et de consultation des cantons en raison de l'importance que revêtent les dispositions du Traité et les développements futurs du droit de l'EEE. Il n'a cependant pas voulu suivre les propositions soumises dans le groupe de contact des cantons, car elles aboutiraient à une refonte de la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons en matière de politique internationale. Cet élément est à examiner dans le cadre de la révision totale de la Constitution.

C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a proposé que ces dispositions ne soient pas intégrées comme nouvel article 8bis de la constitution, mais comme dispositions transitoires en relation avec la ratification de l'AEEE.

Blankart zu Herrn Gadiant: Was geschieht, wenn ein Efta-Staat das Abkommen nicht ratifiziert? Art. 129 Abs. 3 des Hauptabkommens gibt darauf Antwort: "Danach treten die Vertragsparteien zu einer diplomatischen Konferenz zusammen, um die Lage zu würdigen." Auf deutsch heisst das, dass die ratifizierenden Staaten beschliessen, das Abkommen unter sich anzuwenden. Die Kommission hat allerdings in den Verhandlungen einen mündlichen Vorbehalt gemacht: Wenn ein so wichtiger Vertragsstaat wie die Schweiz nicht ratifiziert, sieht für gewisse Länder wie z. B. Portugal, Spanien, Griechenland das Interesse am Abkommen ganz anders aus, als wenn z. B. Island nicht ratifizieren würde. Oder nehmen wir an, dass die Schweiz ratifiziert, nicht aber Liechtenstein: dann stellten sich eine Menge von Problemen aufgrund der Zollunion, die zwischen den beiden Staaten existiert. Es ist sehr wohl möglich, dass im Falle der Nichtratifizierung die Frage des Gesamtgleichgewichts von der einen oder anderen Vertragspartei wieder aufgebracht wird.

Zu Herrn Kündig: Das öffentliche Submissionswesen wird vom EWR geöffnet, es wird zu einer grösseren Konkurrenz kommen, im Interesse des Steuerzahlers kann gespart werden. In der Baubranche sind öffentliche Aufträge ab 9 Millionen Franken von der Liberalisierung betroffen, bei Zulieferungen von Waren an die Kantone und Gemeinden geht es um Aufträge von über 360'000 Franken. In den Bereichen Transport, Telekommunikation, Wasser und Energie besteht für Warenzulieferungen ab 760'000 Fr. eine EWR-weite Ausschreibungspflicht. - Nun, ich überschätze die Tragweite dieser Bestimmung nicht. Zum einen spielen Distanzen eine nicht unwesentliche Rolle, zum andern hat der Anbieter vom Ort die beste Kenntnis darüber, wie ein Projekt zu präsentieren ist.

Ich möchte auch beifügen, dass bei Bauaufträgen, die der Bund, die Kantone oder Gemeinden vergeben, der Bewerber verpflichtet werden kann, in seiner Offertberechnung die lokalen Arbeitsbedingungen zu berücksichtigen, Löhne, Sozialversicherungen, Arbeitszeit pro Tag, Ferien, Schutz der Arbeitnehmer usw. So oder anders interessiert die Öffnung der öffentlichen Aufträge vor allem Grossfirmen; die kleinen sind davon betroffen, insofern sie den Grossfirmen zuliefern. Ich möchte daran erinnern, dass ABB allein im Kanton Zürich 3'500 Zulieferbetriebe hat, Escher-Wyss arbeitet im selben Kanton mit 700 Kleinfirmen zusammen, Sulzer-Rüti hat 1'900 Zulieferbetriebe in diesem Kanton. Diese Zahlen beweisen, dass von der Öffnung des öffentlichen Auftragsmarktes über die Grossfirmen vorwiegend Klein- und Mittelbetriebe profitieren. Anders ausgedrückt: Für ABB als Multi ist der EWR an sich bedeutungslos. Für die BBC Schweiz ist er aber - das wird in Baden sehr klar gesagt - existenzhaltend, eben wegen der öffentlichen Aufträge. Wenn BBC statt in Baden in Mannheim produziert, weil sie nur über Mannheim an die öffentlichen Aufträge herankommt, so wird natürlich letztendlich auch der Coiffeur in Baden von dieser Tatsache betroffen.

Spinner zu Herrn Kündig: Via EWRV übernehmen wir einen sozialrechtlichen Acquis, der relativ bescheiden ist und sicher in der Schweiz keine Schwierigkeiten schafft. Es sind dies etwa 24 Richtlinien in den Bereichen Gesundheit und Sicherheit am Arbeitsplatz, 16 Richtlinien zur Gleichbehandlung von Mann und Frau, 5 Richtlinien zum Arbeitsrecht, wo es um Konsultationsrechte bei Massenentlassungen und bei Fusionen geht. Die Mitbestimmung in der Unternehmensführung ist ein Geschäft, das in der EG seit Jahren blockiert ist, und zwar sowohl im Bereich der Entwicklung des Sozialrechts als auch im Bereich der Entwicklung des Gesellschaftsrechts. Seit Maastricht macht ja Grossbritannien bis auf weiteres nicht mehr mit bei der Weiterentwicklung des Sozialrechts in der Gemeinschaft. Wir haben in der Botschaft klar ausgeführt, dass das, was die Gemeinschaft zu elft machen würde - auch wenn es einstimmig ist -, nicht in den EWRV aufgenommen werden kann; denn im Entscheidungsverfahren des EWR braucht es Einstimmigkeit auch auf Seiten der EG.

Im gesellschaftsrechtlichen Bereich wird das Problem der Mitbestimmung vor allem in der Finalisierung der Arbeiten für

eine Europäische Aktiengesellschaft behandelt. Dort sind drei Modelle der Mitbestimmung vorgesehen, von denen die Mitgliedsstaaten eines auswählen könnten. Die drei Varianten sind: 1. Das deutsche Modell, d. h. die Einsitznahme der Arbeitnehmer in die Verwaltungsräte. 2. Das Bilden von Kontrollorganen, die nur aus Arbeitnehmern zusammengesetzt sind. 3. Die Lösung durch Gesamtarbeitsverträgen, also der Dialog zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern. - Auch diese Variante 3 ist blockiert; aber es zeigt doch, dass die EG plant, Optionen anzubieten.

Das Streikrecht ist durch den EWRV nicht berührt, ebenso wenig unser System der Gesamtarbeitsverträge oder überhaupt des sozialen Friedens - ganz im Gegenteil.

Eine Frage, die immer wieder aufgeworfen wird: Was würde passieren, wenn einzelne Referenden in bezug auf Eurolex stattfinden, nachdem der EWRV ratifiziert ist? Wenn wir von gewissen juristischen Perfektionismen absehen, kann man sagen, dass es keine Katastrophe wäre, wenn in einigen Gesetzen die Anpassung erst ein paar Monate nach der Ratifikation des EWRV stattfinden würde. Das hätte aber folgende Konsequenzen: 1. Möglicherweise wären damit wirtschaftliche Nachteile verbunden, denn dort, wo die Schweiz ihre Verpflichtungen nicht auf den 1.1.1993 einhält, müssen sich die ausländischen Staaten auch nicht an die Bestimmung halten - denken wir z. B. an das Einkaufswesen. - 2. Wir müssten damit rechnen, dass einzelne Vertragspartner uns vor dem Efta-Gericht ins Recht fassen würden, weil wir unsere Verpflichtung zur Anpassung des Rechtes nicht erfüllen würden. - 3. Die Glaubwürdigkeit der Schweiz als eines Landes, das seine rechtlichen Verpflichtungen skrupelvoll einhält, könnte etwas angekratzt werden. - 4. Es ging dem Bundesrat immer darum, schon im Zeitpunkt der Ratifizierung des EWR-Vertrages völlige Transparenz geschaffen zu haben, so dass es für den Bürger klar erkenntlich ist, worüber er abstimmt. - Aber nochmals: Aus integrationspolitischer Sicht wären ein paar Monate Verzögerung bei der Anpassung nicht weiter schlimm.

M. Cavadini Jean: Il n'est pas question de remettre en cause la compétence de la Confédération en matière de traités internationaux. Le point sur lequel nous insistons concerne le fait que la Confédération traite des matières pour lesquelles elle n'a pas la compétence et qu'elle prenne des positions sans l'aval des organes compétents. C'est la raison pour laquelle nous ne demandons pas une information, mais la détermination du processus de formation de la décision.

Rhinow: Herr Botschafter Spinner, Sie haben gesagt, wenn gegen einen Erlass das Referendum ergriffen würde und die Schweiz nicht rechtzeitig eine Anpassung zustande brächte, dann sähen Sie die Möglichkeit von reziproken Massnahmen. Das ist für mich neu; denn an sich werden ja Verordnungen und Erlasse, die einer Verordnung entsprechen, direkt angewendet, wenn sie nicht in irgend einer Form in die nationale Rechtsordnung übertragen wurden. Da ist kein Anlass für reziproke Massnahmen. Bei einer Richtlinie, die nicht rechtzeitig umgesetzt ist, kann nach der Praxis in gewissen Fällen der Gerichtshof auch direkt angerufen werden. Im anderen Fall, wenn wir die Richtlinie erst verzögert

umsetzen, könnte die Frage der Haftpflicht entstehen. Aber die Möglichkeit, reziproke Massnahmen zu beschliessen, dürfte schon am Zeitablauf scheitern; denn bis diese beschlossen würden, hätten wir hoffentlich im zweiten Anlauf ein Gesetz beschlossen, das den Anforderungen entspricht.

Frau Simmen: Herr Botschafter Spinner, wenn Sie davon ausgehen, dass ein Referendum erst nach der Ratifikation des EWRV stattfindet, implizieren Sie dann, dass das Gesetz angenommen wird?

Rüesch: Herr Botschafter Spinner, ich bin sehr glücklich über Ihre Feststellung, dass nicht alles à tout prix auf den 1.1.1993 angepasst sein muss. Ich habe gelesen, dass nur etwa 40 Prozent des EG-Rechtes in sämtlichen Staaten in die Tat umgesetzt sei. Stimmt das? - Ich habe den Eindruck, wir üben uns in Rechtspurismus. Italien soll 300 Prozesse in Luxemburg anhängig haben; das ist den Italienern vollkommen egal. Wenn wir den ersten Prozess anhängig haben, werden wir uns Asche auf das Haupt streuen.

Herr Staatssekretär Blankart, Sie haben die BBC erwähnt, für die die öffentlichen Aufträge im Ausland lebenswichtig seien. Die Gegner werden sagen, dass die BBC ja heute auch lebt; was ändert daran, wenn wir nicht unterzeichnen?

Gadient: Herr Bundesrat Delamuraz, Sie haben die Auswirkungen eines Scheiterns des Transitvertrages dargelegt. Ich habe die nämliche Frage gestellt, als die EG-Parlamentarierdelegation anwesend war, und ich habe praktisch die deckungsgleiche Antwort bekommen - dies zur Bestätigung aus dieser Warte.

Sie haben dann sehr deutlich gemacht, dass heute die Hauptanstrengung auf der Ratifikation des EWR-Abkommens liegen muss, und dass zu vermeiden ist, dass man in den zweiten, spekulativen Ring eintritt und sich über eine mögliche folgende Entscheidung auseinanderzusetzen beginnt. Sie haben auch klargemacht, dass ein Aufbruch Richtung EG eine ganz andere Optik zum Gegenstand hat, nämlich die Ausrichtung auf eine supranationale Organisation. Ich möchte schlicht feststellen, dass die Botschaft nicht ganz deckungsgleich ist mit Ihrer jetzigen Aussage. Die Gewichtung ist eine andere. Ich verweise auf die Stellen, die ich bereits zitiert habe. Ich attestiere zwar dem Bundesrat das Recht und auch die Pflicht, nach vorne zu transponieren; aber das hat nichts zu tun mit der anschliessenden Umsetzung in der Botschaft.

Herr Botschafter Krafft, Sie haben auf die Frage nach der Umlagerung der Kompetenzen geantwortet. Es ist klar, dass rein nach dem Buchstaben sicher nicht ein Transfer von Kompetenzen vorgesehen ist. Aber faktisch führt es doch dazu; Sie haben gesagt: "Soweit praktisch kein Rechtstransfer stattgefunden hat." Im EWR-Bereich werden wir natürlich die autonome Spruchkompetenz des Bundesgerichtes haben, der sich das Parlament in vielen Bereichen zu unterwerfen haben wird.

Herr Botschafter Spinner, Sie haben das Problem der Sozialpolitik angesprochen und praktisch argumentiert auf dem Nenner, wie er in der Botschaft formuliert ist (S. 27):
 " - weiterhin ausschliesslich in nationaler Zuständigkeit bleiben Regelungen über Löhne und Saläre, Koalitionsfreiheit, Streikrecht und Aussperrungsrecht (lock out); ..." Dagegen lautet Art. 28 Abs. 2 des Hauptabkommens: "Sie (die Freizügigkeit) umfasst die Abschaffung jeder auf der Staatsangehörigkeit beruhenden unterschiedlichen Behandlung der Arbeitnehmer der EG-Mitgliedstaaten und der EFTA-Staaten in bezug auf Beschäftigung, Entlohnung und sonstige Arbeitsbedingungen." Faktisch ist diese Gleichstellung doch eine Ziellinie, und ich sehe einen potentiellen Widerspruch zwischen den beiden zitierten Aussagen.

M. Delalay: Où en est la ratification de l'Accord transit en Allemagne et en Italie (cf. art. 21)?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Au niveau du parlement.

M. Onken: Si l'Alleingang n'est pas une solution viable pour le Conseil fédéral, pour nous non plus. En revanche, pour une grande partie du peuple elle semble être une possibilité tout à fait réelle, car cette tranche de la population croit que c'est la continuation de la situation actuelle avec laquelle nous sommes très à l'aise. Où puis-je avoir un scénario précis des conséquences entraînées par le choix de l'Alleingang?
 Es wird oft zu wenig auf die Punkte hingewiesen, in denen sich der neue klar vom bisherigen Zustand unterscheiden wird, wie z. B. die Auflösung der Efta und das Allein stehen der Schweiz. Natürlich darf man nicht nur schwarzmalen, sondern muss immer versuchen, die Vorteile eines Beitritts positiv und konstruktiv darzustellen. Aber man muss den Leuten auch klar sagen, was bei einem Nein geschehen würde. Dieses Szenario scheint mir in den Unterlagen, die ich bisher eingesehen habe, noch zu wenig verdeutlicht.

Präsident: Herr Botschafter Krafft hat meine Sorge gut verstanden, die Sorge um das Parlament im Vergleich zum Bundesgericht. Bekanntlich haben wir ja im Moment nicht einmal die Verfassungsgerichtsbarkeit - Gott sei Dank nicht, wie mir scheint. Sonst könnten wir lange reden in der Differenzbereinigung, vor der Volksabstimmung usw., und am Schluss würde dann das Gericht - wo möglich mit 2 zu 3 Stimmen - entscheiden, alles sei umsonst gewesen. Schon die Verfassungsgerichtsbarkeit geht mir zu weit; was aber jetzt in bezug auf den Acquis communautaire kommt, geht noch viel weiter. Verfassungsgerichtsbarkeit bedeutet bekanntlich, dass ein Gesetz, das nach einem genau geregelten Verfahren bereinigt wurde, vom Bundesgericht als ungültig erklärt und vom Tisch gewischt werden kann. Das ist schon von der demokratischen Empfindung her sehr weit gegangen. Was jetzt kommt, geht noch weiter: Hier geht es nicht nur um einen Beschluss, der beraten und entschieden worden ist, sondern um etwas, das wir gar nicht beraten haben und womöglich nicht einmal kennen. Mit dem

Argument, etwas scheine ihm aus dem Geist des Acquis communautaire gegeben, könnte das Gericht praktisch Recht setzen. Das stört mich als Juristen ganz gewaltig. Man müsste irgend einen Modus finden, wie man das Gericht einbinden kann, so dass wir nicht zu Hampelmännern des Bundesgerichtes werden.

M. Salvioni: Je souligne la dernière intervention de M. Onken. Il nous faut une description précise des conséquences d'une non-ratification du Traité.

Plusieurs situations doivent être examinées. Par exemple, que deviendrait l'AELE si l'Autriche, la Suède et la Norvège adhéraient à la CE? Que deviendrait la Suisse, ne serait-ce que du point de vue des relations internationales, si elle restait seule, alors que tous les autres Etats auraient accepté l'EEE? Ces questions sont trop importantes pour les éviter.

Blankart: Herrn Rüesch, Sie haben gefragt, warum die BBC und die ABB heute schon Aufträge im EG-Raum erhalten. Im heutigen Zustand, wo gewissermassen jedermann im Alleingang ist, besteht noch mehr oder weniger die Gleichberechtigung, obwohl sich im EG-Raum schon heute eine Präferenz für EG-Firmen abzeichnet. Aber in Zukunft haben EWR-Mitglieder einen Rechtsanspruch, Offerten einzureichen, während Nichtmitglieder dies zwar tun können, aber nicht einmal das Anrecht darauf haben, eine Empfangsbestätigung zu erhalten. Inskünftig werden EWR-Mitglieder ein Rekursrecht haben, wenn sie den Eindruck haben, ihre Offerte sei günstiger gewesen als die gewählte. Dieses Rekursrecht hat zwei Ziele: erstens die Garantie einer schnellen und wirksamen Kontrolle über die Einhaltung der Regeln über die öffentlichen Aufträge und zweitens die Anhaltung der Vergabungsbehörden zur Einhaltung der Gesetze. Wer kann rekurrieren? Nur Angehörige von Mitgliedstaaten des EWR, und zwar jede Person, die ein Interesse daran hatte, einen öffentlichen Auftrag zu erhalten. Die Rekursinstanz hat folgende Befugnisse: Sie kann provisorische Massnahmen ergreifen, um eine angebliche Verletzung der Regeln zu berichtigen; eventuell eine Suspendierung des laufenden Verfahrens verfügen; illegale Vergabungsbeschlüsse können als ungültig erklärt werden und an die durch die Verletzung der Regeln geschädigten Personen kann Schadenersatz gesprochen werden. Mit anderen Worten: Die Rechtsmittel sind sehr bedeutsam. Für alle grossen Firmen ist es ein enormer Nachteil, wenn sie an diesem Verfahren nicht teilnehmen können. Man muss aber nicht glauben, dass irgend eine portugiesische Firma eine Turnhalle in Hilterfingen wird bauen können; das liegt schon wegen des Distanzschutzes nicht drin. Aber für den Bau von Kraftwerken, grossen Elektrizitätsanlagen u.s.w. ist das natürlich ein bedeutendes Faktum, wenn man bedenkt, ein wie grosser Prozentsatz der Volkswirtschaft heute bereits durch den Staat bestritten wird. - Die Antwort auf den Einwand, dass die BBC ja heute auch lebt, muss heissen: In Zukunft werden die anderen wesentlich besser gestellt sein als die BBC heute. Es gibt so etwas wie eine Préférence communautaire.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: S'agissant de la question des cantons, je pense qu'elle sera débattue dans la commission

présidée par M. Rhinow avant de vous être retransmise sous la forme d'un rapport. Toutefois, comme M. Cavadini est intervenu à ce propos une seconde fois, je souligne que j'ai toujours considéré - à l'époque où j'étais membre d'un gouvernement cantonal - comme insupportable l'arrogance de l'Administration fédérale traitant les Etats confédérés de manière analogue aux associations de louveteaux, de routiers, d'éclaireurs, etc. Monsieur le Conseiller fédéral Koller, lors de la séance du groupe de contact avec les cantons la semaine dernière, a prié les représentants des vingt-cinq gouvernements cantonaux présents d'excuser la lettre de son homonyme qui plaçait les cantons au rang d'associations faïtières, certes estimables, mais qui ne sont pas comparables aux Etats confédérés. J'ai cru de bonne foi que l'article 21 du projet, tel qu'il est formulé recueillait l'approbation des cantons et qu'on pouvait donc aller de l'avant. Dans cette disposition seuls les cantons sont cités, non seulement parmi les organes consultés, mais on indique clairement qu'après avoir été informés sur les objets de leurs compétences et de leur souveraineté ils pourraient faire entendre leurs positions. Les détails du processus restent encore à élaborer dans un règlement, mais l'intention semblait exprimée. Ce sont les raisons pour lesquelles j'imaginai que l'on était sur la bonne voie. Je constate qu'il y a d'autres opinions. Je ne manquerai donc pas de les communiquer à mon collègue Koller.

S'agissant des conséquences de l'Alleingang, je me réfère au chapitre 4.142 intitulé "L'Espace économique et le retour à une politique d'intégration pragmatique et ponctuelle" on a énuméré les conséquences économiques, mais surtout politiques et institutionnelles qu'impliquerait pour la Suisse le fait de ne pas adhérer à l'Espace économique européen et d'être plongé ipso facto dans l'Alleingang. Il ne s'agirait pas d'un isolement total, mais dans le meilleur des cas du maintien du statu quo actuel quant au nombre des accords passés avec la CE. En effet, certains de ces derniers peuvent faire l'objet d'une révocation dans un délai d'une année. Ainsi, il n'est donc pas absolument certain que l'on parviendrait à maintenir cet acquis réalisé jusqu'à ces derniers temps.

Par rapport à un environnement AELE, mais surtout CEE, qui évolue une telle situation s'apparenterait à un isolement graduel et progressif. Ce ne serait pas tout à fait l'Alleingang, mais cela en prendrait le chemin. Qui n'avance pas recule. L'idée que le refus du Traité sur l'Espace économique européen ne nous gênera pas puisqu'on en restera au même niveau est fautive parce que la modification du contexte extérieur entraînera une disparité progressive et de plus en plus importante. L'espoir de pouvoir développer de nouvelles ententes portant sur de nouveaux domaines sous la forme bilatérale est à abandonner complètement. Toutefois, si par un hasard extraordinairement favorable à la Suisse, la Communauté acceptait tout de même de négocier des accords bilatéraux, ce serait au prix de concessions monumentales. Une telle hypothèse est pratiquement inconcevable, car nous devrions envisager des concessions par exemple dans le domaine agricole. Nous ne pouvons choisir la Communauté à la carte, accepter les bons risques, les bonnes affaires et refuser les mauvais. Le rapport sur l'intégration, chapitre 3.6 "notre liberté de choix" explore également les perspectives de l'Alleingang.

Cependant, j'admets que nous pourrions aller un peu au-delà de ce qui a été indiqué. Je charge donc le Bureau de l'intégration de dresser un argumentaire à votre usage qui explique de façon plus complète, sans tomber dans le catastrophisme, les implications pour la Suisse d'un renoncement à l'EEE. On peut effectivement détailler les difficultés auxquelles on risque de se heurter.

Certaines personnes estiment que toutes les concessions et les transformations intérieures que nous admettons dans le cadre de l'EEE pourraient être entreprises par l'intermédiaire d'une démarche autonome, car nous en aurions la force et la volonté. Je doute de nos possibilités d'agir de manière autonome dans des délais aussi courts. Mais, même si nous en étions capables, la Suisse n'obtiendrait toujours pas la réciprocité. Certaines adaptations intérieures que nous effectuons dans le cadre de l'EEE sont réciproques dans les dix-huit autres Etats. Si nous les entreprenions dans un cadre autonome, nous améliorerions les conditions internes, mais aucune ouverture ne nous serait accordée par les autres.

S'agissant de l'information, ne nous laissons pas piéger. Si certains esprits naïfs pensent que l'EEE réglerait miraculeusement tous nos problèmes, ils ont tort. L'EEE exigera des sacrifices de notre part. A contrario n'agissons pas comme l'Association suisse des locataires pour qui tous les malheurs qui vont toucher à l'avenir les locataires seront engendrés par l'Europe communautaire et l'Espace économique. Hélas, le mouvement ascendant des taux hypothécaires et des taux d'intérêt en Suisse s'est manifesté bien avant que l'on commence les négociations sur l'EEE. Soyons réalistes.

Je souligne à l'intention de M. Gadiant qui a critiqué certains passages du message en les estimant trop engagés que cette rédaction n'a pas été effectuée pour introduire l'adhésion de la Suisse à la Communauté, mais précisément pour marquer les différences entre l'EEE et l'adhésion à la CE. Certes, il y a une seule démarche qui s'inscrit dans une logique, mais elle peut être interrompue au niveau de l'EEE. Le Conseil fédéral souhaite continuer, mais c'est le souverain qui décidera finalement. D'ailleurs, il indiquera clairement combien d'étapes il veut franchir: zéro, une ou deux. Chacune fera l'objet d'une décision parfaitement séparée dans le temps. J'observe autour de moi des gens qui sont contre tout et d'autres qui sont pour tout, des gens qui sont favorables à l'EEE et opposés à la Communauté, d'autres qui sont pour la Communauté et contre l'EEE. Je m'adresse en particulier à cette dernière catégorie. Ces personnes se trompent en estimant plus opportun de brûler les étapes. Elles doivent considérer que l'EEE est une étape à franchir maintenant. Si tel est le cas, on peut ensuite décider d'aller au-delà comme le propose le Conseil fédéral. En revanche, il est certain que, si l'étape EEE n'est pas accomplie, la perspective d'une étape ultérieure dans un délai relativement court est une illusion totale. En conclusion, pour ceux qui veulent aller plus loin dans l'intégration européenne le Traité sur l'Espace économique européen est le passage obligé, l'étape inéluctable.

Dans le message sur l'EEE le Conseil fédéral avait précisé l'intention d'éviter le retour à l'Alleingang, à une certaine

discrimination qui ira croissant au fur et à mesure du développement de l'EEE sans la Suisse et contre elle. Il serait catastrophique de faire cavalier seul dans une telle perspective. Cependant, le Conseil fédéral va encore plus loin, car il estime que peu à peu la Communauté elle-même fera preuve de discrimination à l'égard des non-membres. Ces derniers retomberont, probablement sous une autre forme et plus tard, dans l'Alleingang. Le Conseil fédéral n'imagine pas que ce modèle d'évolution convienne à notre pays à long terme, même s'il adhérerait à l'EEE.

Certes, le développement de la Communauté peut encore connaître de nombreuses incertitudes et créer de grandes tensions. Elle ne se fera peut-être pas sans douleurs - l'exemple de Maastricht est révélateur - mais il faut faire la part des choses entre la demande des Danois de surseoir à une intégration plus poussée et celle des quelques Etats de l'AELE d'adhérer peut-être à la CE. En ouvrant cette perspective le Conseil fédéral veut simplement éviter de boucher l'horizon et le reproche qui pourrait lui être fait ultérieurement de ne rien avoir compris à l'évolution du contexte européen depuis 1988. Gouverner c'est prévoir. Nous n'affirmons pas que l'adhésion à la Communauté s'effectuera. Il faut d'abord en négocier les aspects et en discuter et surtout éviter de claquer la porte à telle éventualité.

De quelle Communauté parlons-nous? Simplement de celle qui se développera. Si on voulait attendre l'épanouissement définitif de celle-ci, nous devrions au moins attendre le milieu de XXI^e siècle, sans pour autant qu'elle soit formée de manière définitive.

Cette Communauté qui s'élargit et qui s'approfondit ne prend certainement pas la place de toutes les autres institutions européennes, encore que le Conseil de l'Europe a pâli, que la CSCE subira peut-être le même sort dans une étape ultérieure, mais d'une façon générale elle évoluera au détriment des compétences nationales qui passeront volontairement au niveau supranational. Dans cet environnement, notre petit pays pourra-t-il réellement être maître de son destin? De jure bien entendu, mais de facto la Suisse devra subir peu à peu la loi extérieure. Elle ne disposera pas du minimum de possibilités pour diriger les événements de la Communauté puisqu'elle aura refusé d'accepter les charges, mais aussi les bénéfices de cette démarche. C'est cette description finalement contraire aux intérêts profonds d'une Suisse qui veut être maître de son destin que le Conseil fédéral a exposé dans son rapport qui se situe dans un cadre bien plus large que l'Espace économique européen. A notre Parlement d'indiquer, suivant le résultat auquel on sera parvenu, sa position face à cette perspective. Si la Communauté décide d'ouvrir les négociations bilatérales avec chaque Etat en vue d'une adhésion qu'est-ce que la Suisse pourrait négocier? Les domaines à négocier sont relativement nombreux; ils portent sur l'acquis communautaire non reconnu par l'EEE, sur des conditions particulières dans divers secteurs avec des délais et des périodes transitoires. Toutefois, il ne faut pas se bercer d'illusions, car au fur et à mesure du renforcement de la Communauté les possibilités de négociation deviennent moindres, les délais d'adaptation de plus en plus brefs et la somme de la matière à négocier toujours plus restreinte. Dans le cas où nous aurions voulu faire cavalier seul jusqu'à une certaine période du XXI^e siècle

et que, après une très longue réflexion, nous serions tout de même heureux d'être admis dans le "club", il n'y aura plus rien à négocier. C'est précisément pour éviter une telle situation que le Conseil fédéral a décidé de publier ce rapport d'intégration et de l'accompagner de la demande d'ouverture de négociations. Nous ouvrons ainsi une perspective au Parlement et au peuple qui manifesteront le moment venu leurs intentions quant à l'avenir de la position de notre pays dans le cadre européen.

En conclusion, compte tenu de la responsabilité constitutionnelle du Conseil fédéral en matière de politique étrangère, s'il n'avait ni publié ce rapport, ni entrepris de démarche et que des conséquences dommageables en auraient résulté pour le pays, le reproche selon lequel le Conseil fédéral a fermé une porte en raison de son inactivité aurait été mérité. Ce ne sont pas des motions au Parlement, des interventions et des initiatives populaires qui pourraient avoir rapidement raison d'une réaction négative et fermée de l'exécutif. Il était donc de son devoir au service des intérêts de la Suisse de procéder à cette ouverture. Le Conseil fédéral n'a pas pris sa décision en cinq minutes, ni à une faible majorité. C'est une volonté unanime qui a conduit à offrir un modèle pour l'avenir.

Je souligne que la commission du Conseil national est entrée en matière sur le message concernant l'EEE avec une très large majorité de 22 voix contre 4. Elle a également accepté, aussi à une très large majorité, la proposition du Conseil fédéral relatif au rapport sur la question de l'adhésion de la Suisse à la Communauté européenne, c'est-à-dire d'en prendre connaissance.

Präsident: Herr Bundesrat Delamuraz, der morgen nicht anwesend sein wird, hat bereits die Brücke geschlagen zum Thema Integrationsbericht. Ueber diesen Bericht werden wir morgen sprechen und heute weiterfahren mit der Beantwortung der Fragerunde.

Spinner: Herr Rhinow, Sie haben gefragt, wie es in der relativ kurzen Zeit bis zur Anpassung des Schweizer Rechtes zu Retorsionsmassnahmen kommen kann. Man soll zwar dieses Risiko nicht überschätzen, aber es besteht: 1. Im Bereich der Verordnungen, die ab Inkrafttreten des EWRV direkt anwendbar sind, ist es ja keineswegs sichergestellt, dass die Gerichte dieses Recht auch anwenden. Diese könnten sich auch darauf berufen, dass sie das noch bestehende, alte, schweizerische Gesetzesrecht anwenden, solange das Parlament nicht klar entschieden hat, dass dem international inspirierten Recht der Vorrang zu geben sei. Wenn in einem Einzelfall der Schweizer Richter nicht das Vertragsrecht anwendet und das im Wirtschaftsleben Auswirkungen hat, dann ist davon auszugehen, dass reziprok auf der anderen Seite der Grenze Massnahmen ergriffen werden, um zu verhindern, dass die Schweizer, die dort ihre Rechte geltend machen, diese Rechte auch erhalten. Es ist vielleicht eher eine faktische Reziprozität der Nichtgewährung von Rechten, solange das schweizerische Recht nicht angepasst ist.

Bei der Ueberführung der Richtlinien ins nationale Recht ist ja überall dort, wo nicht ausdrücklich Uebergangsfristen ausgehandelt worden sind, die Anpassungszeit mit dem 1.1.1993 abgelaufen. Viele von diesen Richtlinien sind so präzise abgefasst, dass sie von den Gerichten direkt angewendet werden können. Dort ist es nicht auszuschliessen, dass es reziproke Massnahmen gibt, solange, bis die Schweiz ihr Recht angepasst hat. Dies gilt vor allem in wirtschaftlich sensiblen Bereichen. Aber noch einmal: Ich möchte nicht als übertriebener Purist dastehen!

Was die Respektierung des EG-Rechts anbetrifft, scheint sich langsam die Gleichung durchzusetzen: Italien plus Deutschland geteilt durch zwei. Deutschland ist auch etwas weniger strikt geworden, während in Italien, vor allem in Norditalien, die Rechtsdurchsetzung wesentlich besser geworden ist. Zu Herrn Rüesch: Wie hoch der Anpassungsgrad der nationalen Gesetze an die EG-Richtlinien ist, dazu gibt es verschiedene Zahlen. Es gibt grosse Unterschiede zwischen den Mitgliedstaaten, aber die 40 Prozent stimmen nicht. Die EG-Kommission erhebt in ihrem jährlichen Rechenschaftsbericht die Anzahl von Verspätungen - die von einer Woche bis fast 10 Jahre dauern können -; dort spricht man von 30 Prozent im Durchschnitt. In Belgien gibt es relativ viele Fälle, in denen der belgische Staat schon bis zu vier Mal vom Gerichtshof verurteilt wurde, weil er das nationale belgische Recht nicht einem EG-Rechtsakt angepasst hat. Der belgische Staat kann nur feststellen, dass er verfassungsrechtlich nicht mehr zuständig ist, dieses Recht in den Regionen Belgiens anzupassen, und die Regionen machen es nicht. Es gibt in der Gemeinschaft ungelöste Rechtsprobleme, die zu dieser mangelnden Respektierung des EG-Rechts führen.

Es ist übrigens interessant: Griechenland z. B. hat einen grossen Teil seines Rechts an das EG-Recht angepasst, mehr als etwa Deutschland. Aber eine andere Frage, eine weitere Klippe sozusagen, ist dann die Durchsetzung dieses angepassten Rechtes. - Grob gesagt kann man sagen, dass zwei Drittel des EG-Rechts angepasst sind gegenüber einem Drittel, das noch nicht angepasst wurde. In diesem Drittel arbeitet jetzt die Gemeinschaft mit zusätzlichen Kompetenzen: im Vertrag von Maastricht erhält die Gemeinschaft erstmals die Möglichkeit, finanzielle Rückflüsse zurückzuhalten, wenn ein Mitgliedstaat das Gemeinschaftsrecht nicht anwendet.

Zur Sozialpolitik: Herr Gadiant, es ist richtig, dass dieser Art. 28 im EWR-Abkommen der zentrale Freizügigkeitsartikel ist, der dem Art. 48 des EWG-Vertrags entspricht. Dieser Artikel, zu dem es eine umfangreiche Rechtsprechung gibt, konzentriert sich auf die Nichtdiskriminierung im Bereich der Freizügigkeit. Er bedeutet aber nicht, dass in diesem Bereich eine Rechtsharmonisierung stattfinden müsse. Es ist zu unterscheiden zwischen Harmonisierung und Nichtdiskriminierung, und hier geht es nur um die Nichtdiskriminierung. Die Bereiche Arbeitsentgelt, Koalitionsrecht, Streikrecht und Aussperrungsrecht sind im jetzt unterzeichneten Maastrichter Vertrag noch ausdrücklich nicht Gemeinschaftskompetenzen; nicht einmal nach dem Einstimmigkeitsprinzip kann hier harmonisiert werden. Die Mitbestimmung dagegen, von der wir vorhin gesprochen haben, ist

in der Gemeinschaftskompetenz, aber nur einstimmig, im Moment zu elft.

Frau Simmen, Sie haben nach dem nachträglichen Referendum gefragt. Wenn wir die Lösung anvisieren, dass gewisse Referenden zu gewissen Gesetzen auch später durchgeführt werden könnten, können wir natürlich nicht davon ausgehen, dass die Gesetze angenommen werden. Herr Ständerat Rhinow, wenn das Volk ein solches Referendum angenommen hätte, wäre es wohl klar, dass der Richter nicht mehr ohne weiteres das direkt anwendbare EWR-Recht anwendet; bei einem negativen Volksentscheid käme der Richter in der Tat in eine schwierige Situation. Der Vorrang des Vertragsrechtes wäre in diesem Falle umstritten, und mit der Ablehnung hätte die Schweiz bestätigt, dass sie im Moment den EWR-Vertrag nicht erfüllt. Dann hätte der Bundesrat die Möglichkeit, im Gemischten Ausschuss eine Änderung des EWRV im Sinne des Volksentscheids vorzutragen. Gleichzeitig würde das Aufsichtsrecht der Efta-Ueberwachungsbehörde zu laufen beginnen. Während in permanenten Verhandlungen im Gemischten Ausschuss nach einer Lösung gesucht würde, bestünde immer die Gefahr, dass, wenn die Schweiz nicht mitmacht und niemand den EWRV im Sinne der Schweizer ändern will, Konsequenzen mit wirtschaftlichen Auswirkungen eintreten könnten, wie z. B. Schutzmassnahmen oder die Suspension von Teilen der Freiheiten.

Rhinow: Ich bin mit den Ausführungen von Herrn Botschafter Spinner nicht ganz einverstanden. Wenn das Volk ein Gesetz, das im Eurolex-Paket enthalten war, im Laufe des Jahres 1993 ablehnt, gibt es verschiedene Möglichkeiten: Wenn es sich um ein Gesetz handelt, das praktisch eine Verordnung der EG mit anderen Worten beinhaltet, dann stellt sich ein heikles Problem; denn Volk und Stände haben ja mit dem EWR-Abkommen auch diese Verordnung angenommen. Es besteht dann ein Widerspruch zwischen einem Volksentscheid und einem Rechtszustand, der von Volk und Ständen angenommen worden ist, und es geht nicht nur um die Frage nach dem generellen Vorrang von Völkerrecht, sondern um einen genehmigten Staatsvertrag, der einem negativen Volksentscheid gegenübersteht. Ich gebe zu, dass es nicht einfach wäre für den Richter, hier zu entscheiden, weil die Sache relativ neu ist und bisher nicht immer eindeutig entschieden worden ist.

Aber dieser Fall scheint mir sehr unwahrscheinlich zu sein. Ich kann mir keine Referendumsgruppe vorstellen, die viel Geld in die Abstimmung gegen ein Gesetz stecken würde, wo kein Gestaltungsspielraum besteht. Aber es gibt auch den anderen Fall, wo eine Richtlinie so offen formuliert ist, dass die Schweiz durchaus EWR-konform verschiedene Regelungsvarianten treffen kann. Wenn in einem solchen Fall ein Gesetz abgelehnt wird, müsste eben das Parlament eine andere Regelung beschliessen. Die Ablehnung aller Konkretisierungsvarianten wäre zwar denkbar, ist aber doch unwahrscheinlich.

Blankart: Gerade deshalb ist innerhalb der EG die Umsetzung einer Verordnung im EG-rechtlichen Sinne in ein Gesetz verboten. Eine Verordnung, die in Brüssel erlassen worden ist, hat Gesetzeskraft im ganzen EG-Raum. Wenn sich das Volk oder

der Gesetzgeber auf die Ausgestaltung einer Richtlinie nicht einigen können, ist letztenendes die sektorielle Aussetzung des Vertrages die Folge. Aber das ist ja bei jedem internationalen Vertrag so. Wenn z. B. das Schweizervolk durch eine Initiative beschliessen würde, wieder Zölle im Warenverkehr mit der EG einzuführen - wozu es völlig berechtigt ist -, würde im Freihandelsabkommen zunächst einmal Gegenmassnahmen ergriffen, und gegebenenfalls müsste der Bundesrat das Freihandelsabkommen kündigen. Insofern ist der Souverän in seiner Gestaltungs-freiheit nicht eingeschränkt, aber das hat eben internationale Konsequenzen.

Präsident: Wir wären eigentlich bereit für den Eintretens-beschluss; aber es fehlen zwei Mitglieder, und es wäre schön, wenn wir einen einstimmigen Beschluss bekanntgeben könnten. Wenn wir die Abstimmung morgen vornehmen, ist das Resultat auch für die Pressekonferenz noch neu. Zu Herrn Rüesch: Einverstan-den, wir werden bei Vollständigkeit der Mitglieder abstimmen.

Unterdessen könnten wir die Zeit nutzen, um über unsere Auslandsreise zu sprechen: Die Nationalratskommission hatte sich für eine Reise in die Ukraine und eine Reise nach Schweden-Dänemark ausgesprochen. Wir haben uns für die Reise in die Ukraine entschlossen. Inzwischen hat sich herausgestellt, dass dies aus politischen Gründen und aus Gründen der Effizienz nicht möglich ist. Das Datum für die Reise nach Schweden-Dänemark ist bereits mit dem Büro abgesprochen: Montag, 19. Oktober bis Mittwoch, 21. Oktober. Nach dem Beschluss des Büros können vier Ständeräte und neun Nationalräte daran teilnehmen. Inzwischen hat sich herausgestellt, dass die IPU ungefähr zur gleichen Zeit in Schweden ist, so dass es vielleicht nicht wünschenswert ist, dass auch unsere Delegierten dorthin gehen. Herr Rychen und ich möchten in beiden Kommissionen beantragen, auf Schweden zu verzichten.

Rhinow: Ich darf hinzufügen, dass die ordentliche Konferenz der IPU dieses Jahr in Stockholm stattfindet, und zwar im September. Die Delegation, die sich ja vollkommen aus unserer Mitte rekrutiert - Herr Kündig, Frau Simmen und ich - hat schon früh beschlossen, diese Gelegenheit zu benützen, um auch mit den Kolleginnen und Kollegen aus dem schwedischen Parlament Verbindung aufzunehmen. Wir haben schon Kontakte aufgenommen. Ich finde es daher nicht sinnvoll, wenn einen Monat später nochmals eine Parlamentarierdelegation aus der Schweiz mit demselben Anliegen erscheinen würde; sowohl die Schweden als die Steuerzahler könnten etwas Mühe haben, dies zu verstehen. - Das Ganze ist ein reiner Zufall; die Konferenz in Stockholm war schon letztes Jahr festgelegt worden.

Präsident: Sie sind damit einverstanden, dass wir nur nach Dänemark fahren. Die beiden Kommissionspräsidenten haben vereinbart, abwechselungsweise die Reiseleitung zu übernehmen. Das bedeutet, dass aus unserer Kommission noch drei weitere Teilnehmer zu wählen sind. Interessenten mögen sich bis Mitte August melden.

Rüesch: Herr Präsident, ich möchte Sie bitten, den Entscheid, wer auf die Dänemark-Reise mitkommt, möglichst rasch zu fällen. Wie schon einmal besprochen, sollten es nicht Leute sein, die auch sonst viele Auslandkontakte haben. Ich schlage vor, dass sich die Interessenten bei Ihnen melden können, und dass Sie diese auswählen.

Präsident: Das wird uns sicher keine Schwierigkeiten machen.

Gadient: Ich frage mich, wie die Detailberatung zu organisieren ist. Das Material ist ungewöhnlich schwer zu überblicken und es droht die Gefahr, dass wir uns dieses gewaltigen Komplexes in einer Expressübung annehmen, die nicht die nötigen Detaillierungen bringt. Entweder folgen wir nun der Botschaft oder dem Text des Abkommens. Dann müsste aber immer eine Referenz zum betreffenden Botschaftstext abgegeben werden und umgekehrt. Im Gegensatz zu den Unterlagen anderer Efta-Länder enthält unsere Botschaft keine artikelweise Darstellung; mindestens als Randanführung hätte man sich eine solche Darstellung gewünscht.

Präsident: Wir haben uns natürlich auch Gedanken über das Vorgehen gemacht und daher mit der Einladung auch eine detaillierte Traktandenliste verschickt. Wir werden nach dem Botschaftstext vorgehen, weil der Vertragstext nicht direkt Gegenstand unserer Verhandlung bildet. Es geht ja nur darum, ob wir das Ganze annehmen.

Blankart: Auf Seite 941 des Abkommenstextes findet sich eine tabellarische Darstellung des Abkommens mit den Anhängen bzw. Erklärungen und Protokollen. Dies ist ein sehr nützliches Verzeichnis, das ich auch selber brauche, wenn ich einen Artikel suche.

Gadient: Ich attestiere, dass dies ein Fragment dessen darstellt, was ich mir eigentlich wünschen würde.

Präsident: Da uns noch etwas Zeit bleibt, könnten wir jetzt noch Herrn Rhinow bitten, seinen Bericht zu Kapitel 5 heute schon zu erstatten.

Rhinow zum Präsidenten: Da ich davon ausgegangen bin, dass wir um 17.30 Uhr aufhören, habe ich für 17.45 eine andere Vereinbarung getroffen. Ich hätte es ohnehin nicht begrüsst, heute abend nur zu referieren und die Diskussion erst morgen zu führen; denn wenn die Ausführungen nicht im Zusammenhang mit dem entsprechenden Kapitel gemacht werden, stehen die Erwägungen irgendwie in der Luft.

Onken: Wir sind ja immer noch bei Punkt 1 und haben in Aussicht genommen, eine gesonderte Diskussion zum Integrationsbericht zu

führen, die auch noch vor der kapitelweisen Beratung der EWR-Botschaft stattfinden sollte - es sei denn, wir verschieben diese auf einen anderen Zeitpunkt.

Präsident: Die Frage ist berechtigt. Wir haben Herrn Bundesrat Delamuraz zum Integrationsbericht angehört, weil er morgen nicht hier sein kann. Den Integrationsbericht können wir zur Kenntnis nehmen oder zurückweisen; andere Möglichkeiten gibt es nicht.

Onken: Meine Meinung wäre, dass wir uns jetzt auf das EWR-Abkommen konzentrieren und das in sich geschlossene Anschlussgeschäft in einem späteren Zeitpunkt, z. B. in der Septembersitzung behandeln.

Präsident: Ich teile diese Auffassung, es sei denn, man verlange gar keine grosse Diskussion mehr über den Integrationsbericht.

Rüesch: Ich möchte Herrn Onken unterstützen, dass wir uns morgen auf diese riesige Materie konzentrieren und dass wir in der Septembersitzung noch 1 1/2 bis 2 Stunden reservieren zur Diskussion des Integrationsberichtes. Dann wissen wir auch schon, was im Nationalrat gelaufen ist. Der Bericht hat einen Einfluss auf die EWR-Abstimmung; darum müssen wir noch Stellung beziehen dazu.

Unterbruch der Sitzung von 17.30 - 08.00 Uhr

Dienstag 7. Juli 1992, 08.00 Uhr. Fortsetzung der Sitzung

Gadient: Die Reaktionen auf die Pressekonferenz des Pro-EG-Komitees von gestern waren eher enttäuschend. Es heisst, der Anti-Blocher sei noch nicht gefunden. Dies ist bei der Pressekonferenz zu unserer Kommissionssitzung zu beachten.

Präsident: Wir müssen vor allem betonen, dass es 1993 nicht so weitergehen kann, wie bis anhin. Veränderungen gibt es in jedem Fall, weil sich sowohl die EG wie die Efta anders formieren. Es geht nicht um die Alternative heutiger Zustand - EG-Beitritt, sondern um den EWR als Alternative zum Alleingang. Der EWR-Vertrag als solcher kann nicht verändert werden. Wir werden alles tun, damit die Rechte der Kantone gewahrt werden und das bestehende Recht nur so weit notwendig angepasst wird. Wünschbare weitere Anpassungen sollen Gegenstand eines künftigen normalen Verfahrens mit Einschluss des Referendums werden.

Onken: Die Diskussion über den letztgenannten Punkt ist noch nicht geführt worden. Dies sollte deshalb an der Pressekonferenz nicht so gesagt werden.

Präsident: Eine Kommission sollte in dieser Frage den anderen Kommissionen die Richtung angeben, und ich denke, es sollte unsere Kommission sein.

Rhinow: Gemäss dem Beschluss des Büros und der Absprache der Kommissionspräsidenten wäre es an der Staatspolitischen Kommission, diese Fragen dem Rat vorzutragen (Ziffer II. des Genehmigungsbeschlusses). Es wäre bedauerlich, wenn die Aussenpolitische Kommission heute dazu einen Beschluss fassen würde, bevor die Staatspolitische Kommission, die morgen tagt, die Thematik diskutiert hat.

Rüesch: Andere Kommissionen haben sich bereits öffentlich vernehmen lassen, dass nur das Allernötigste in diejenigen Erlasse aufgenommen werden soll, die dem Referendum entzogen werden. Es zeigt sich hier die Problematik des heutigen Kommissionensystems mit seiner Aufsplitterung. Es wäre richtig gewesen, für den EWR eine Ad-hoc-Kommission mit Mitgliedern aus allen einschlägigen Kommissionen zu bilden. Es ist nicht möglich, die Führung allein einer Kommission zu überlassen, da sich die Fragen überschneiden. Die Versuche der Sozialdemokraten, Eurolex mit Dingen anzureichern, die nicht hineingehören, werde ich bedingungslos bekämpfen.

Simmen: Unsere Kommission für Wirtschaft und Abgaben hat klar gesagt, dass sie die Fragen durchaus selbständig diskutieren will, aber erst am 13. August, in Kenntnis der Beschlüsse und der Diskussionen der Staatspolitischen Kommission.

Rhinow: (Zu Herrn Rüesch) Das Thema der Staatspolitischen Kommission ist nicht, ob nur das Notwendige oder allenfalls mehr in die Erlasse aufgenommen werden soll, sondern ob das Notwendig teilweise oder vollständig irgend einer Form des Referendums unterstellt werde. Dass nur das mit dem EWR zusammenhän-

gende Notwendige revidiert werden sollte, war unbestritten. Wenn sich die einzelnen Fachkommissionen darüber Gedanken machen, was notwendig ist und wo aus ihrer Sicht das Referendum sinnvoll sein könnte, so ist das legitim und zu begrüßen.

Abstimmung - Vote

Nur das Notwendige Anpassen	10 Stimmen
Dagegen	1 Stimme
	(1 Enthaltung)

Abstimmung - Vote

Eintreten auf die EWR-Vorlage wird einstimmig mit 12 zu 0 Stimmen (keine Enthaltungen) beschlossen

2. Kapitelweise Beratung der EWR-Botschaft

1. Einleitung

2. Geschichtlicher Überblick

Gadient: Auf Seite 23 heisst es zum Gatt: "Tatsächlich stellt das EWR-Abkommen eine Abweichung vom Prinzip der Meistbegünstigung dar. Eine Arbeitsgruppe des Gatt wird demnach beurteilen müssen, ob die Vereinbarkeit des EWR-Abkommens mit dem Gatt, wie sie von den Parteien in der Präambel festgestellt wird, ebenfalls nach Meinung der übrigen Vertragsparteien des Gatt gegeben ist." - War es nicht möglich, diese wichtige Frage vorgängig zu klären?

Blankart: Gemäss Artikel 1 des Gatt muss jeder Zollvorteil automatisch und ohne weitere Gegenkonzessionen den anderen Vertragsparteien des Gatt gewährt werden. Von diesem Prinzip der multilateralen Meistbegünstigung gibt es in Artikel 24 eine Ausnahme: für Zollunionen und Freihandelszonen können einem oder mehreren Partnern Zollkonzessionen gemacht werden, ohne dass sie erga omnes zur Anwendung gelangen. So haben wir z. B. in unserem Freihandelsabkommen von 1972 der Gemeinschaft auf Gegenseitigkeit Zollfreiheit auf Industriewaren gewährt, aber dies nicht zugleich den Amerikanern getan. Nach Artikel 24 braucht es zwei Bedingungen, damit eine solche Zollunion Gattkonform ist. Der Zoll muss letzten Endes auf Null abgebaut werden und muss "substantially all the trade" abdecken. Nie gelöst wurde die Streitfrage, ob dies bei einem Freihandelsabkommen, das nur die Industriegüter und den industriellen Teil der landwirtschaftlichen Verarbeitungserzeugnisse abdeckt, der Fall sei. Mit dieser offenen Frage können wir leben, weil alle Freihandelsabkommen, die im Gatt auf ihre Kompatibilität mit Artikel 24 überprüft worden sind, letztlich gutgeheissen worden sind. Nachdem das EWR-Abkommen im Zollbereich das Freihandelsabkommen gewissermassen aufnimmt, das 1973 im Gatt durchgeführt werden konnte, besteht kein Grund, daran nun zu zweifeln. Jedenfalls kann das Gatt nicht a posteriori einen Vertrag gewissermassen als nicht in Kraft stehend bezeichnen. Möglich wäre allenfalls, dass Kompensationen verlangt oder Gegenmassnahmen ergriffen würden. Das ist aber nicht zu erwarten. So oder anders wird ein Freihandelsabkommen oder ein Zollunionsabkommen vom Gatt erst geprüft, nachdem es abgeschlossen worden ist. Bis jetzt haben vor allem die Amerikaner gegen Freihandelsabkommen geschossen. Nachdem sie nun aber selber daran sind, mit Kanada und Mexiko ein bilaterales Freihandelsabkommen

auszuhandeln, ist auch von dieser Seite kein Widerstand zu erwarten.

M. Delalay: Le texte indique: "... la poursuite de la libéralisation des échanges agricoles se fera sur une base bilatérale ..." (cf. fin p. 22 et début p. 23). Que signifie cette affirmation? Ce genre de questions revêt un grand intérêt, notamment dans les régions à vocation agricole. La libre circulation des marchandises agricoles n'est-elle vraiment pas incluse dans le Traité? Compte tenu de la clause évolutive, la situation peut-elle changer à l'avenir sur la base de négociations bilatérales?

M. Blankart: Le secteur agricole sort de cet exercice dans une situation extrêmement favorable. Nous avons admis de très légères concessions sur une base bilatérale concernant des fromages et des fleurs coupées, ainsi que quelques concessions unilatérales en faveur des pays du Sud. Il s'agit de 23 produits: certains légumes, certains fruits, des baies, des noix et des vins doux. Je souligne cependant que ces concessions ont été octroyées sans remise en cause des restrictions quantitatives que nous appliquons, en particulier le système des trois phases.

Si, comme certains l'imaginent, l'Alleingang nous donnerait la possibilité de passer des accords bilatéraux, par exemple dans le secteur bancaire, nous pouvons être sûrs que des Etats comme l'Espagne, la Portugal, la Grèce ou l'Italie demanderaient des concessions agricoles dans chaque négociation qui seraient nettement plus substantielles que celles que nous avons convenu dans le cadre de ce Traité. Les responsables des organisations agricoles suisses ont pris conscience de cette situation et c'est la raison pour laquelle ils sont favorables à l'EEE. Comme le volet agricole est si mince et si peu substantiel, les parties contractantes de la Communauté souhaitaient une ouverture vers l'avenir avec une clause évolutive. Nous avons beaucoup insisté pour que ces éventuels accords soient bilatéraux, afin d'éviter de payer par des compromis agricoles des concessions insuffisantes octroyées par les pays nordiques. L'article 19, qui inclut cette clause agricole évolutive qui n'est en fait que déclaratoire contient un mot-clé au paragraphe 4: "Les parties contractantes décident dans le cadre du présent accord sur une base préférentielle bilatérale ou multilatérale réciproque et mutuellement avantageuse ...". Si nous comparons notre structure agricole avec celle de la Communauté, on peut difficilement imaginer un échange de concessions agricoles mutuellement avantageux, à part éventuellement le secteur fromager ou de reproduction de races pures.

En conclusion, cet article 19 vaut à peu près autant que le prix du papier sur lequel il est rédigé. Je peux vous assurer que nos paysans peuvent dormir sur leurs deux oreilles et qu'ils ne risquent rien dans le cadre de l'AEEE.

3. Gliederung des EWR-Abkommens

4. Würdigung des Abkommens

Simmen: Die Tatsache der Teilnahme an den institutionellen Strukturen des EWR wird als "politische Trumpfkarte" bezeichnet (Seite 12). Ist dies wirklich so?

Präsident: Die Würdigung ist generell fast zu positiv.

Blankart: Es war nicht unsere Absicht, eine Propagandaschrift zu verfassen. Das Abkommen muss als ein Accord de confiance verstanden werden, mit dem dann täglich gearbeitet werden wird. Es wird eine sehr intensive Verwaltung des Abkommens brauchen. Die diplomatische Erfahrung zeigt, dass sich aus einer solchen Zusammenarbeit eine Komplizität entwickelt. Die Institutionen, die wir zustande gebracht haben, sind unter diesen Aspekt nicht zu unterschätzen. Es stimmt, dass als ultima ratio die Suspension, d. h. die Teilkündigung des Abkommens im Raume liegt. Dies ist bei jedem Abkommen der Fall. Sobald die Märkte aber einmal integriert sein werden, ist jede Schutzmassnahme und erst recht jede Suspension ein zweischneidiges Schwert, weil man sich damit selber Schaden zufügt. Somit hat auch der stärkere Partner, je länger das Abkommen dauert, um so eher ein Interesse zu vermeiden, dass der andere Partner nicht mitmacht, und beachtet folglich dessen Wünsche. Dieses Abkommen ist nur sinnvoll und denkbar mit Partnern, die bona fide zusammenarbeiten. Es kann mit einem Ehevertrag verglichen werden, wo auch die Bestimmungen des Zivilrechtes noch keine Garantie für den Erfolg einer Ehe sind.

Kellenberger: Der Ausdruck "politische Trumpfkarte" ist etwas stark.

Onken: In diesem Zusammenhang findet sich der Satz: "Unter diesem Gesichtswinkel betrachtet könnte die Entwicklungsklausel der Schlussbestimmungen des EWR-Abkommens, d. h. die Perspektive eines durch das Abkommen begründeten Dialogs den Ausgangspunkt für interessante Entwicklungen bilden." Diese Wertung der Entwicklungsklausel ist sehr vage.

Blankart: Es gibt bereits in Artikel 32 des Freihandelsabkommens eine Entwicklungsklausel. Als Rechtsinstrument handelt es sich bei einer solchen Klausel nur um die Feststellung, dass es unter Umständen noch andere Probleme gibt, die zu lösen sind, falls das dem beidseitigen Willen der Vertragsparteien entspricht. Existiert dieser Wille nicht, passiert nichts. Wichtig ist an dieser Entwicklungsklausel, dass allfällige künftige Verträge nicht einfach aus dem Abkommen heraus erwachsen, sondern dass sie gesonderte Rechtsinstrumente sind, die gemäss den verfassungsmässigen Vorschriften der Vertragsparteien ratifiziert werden müssen.

Kellenberger: Im Text über den EWR-Vertrag findet sich auf Seite 874 die Erklärung der Regierungen der EG-Mitgliedstaaten und der Efta-Staaten über den politischen Dialog. Diese Erklärung stellt die Grundlage dar, um auch über politische Fragen einen regelmässigen Dialog führen zu können. Dies könnte unseres Erachtens sogar schon eine Zusammenarbeit einleiten, bevor der EWR-Vertrag in Kraft getreten ist. Wir haben von Schweizer Seite bereits eine Initiative für eine erste solche Sitzung ergriffen, wo aussenpolitische Themen gemeinsamen Interesses besprochen würden. Diese Erklärung wäre zum Beispiel eine interessante Plattform, um zusammen mit den EG-Staaten die Probleme in Jugoslawien oder die Zusammenarbeit mit den GUS-Staaten diskutieren zu können.

M. Delalay: Comment fonctionne l'utilisation du droit de veto, d'information, de consultation, d'évocation individuelle? Dans quelles conditions les pays de l'AELE agissent-ils en groupe et dans quelles conditions ont-ils la possibilité d'agir individuellement (cf. p. 45)?

Blankart: Das "Sprechen mit einer Stimme" war natürlich nicht eine schweizerische Idee. Wir haben im Verlauf der Verhandlungen immer wieder drauf gepocht, dass rechtlich gesehen das Sprechen mit einer Stimme erst bei der Beschlussfassung Platz greifen sollte, da ja der Beschluss ohnehin einstimmig gefasst werden muss. Unsere nordischen Partner fanden an diesem Sprechen mit einer Stimme mehr gefallen, da sie gewohnt sind, im nordischen Verbund mit einer Stimme zu sprechen, und weil sie der Meinung sind, dies stärke ihre Position. Letzteres stimmt, sofern man einigermaßen übereinstimmende Auffassungen hat. Wir mit unseren zahlreichen Sonderfällen sind am Sprechen mit einer Stimme weniger interessiert gewesen. Im Laufe der Verhandlungen war es aber doch möglich, gemeinsame Positionen zu erarbeiten. Wir werden aber dafür sorgen, dass auch bei der Verwaltung des Abkommens das Sprechen mit einer Stimme möglichst spät einsetzt. In welchem Masse dies möglich sein wird, ist heute noch nicht zu sagen.

Le droit d'évocation utilisable en tout temps est individuel. Il n'est pas exclu que l'article 102, alinéa 4, qui prévoit des solutions pragmatiques en cas de non-accord soit appliqué sur une base bilatérale à l'égard du pays ayant des difficultés.

M. Krafft: L'AEEE est multilatéral. Il est conclu entre la Communauté européenne et les Etats membres de l'AELE individuellement. L'AELE n'est pas partie contractante. L'article 5 stipule: "Une partie contractante peut à tout moment soulever un problème devant le Comité mixte ...". Cependant, la structure institutionnelle de l'Accord montre qu'au moment de la décision, c'est-à-dire lorsque le Comité mixte se prononce, les pays membres de l'AELE doivent s'exprimer d'une seule voix. Néanmoins, durant toute la procédure qui conduit à la prise de décision, les parties contractantes peuvent en principe faire valoir leurs intérêts. La Commission a toutefois toujours indiqué qu'elle souhaitait voir les pays membres de l'AELE se concerter, c'est-à-dire présenter une position commune dans la mesure du possible. Bien entendu, lorsqu'on invoque une clause de sauvegarde, c'est une clause individuelle.

En conclusion, on note une sorte de dualité entre, d'une part, le caractère multilatéral de l'Accord et, d'autre part, le fait que, lors de la décision finale, l'AELE s'exprime d'une seule voix.

Präsident: Ich war auch etwas erstaunt zu hören, dass die Efta, die sich doch im Niedergang befindet, nun wieder aufgeblasen werden soll. Was passiert, wenn die Efta noch mehr abmagert?

Rüesch: Ich betrachte den Entschluss, die Efta noch zu halten, als richtig, auch wenn es nur für einige Jahre ist. Gerade in der Anfangsphase des EWR müssen die Efta-Staaten noch ihre gemeinsame Stimme haben.

Blankart: Sollte die Schweiz der EG in absehbarer Zeit nicht beitreten, aber vier Efta-Staaten diesen Schritt wagen, so würde das Abkommen für die Schweiz quasi bilateralen Charakter bekommen. Dann müsste es, im Sinne des Versicherungsabkommens, institutionell neu ausgehandelt werden. Es ist übrigens gar nicht so einfach, für eine solche Übergangsphasenlösung gute Beamte zu finden, obwohl es gerade wichtig wäre, dass innerhalb des Efta-Pfeilers das schweizerische Denken zum Durchbruch käme.

Spinner: Mit einer Stimme sprechen heisst nicht, zu einer Vertragspartei werden. Der Efta-Pfeiler ist eine Konstruktion, die uns aufgezwungen wurde. Obwohl mit einer Stimme gesprochen wird, ist die Efta selbst nicht Vertragspartei im EWR. Auch die Überwachungsbehörde der Efta-Staaten und das Gericht haben nichts mit der Efta zu tun. Das Sekretariat der Efta hilft den Efta-Staaten im EWR lediglich aus. Wir hatten in unzähligen Texten, die das Efta-Sekretariat für uns vorbereitete, immer wieder darum zu kämpfen, dass nicht die "Efta" als handelndes Subjekt genannt wurde, sondern die "Efta-Staaten". Uns ging es darum, die Eigenständigkeit der Schweiz als Vertragspartei so stark als möglich zu betonen. Es gibt keinen Ministerrat der Efta, der Entscheidungen treffen könnte, sondern es kommen die Delegationen der einzelnen Staaten mit ihren Instruktionen. Diese Unterscheidung ist wichtiger, als es vielleicht scheinen mag. Der Name der Schweiz darf auf der europäischen Bühne nicht einfach hinter dem Efta-Schild verschwinden.

Onken: Auf Seite 14 ff., wo EWR und "pragmatische und punktuelle Integrationspolitik" verglichen werden, sind die Nachteile der letzteren in einer Sprache dargestellt, die sich gegenüber einem politischen, polemischen Gegner nicht verwenden lässt. Zu dieser Frage sollte uns Material bereitgestellt werden, das die Positionen deutlicher aufzeigt.

Blankart: Es ist festzuhalten, dass die EG nach heutiger Redeart keine bilateralen Verträge mehr abschliesst. Wenn sie trotzdem noch möglich wären, würde uns kein anderes Modell vorgeschlagen, als das, was wir hier haben. Jeder einzelne bilaterale Vertrag müsste mit Landwirtschaftskonzessionen abgegolten werden.

Schiesser: Auf Seite 15 heisst es: "Wir müssen damit rechnen, dass die Bereitwilligkeit der EG zu einer pragmatischen und punktuellen Zusammenarbeit mit uns geringer sein wird als vor Aufnahme der Verhandlungen über das EWR-Abkommen." Das ist sehr zurückhaltend ausgedrückt. Wir müssen die Situation in der gleichen Deutlichkeit wie Herr Blankart schildern.

Simmen: Von einer Botschaft kann nicht erwartet werden, dass sie sich direkt für die Abstimmungskampagne verwenden lässt.

Rüesch: Herr Blocher betont in seiner Kampagne absolut einseitig nur die Nachteile des EWR. Ich werde mit dem Waagen-Modell arbeiten, das heisst die Vor- und Nachteile gegeneinander stellen. In den Botschaften werden die Vorteile gelobt und die

Nachteile weitgehend verschwiegen. Das ist falsch, da es auch notwendig ist, intellektuell zu überzeugen.

Onken: Wie geht es im Falle des Alleinganges der Schweiz weiter? Genügt es mit Herrn Blocher zu sagen, die Schweiz sei der beste Kunde der EG, diese sei deshalb an uns interessiert?

Kellenberger: Es wäre sicher nicht richtig gewesen, wenn wir in diesem Bericht die Lage dramatisiert hätten und geschrieben hätten, es sei absolut unmöglich, nachher noch bilaterale Abkommen abzuschliessen. Es ist aber eine Illusion zu meinen, wir könnten dann überall dort bilaterale Abkommen haben, wo es uns passt, ohne dass wir auch dort abzuschliessen gezwungen wären, wo die andere Seite interessiert ist. Das Grössenverhältnis EG - einzelnes Efta-Land ist sehr einseitig.

(Auf eine Frage des Präsidenten) Die Schweiz könnte auch nach Abschluss des EWR-Vertrages mit einzelnen EG-Ländern noch bilaterale Abkommen eingehen, sofern es nicht den Anwendungsbereich des EWR-Vertrages betrifft.

Gadient: Eine Dramatisierung bringt nichts, aber es muss auf die Risiken aufmerksam gemacht werden. Es kann nicht einfach mit einer Fortsetzung des Status quo gerechnet werden. Die Erfahrung zeigt eher, dass in Europa wenig Motivation vorhanden ist, uns im Falle eines Nein zum EWR andere Möglichkeiten anzubieten. Es gibt aber auch Trümpfe auf unserer Seite: das Handelsvolumen und der Transit- und Neat-Komplex, der für die Verwirklichung des Binnenmarktes eine Schlüsselrolle spielt. Eine Botschaft kann nicht direkt umsetzbares Abstimmungsmaterial sein. Es ist an uns, dafür die Sprache zu finden. Aber wir brauchen die Hilfsmittel dazu. Es fehlen Kurzzusammenfassungen zu den wesentlichen Themen- und Fragenbereichen.

Rüesch: Ein Abstimmungsbrevier mit kurzen, plakativen Aussagen zu den wesentlichen Stichworten kann nicht Sache des Bundes sein. Aber die Verwaltung sollte eine Konkordanz auf sachlicher Basis herstellen.

Spinner: Die Arbeiten an solchen Informationspaketen sind im Gang. Es existiert schon vieles, z. B. die Fact sheets zu bestimmten Themen.

M. Salvioni: Certes, le Conseil fédéral et le département ne peuvent pas polémiquer, mais notre commission peut demander au DFAE/DFEP d'indiquer clairement les conséquences d'une non-adhésion de la Suisse à l'EEE.

Dans son analyse le professeur Hauser prétend que l'Alleingang est possible sous certaines conditions. Celles-ci sont-elles réalisables en cas de non adhésion? J'ai des doutes. Le contexte international serait tel que les conditions indispensables pour rendre acceptable l'Alleingang ne pourraient être que très difficilement réalisables. Il faut répondre de manière concrète et précise, non de façon trop générale.

M. Blankart: Nous avons pris bonne note de cet élément.

M. Hauser est certes un excellent professeur, mais il travaille dans des modèles. Il faut y ajouter les aspects psychologiques de la perception par les acteurs économiques inhérents au fait que la Suisse se distance de ce marché intérieur. Il semble difficile de concevoir par exemple qu'une entreprise japonaise de micro-électronique s'établirait dans le canton de Neuchâtel si la Suisse ne participe pas au grand marché intérieur. De plus la "Basler-Forschungsstelle für Konjunkturfragen" qui est un institut très sérieux a demandé à six cents entreprises moyennes et grandes d'indiquer leurs intentions en cas de non adhésion de la Suisse à l'EEE. 54% ont clairement manifesté l'intention de réduire les investissements dans notre pays, ce qui impliquerait une exportation des places de travail dans la Communauté.

Herr Rhinow wünscht eine Übersicht über das vorhandene Dokumentationsmaterial.

M. Kellenberger: M. Hauser prétend dans son rapport que si la Suisse libéralisait la libre circulation des personnes d'une manière autonome elle obtiendrait plus de la moitié de la croissance supplémentaire qu'elle attend de l'AEEE. Pourquoi pas? Toutefois, si les citoyens rejettent les accords sur la libre circulation des personnes, le problème n'est toujours pas réglé si la Suisse veut agir de manière autonome. Cependant, si notre pays finit par libéraliser la libre circulation des personnes, les effets positifs sur le marché du travail suisse se feront sentir, mais sans avoir le libre accès au marché du travail et de formation de la Communauté européenne, ce que l'AEEE nous octroie.

Herr Onken wünscht gute Proki-Folien.

M. Delalay: Je souhaite que la présentation des transparents pour les rétroprojecteurs soit soignée, de manière à disposer de vingt à trente documents susceptibles de capter l'attention des différents publics auxquels nous pourrions nous adresser.

Gadient: Auf Seite 76 ist von "erheblichen negativen Auswirkungen auf die Umweltqualität" des Binnenmarktes die Rede. Gilt dies auch für den EWR?

Es ist unakzeptierbar, dass ein potentes Amt wie das Buwal die Studie über die ökologischen Folgen der europäischen Integration für die Schweiz von einem externen Büro erstellen liess.

Kellenberger: (Zu Herrn Gadient) Bei Ihrem Zitat handelt es sich um die Beurteilung einer EG-internen Task Force, die Lobby macht.

Onken: Die Aussage der Task Force deckt sich mit dem Fazit des Buwal-Berichtes für die Schweiz, dass die Auswirkungen in jedem Fall ungefähr ähnlich sein werden und dass ein dringender politischer Handlungsbedarf besteht.

Blankart: Der Binnenmarkt wird mit oder ohne Schweiz zustande kommen. Falls er negative Umweltkonsequenzen haben wird, wird dies auch ohne schweizerische Teilnahme am EWR der Fall sein.

Für uns ist relevant, dass wir in den Verhandlungen im Umweltbereich praktisch alle schweizerischen Forderungen erreicht haben. Wo unser Schutzniveau höher ist als dasjenige der EG, haben wir Übergangsfristen ausgehandelt, die uns gestatten, unser Niveau beizubehalten, bis die Gemeinschaft gleichgezogen hat. Für einige Bereiche haben wir sogar zeitlich unbefristete Ausnahmen erhalten. Es ist wichtig, dass wir in einem gesamteuropäischen Kontext mitwirken, damit gesamteuropäisch hohe Standards angewandt werden. Im übrigen ist das Umweltrecht der EG bei weitem besser als sein Ruf. Die in den letzten Jahren realisierten Fortschritte und die vor der Verabschiedung stehenden Vorhaben sind von der Öffentlichkeit nur ungenügend zur Kenntnis genommen worden. So sind z. B. die EG-Abgasvorschriften für Lastwagen, die demnächst verabschiedet werden, strenger als die schweizerischen. Zudem kommt die Möglichkeit einer umweltrelevanten Anwendung der Schutzklausel hinzu. Der EWR betrifft nur den grenzüberschreitenden Wirtschaftsverkehr im Umweltbereich. Für unsere Fabrikanlagen, den Gewässer- und Bodenschutz können wir eigene Normen einführen.

5. Genehmigungsbeschluss

Rhinow: Orientierung zu 5.4 (Ausschluss des Referendums):

Der Bundesrat schlägt zu Artikel 20 der Übergangsbestimmungen vor, dass das Parlament im Rahmen des Genehmigungsbeschlusses die abschliessende Zuständigkeit der Bundesversammlung für alle Eurolex-Geschäfte festhält. Damit wird das fakultative Gesetzesreferendum ausgeschlossen. Die Staatspolitische Kommission hat mit der Diskussion begonnen und wird sie morgen beenden und ihre Beschlüsse fassen.

Für die Staatspolitische Kommission war unbestritten, dass nur die notwendigen Anpassungen vorgenommen werden sollten. Wenn die Kommissionen darüber hinaus gingen, müsste auf jeden Fall das normale Gesetzgebungsverfahren angewendet werden. Rechtsänderungen haben gleichzeitig mit der Genehmigung zu erfolgen, damit Volk und Parlament sehen können, was abgeändert wird, und in Kenntnis davon den Genehmigungsentscheid fällen.

In verschiedenen Voten wurden Bedenken geäussert, das Referendum tel quel auszuschliessen. Ich habe in meinem Papier (siehe Anhang 1) sieben Varianten skizziert. Im Vordergrund stehen bis jetzt der Vorschlag des Bundesrates, der Vorschlag Zimmerli/Kälin (der psychologisch interessant, aber in der Substanz kosmetischer Natur ist, weil über alle Geschäfte zusammen abgestimmt werden muss) und das ordentliche Gesetzgebungsverfahren.

Die Variante D (fakultatives Referendum bei Gestaltungsspielraum) trägt der Tatsache Rechnung, dass die Schweiz bei bestimmten Eurolex-Gesetzen einen Gestaltungsspielraum hat. Hier ist das Bedürfnis, allenfalls ein Referendum zum Tragen zu bringen, am grössten.

Variante E wäre normales Dinglichkeitsrecht, Variante F modifiziertes Dinglichkeitsrecht, bei dem die Erlasse sofort in Kraft gesetzt würden, das Referendum aber möglich wäre. Anders als beim normalen Dinglichkeitsrecht würde die Befristung der Erlasse entfallen.

Variante G ist ein nachträgliches Referendum, angelehnt an einen Vorschlag des Redressement National. Es handelt sich um eine interessante Konstruktion, die für die Schweiz Neuland wäre. Man geht davon aus, dass die Erlasse wie beim Dinglich-

keitsrecht in Kraft gesetzt werden können, dass das fakultative Referendum gegeben ist, dass aber, wenn das Referendum ergriffen wird und das Volk ein Gesetz ablehnt, dieses nicht ausser Kraft tritt, sondern erst dann, wenn die Bundesversammlung ein neues Gesetz erlassen hätte. Dabei ergibt sich das Problem, dass das Parlament für den Fall, dass sich die beiden Kammern nicht einigen könnten, ein neues Verfahren kreieren müsste. Persönlich neige ich zum modifizierten Dinglichkeitsrecht, weil damit das Referendum möglich wird und die Inkraftsetzung aller Erlasse auf 1. Januar möglich ist. Da es ein gesondertes Verfahren ist, ist es leichter zu begründen, dass nur das Notwendige darin zu ändern ist.

Es wird zu diskutieren sein, ob dieses gesonderte Verfahren nur bei Gesetzen mit Gestaltungsspielraum zur Anwendung kommt oder für alle Gesetze. Für ersteres spricht das Argument, dass dem Volk nicht vorgegaukelt werden soll, es bestehe ein Mitbestimmungsrecht, wenn dies letztlich nicht stimmt. Andererseits wird argumentiert, es sei unklug, im Parlament darüber zu diskutieren, wo Gestaltungsspielraum vorliege und wo nicht. Das Referendum würde ja aus politischen Gründen nur dort ergriffen, wo etwas zu machen wäre.

Onken: In den Beschlussesentwurf, den unsere Kommission berät, ist die Frage des Ausschlusses des fakultativen Referendums eingebettet. Dieser Aspekt soll durch die Staatspolitische Kommission beraten werden. Welche Kommission ist letztlich dafür zuständig?

Rhinow: Wir haben in der Sommersession die Fragen der Arbeitsteilung zwischen den Kommissionen behandelt. Dort wurde der Staatspolitischen Kommission die Frage des Referendums zugeteilt. Wir einigten uns dann, dass ich hier mündlich über die Erkenntnisse und Beschlüsse der Staatspolitischen Kommission referieren würde, dass es aber kein Vernehmlassungsverfahren sei, wie dies die nationalrätliche Kommission durchführt. Im Plenum wird die Staatspolitische Kommission die entsprechenden Anträge stellen, aber der Aussenpolitischen Kommission ist es unbenommen, im Rat eine abweichende Meinung einzubringen. Sie hat aufgrund ihrer überdachenden Funktion das Recht, auf die Gesamtzusammenhänge hinzuweisen und also Geschäfte zu berühren, die anderen Kommissionen zugewiesen sind.

Rüesch: Wir beschliessen also Abschnitt I. des Bundesbeschlusses, die Staatspolitische Kommission Abschnitt II.

Onken: Der Bundesbeschluss ist ein in sich geschlossenes Ganzes. Wir können erst entscheiden, wenn uns bekannt ist, was die Staatspolitische Kommission vorberaten und beschlossen hat.

Rhinow: Die Staatspolitische Kommission hat bezüglich der Kantone folgende Punkte diskutiert:

Der Grundsatz, dass im Zusammenhang mit dem Genehmigungsbeschluss nur das absolut Nötige eingepackt wird, muss auch für die Kantone gelten.

Der Vergleich mit Deutschland und Österreich ist nur beschränkt möglich. Der deutsche Bundesrat (zweite Kammer) ist ein geeignetes Instrument, um die Mitwirkung der Gliedstaaten zu realisieren. In der Schweiz würde eine entsprechende ständige

Regierungskonferenz letztlich den Ständerat in Frage stellen, sofern dieses Gremium Entscheidungsgewalt hätte (Anhörungen und Vernehmlassungen sind unproblematisch). Eine solche Institution könnte allenfalls im Zusammenhang mit einer Totalrevision der Bundesverfassung eingerichtet werden, wo auch die Rolle des Ständerates überdacht würde. Die österreichische Lösung geht davon aus, dass der Bund nicht in die Kompetenzen der Länder eingreifen dürfe, es sei denn, es herrsche Einstimmigkeit unter den Ländern.

Bezüglich der Kompetenzlage scheint Unklarheit zu herrschen. Heute ist der Bund bei Vertragsschliessungen nicht an die innerstaatliche Kompetenzverteilung Bund-Kantone gebunden. Der Bund ist befugt, auch in den Bereichen der kantonalen Kompetenzen Verträge abzuschliessen. Er hat allerdings die Kantone in gebührender Form in die Information und Stellungnahmen einzubeziehen, und er soll nicht ohne Not weiter gehen, als es nötig ist. Eine Bindung an die Haltung der Kantone wäre eine gewaltige Neuerung. Die Frage würde sich stellen, ob dies dann nur für den EWR oder auch für andere Staatsverträge gelten würde. Es ist verständlich, dass die Kantone bei Vertragsverhandlungen dabei sein wollen. Die Verbände sind heute schon dabei. Aber jede zusätzliche Mitbeteiligung bei Vertragsverhandlungen stellt das Parlament in der Aussenpolitik noch mehr ins Abseits. Es stellt sich auch die Frage, ob die Aussenpolitischen Kommissionen zu stärken seien, indem man ihnen die gleichen Möglichkeiten wie den Kantonen gibt. Eine Änderung des Vertrages braucht eine Zustimmung der Bundesversammlung. Insofern sind die Kantone über den Ständerat mitvertreten. Geht es um grundsätzliche Änderungen des Hauptabkommens, könnte allenfalls das obligatorische Staatsvertragsreferendum Anwendung finden, d. h. Volk und Stände müssten zustimmen.

Rüesch: Die Frage, wie das EWR-Recht weiterentwickelt wird, gehört in den Bereich des absolut Notwendigen. Unsere Kommission sollte über das Protokoll der Sitzung der Staatspolitischen Kommission von morgen verfügen.

M. Cavadini Jean: Je rappelle le principe fondamental selon lequel les délégués au Conseil des Etats ne reçoivent pas d'instructions.

Präsident: Heisst "Vertretung der Kantone" Vertreter der Kantonsregierungen?

Blankart: Mitwirkung der Kantone am Verhandlungstisch ist praktisch nicht vorstellbar. Die grossen Plenarsitzungen sind nicht relevant. Die eigentlichen EWR-Verhandlungen haben unter Vertretung einer, maximal zweier Personen pro Land stattgefunden. Zudem stellt sich die Frage der Gewaltentrennung, denn der Verhandlungsleiter erhält seine Instruktionen vom Bundesrat.

Rhinow: Die Meinung ist nicht, dass weitere Vertreter während der Verhandlungen dabei wären. Es geht darum, dass der Verlauf des Verhandlungsprozesses, z. B. Änderungen des Mandates mitberaten werden könnten.

Zu Ziffer 5.23: Gehören die in Artikel 98 EWRV nicht aufgeführten Protokolle zum Hauptabkommen und unterliegen sie

damit dem normalen Vertragsänderungsverfahren, oder gehört dies zu einem weiteren Verfahren?

M. Krafft: Comme l'a dit M. Rhinow, il y a deux procédures de modifications. La première est celle qui implique une procédure de ratification normale, comme celle concernant le Traité. La seconde, dite simplifiée, fait l'objet d'une décision du Comité mixte. Elle ne vise que les annexes reprenant les acquis communautaires et certains protocoles. Nous avons donc effectué un choix en prenant parmi les protocoles ceux qui nous semblaient devoir être soumis à une procédure de modification simplifiée selon la procédure décisionnelle des articles 89 ss.

Unterbruch der Sitzung von 10.00 bis 10.20 Uhr
La séance est interrompue de 10 h 00 à 10 h 20

M. Cavadini Jean: (cf. pt. 5.91) Il est indiqué que certaines conférences de directeurs cantonaux des affaires sanitaires et de l'instruction publique ont participé aux négociations. Puis-je avoir quelques exemples?

M. Krafft: Je ne peux pas répondre à cette question, car je ne sais pas de quelles conférences il s'agit.

M. Kellenberger: Nous allons nous informer pour vous fournir une réponse précise. J'imagine simplement que c'est dans le domaine sanitaire.

6. Commentaire du préambule et des dispositions générales

Gadient: (Zu Seite 117) Zur Frage der Homogenität fehlt das Elemente zur Dynamik der Pro-futuro-Weiterentwicklung.

M. Krafft: La Commission de la Communauté aurait voulu que les Etats membres de l'AELE reprennent toute la jurisprudence pertinente de la Cour précédant et suivant l'entrée en vigueur du Traité. Les Etats membres de l'AELE ont clairement indiqué qu'ils ne pouvaient envisager la reprise de la jurisprudence de la Cour que jusqu'à la signature du Traité. Après ce dernier vit sa propre évolution et nous sommes parties au développement du droit de l'EEE. Nous ne voulions pas être liés par la jurisprudence ultérieure de la Cour de justice de la Communauté européenne. Toutefois, étant donné l'impératif de l'homogénéité de l'article 105, nous avons introduit un système d'échange de jurisprudence. De plus, dans l'Accord entre les pays membres de l'AELE sur la création d'une autorité de surveillance et d'une Cour de justice, nous avons introduit la formule contenu dans la Convention de Lugano sur la reconnaissance des jugements qui prévoit que les tribunaux, notamment la Cour de l'AELE, doivent tenir compte des principes dégagés par la jurisprudence de la Cour de justice.

Il n'y a donc pas une obligation formelle de prendre en considération la jurisprudence future, mais dans l'intérêt de l'homogénéité les tribunaux, notamment la Cour de l'AELE, devront s'inspirer des principes dégagés par la jurisprudence.

7. Commentaire des dispositions matérielles de l'accord

Gadient: (Zu Seite 130, Mitte) Bündnerfleisch ist ein Agrarprodukt, dessen Verarbeitung eine industrielle Komponente hat. Wie ist es von der genannten Regelung betroffen?

Spinner: Bündnerfleisch ist in keiner Weise betroffen.

M. Delalay: (cf.7.15) Les prescriptions techniques suisses relatives à l'eau de vie de poires William vont au-delà des dispositions applicables aux autres eaux de vie sur le plan européen. Alors, les prescriptions appliquées en Suisse, pour l'eau de vie de William en particulier, seront-elles valables sur le plan européen? Le problème est semblable à celui de la viande séchée des Grisons. Je vous demande d'examiner ce cas un peu particulier dans un proche avenir.

Blankart: Die Antwort wird schriftlich erfolgen.

Herr **Rhinow** wünscht, dass die schriftlichen Antworten allen Kommissionsmitgliedern zugestellt werden.

Schiesser: Die Frage des passiven Textilveredelungsverkehrs konnte leider im Rahmen des EWR nicht gelöst werden. Auf den Seiten 134/135 sind aber gewisse Perspektiven aufgezeigt. Die EG-Kommission habe die Prüfung dieser Frage bis Ende Juni in Aussicht gestellt. Wir wird die Chance beurteilt, dass dieses Problem im Rahmen des EWR-Vertrages gelöst werden kann, und was ist zu erwarten, falls der EWR-Vertrag nicht zustande kommt?

Blankart: Das Problem des passiven Textilveredelungsverkehrs beschäftigt uns seit 1977. Der Bund hat auf allen Stufen alles unternommen, um die EG für dieses Problem zu sensibilisieren. Portugal bremst, es ist aber nicht ausgeschlossen, dass sich andere Länder wie Belgien und Frankreich dahinter verstecken. Portugal lehnt den passiven Textilveredelungsverkehr ausserhalb der Gemeinschaft grundsätzlich ab und beobachtet die Regelungen, die die Gemeinschaft mit den nordafrikanischen und mitteleuropäischen Staaten eingegangen ist, mit grösstem Argwohn. Portugal möchte, dass dieser Veredelungsverkehr in seiner Nordregion vorgenommen wird. Das Land ist aber heute schon, dank dem EG-Beitritt, aufgrund seines Lohnniveaus nicht mehr konkurrenzfähig. Wir haben verschiedene Modelle vorgeschlagen, bei denen es darum gegangen ist, den passiven Textilveredelungsverkehr im Dreiecksverkehr auf Gegenseitigkeit völlig zu liberalisieren.

Polen, Ungarn und die Tschechoslowakei haben je bilaterale Assoziationsverträge mit der Gemeinschaft abgeschlossen und haben oder werden mit den Efta-Staaten Freihandelsverträge abschliessen. Es wäre generell sinnvoll, diese zwei Bündel von Freihandelsabkommen mit jedem einzelnen Staat ursprungsmässig zu multilateralisieren, also die sogenannte "diagonale Kumulation des Ursprungs" zwischen der Gemeinschaft, den drei Mitteleuropäern, zwischen ihnen und zu den Efta-Staaten zustande zu bringen. Aber die Gemeinschaft bremst. Dieses Problem liegt ausserhalb des Anwendungsbereiches des EWR-Vertrages. Es ist uns einzig gelungen zu erreichen, dass es vor Mitte dieses Jahres wieder aufgenommen wird. Die Gemeinschaft ist in Verzug, wir haben noch keine Reaktion erhalten. Die Gemeinschaft stellt sich auf

den Standpunkt, dass, da wir keine Zollunion mit ihr eingegangen sind, ihr Abkommen mit Tunesien, der Tschechoslowakei, Ungarn und Polen eine Aussenbeziehung ist, die mit ihren anderen Aussenbeziehungen, z. B. mit der Schweiz, nichts zu tun hat. Folglich kann diese Kumulation nicht zugelassen werden. Das ist natürlich Protektionismus. Er kann rechtlich aufgrund der sternförmigen Ausformung der EG-Aussenbeziehungen untermauert werden.

Wir sind uns der Wirtschaftsinteressen der Schweiz, die auf dem Spiele stehen, bewusst.

Onken: Unser Energienutzungsbeschluss sieht vor, dass für Geräte, Apparate und Fahrzeuge technische Energiesparvorschriften erlassen werden können. Können solche Vorschriften auch auf Geräte angewendet werden, die aus dem Ausland eingeführt werden?

Spinner: Die Frage ist auch in anderen Kommissionen aufgeworfen worden. In der Gemeinschaft herrscht darüber Unklarheit. Es gibt dazu noch keine Rechtsprechung und keine Harmonisierung. Im Juli wird eine Schweizer Delegation nach Brüssel fahren, um unsere Anliegen vorzutragen. Es wurde die Frage gestellt, ob wir bei der Ratifikation eine einseitige Erklärung abgeben könnten, in der wir uns vorbehielten, solche Normen auch auf importierten Produkten weiter anzuwenden.

Gadient: Bei der Entwicklungsklausel heisst es, dass periodisch eine Überprüfung der Bedingungen für den Handel mit landwirtschaftlichen Produkten stattfindet, dass Änderungen aber nur erfolgten, wenn sie im gegenseitigen Interessen liegen. Wer befindet über das gegenseitige Interesse?

Gibt es quantifizierbare Aussagen über die 23 Agrarprodukte, die ausgenommen sind und die potentiell das Wallis betreffen könnten?

Blankart: Bei der Entwicklungsklausel wie auch bei der allgemeinen Entwicklungsklausel am Ende des Abkommens handelt es sich nicht um die Weiterentwicklung des Acquis, sondern um zusätzliche, vom Abkommen nicht gedeckte Abmachungen. Folglich braucht es einen gemeinsamen Vertragsabschlusswillen. Über den Nutzen und das Interesse der Schweiz, ein solches zusätzliches Arrangement abzuschliessen, entscheidet die Schweiz allein und abschliessend.

Bei den 23 Agrarprodukten haben wir diese einseitigen Konzessionen beim Zoll unter Aufrechterhaltung der mengenmässigen Beschränkungen, insbesondere des Dreiphasensystems (Importsperrre für Gemüse), gemacht. Über die Handhabung des Dreiphasensystems entscheidet das Bawil allein.

(Auf eine Frage von Herrn Onken) Es trifft zu, dass das Dreiphasensystem im Gatt zur Diskussion steht.

Präsident: Wird die Jagd vom EWR-Abkommen berührt? Wird sie für Ausländer geöffnet werden müssen?

Gadient: Die Frage verdient Beachtung. Die 6000 Jäger Graubündens achten ängstlich auf ihre Rechte.

Rüesch: Das Problem stellt sich auch im Kanton St. Gallen.

Spinner: Die Frage ist, ob die Jagd unter eine der vier Freiheiten des EWR-Vertrages fällt. Da sie nicht gewerbsmässig betrieben wird, scheint dies nicht der Fall zu sein. Patentjagd wird nicht betroffen.

M. Delalay: Pourriez-vous nous donner un avis de droit résumé relatif à ce problème, car dans certains cantons il peut représenter un élément émotionnel assez important?

Weber: Die Frage ist, ob die Dienstleistungsfreiheit berührt wird.

Spinner: Wir werden der Frage nachgehen. Aber es sollte berücksichtigt werden, dass ein gewisser Spielraum besteht und dass zu gründliches Bohren nicht europaweite Diskussionen in Gang setzen sollte.

Rüesch: Immerhin steht die Bündner Standesstimme auf dem Spiel. Wie wird die Frage in den EG-Staaten geregelt?

Onken: Dies ist nun ein Beispiel eines Punktes, der durch eine eurokompatible Bestimmung im Sinne einer flankierenden Massnahme entschärft werden könnte.

M. Salvioni: Il y a deux possibilités de contrôle qui peuvent être envisagées. D'une part, les bourgeoisies pourraient adopter des mesures relatives à leur patrimoine. D'autre part, la loi concernant le contrôle des armes, qui est d'ailleurs en préparation au DFJP, pourrait prévoir que seules les personnes domiciliées en Suisse ont la permission de posséder des armes. Je n'émetts que quelques suggestions qui permettraient éventuellement de trouver une solution au problème.

Präsident: Sind Bürgergemeinden noch tolerierbar?

Blankart: (Auf eine Frage des Präsidenten) Das Ausländerstimmrecht stellt kein Problem dar, es ist nicht Teil des EWR.

Gadient: Ausländische Spirituosen dürfen nicht mehr höher besteuert werden als inländische. Wie grosse finanzielle Ausfälle sind zu erwarten?

Blankart: Gemäss Bundesverfassung ist das Alkoholregal gesundheitspolitisch motiviert. Es ist am Verhandlungstisch deshalb absolut nicht zu vertreten, dass ausländische Spirituosen höher besteuert werden sollen. Gemäss EWR-Vertrag muss die Nichtdiskriminierung bei der Besteuerung eingeführt werden. Die Höhe der Steuer kann aber national bestimmt werden. Es geht also jetzt darum, einen Satz festzulegen, der den Absatz der inländischen Schnäpse nicht zu stark drückt, andererseits aber insgesamt gleichviel Geld in die Bundeskasse einbringt. Es handelt sich um ein sensibles und delikates Kapitel. Wir sind wegen dieser diskriminierenden Besteuerung sowohl in bilateralen Verhältnissen als auch im Gatt seit Jahren multilateral unter Beschuss.

Rüesch: Es ist eine Illusion zu glauben, die Einnahmen der Alkoholverwaltung könnten gleich hoch bleiben. Bei zu hoher Besteuerung in der Schweiz wird der Schnaps im Ausland gekauft. Wir haben uns in der WAK gefragt, ob wir eine Motion starten wollen, um dem Bundesrat die Kompetenz zur Tariffestlegung zu entziehen. Wir verzichteten darauf, weil diese Frage nicht vom EWR vorgegeben ist. Wir werden aber darauf zurückkommen.

Schiesser: (Zu Seite 173) Den "notified bodies" kommt bei der Abwicklung des Vertrages eine wichtige Funktion zu. Wie weit ist die Arbeit daran gediehen?

Spinner: Die Gespräche sind intensiv in Gang. Die Frage der "substantiellen Aufstockung der zuständigen Bundesstellen" kann nicht endgültig beantwortet werden, solange nicht geklärt ist, wieviel an Private delegiert werden kann.

Gadient: Im Autogewerbe wird diskutiert, welche Auswirkungen der EWR auf den Handel haben könnte. Kann das System der A- und B-Vertretungen beibehalten werden?

Spinner: Diese Handelshemmnisse werden, gleich wie in der EG, wegfallen. Es wird jedermann möglich sein, direkt aus dem Ausland Autos einzukaufen.

Blankart: Auch in der EG ist es heute noch erlaubt, für Spezialprodukte wie Fahrzeuge einen Exklusivimporteureur zu haben, der Reparaturen und Service gewährleistet. Der freie Handel soll erst ab 1996 spielen.

Gadient: Längerfristig ergeben sich Vorteile für die kleineren Händler.

Spinner: Es sind noch nicht alle technischen Aspekte harmonisiert. Bis 1996 können dadurch Märkte durch den Grosshandel noch abgeschottet werden.

Rüesch: Gemäss EG müssen die Motorfahrzeuge jährlich kontrolliert werden. Dies geht zu weit und lässt sich für die Schweiz nicht begründen.

Spinner: Diese Regelung ist fragwürdig. Es handelt sich aber um eine der Rechtsakte, bei der überprüft wird, ob sie in die nationale Kompetenz zurückgeführt werden soll. In manchen Ländern besteht in der Frage der Motorfahrzeugprüfung ein grosses Vollzugsproblem .

Blankart: Wir werden die Frage der Autoimportmonopole schriftlich beantworten.

Simmen: (Zu Seite 192) Bei den Arzneimitteln ist ein vereinfachtes Zulassungs- und Prüfungsverfahren von grosser Bedeutung. Die Gesundheitsgesetzgebung liegt bei den Kantonen; für die Medikamentenkontrolle gibt es eine interkantonale Kontrollstelle (IKS). Es haben noch nicht alle Kantone das Heilmittelkonkordat von 1988 ratifiziert. Der Bundesrat verzichtet aber, dem Wunsch der interkantonalen Vereinigung für die Kontrolle der Heilmittel entsprechend,

darauf, im Rahmen der Anpassungserlasse an das EWR-Recht eine subsidiäre Bundesregelung vorzusehen, obwohl der Beitritt von vier Kantonen nicht gesichert ist. Was hat der Bundesrat im Sinn, ausser "die Entwicklung in den Kantonen aufmerksam zu verfolgen"?

Blankart: Der Bundesrat hat nicht die Absicht, die IKS zu einer Bundesanstalt zu machen. Im Zweifelsfalle ist der EWR direkt anwendbar. Es besteht eine Schwachstelle im Vollzug, aber vor übertriebenem Perfektionismus ist zu warnen. Wir haben mit dem Ausland verschiedene Abkommen im Pharmasektor abgeschlossen, bei denen es beim Vollzug selten Schwierigkeiten gegeben hat, ausser dass die IKS etwas unterdotiert ist. Früher oder später wird übrigens in der EG und im EWR die gegenseitige Anerkennung der Erstregistrierung eingeführt werden. Ein Medikament muss, damit es im Ausland vermarktet werden kann, dort registriert werden, d. h. die notwendigen Experimente müssen erneut vorgenommen werden. Das kostet viel Zeit und Geld. Es ist deshalb für Schweizer Produzenten günstiger, die Herstellung ins EG-Ausland zu verlegen. Den grossen Basler Konzernen bietet dies kein Problem. Für kleine und mittlere Betriebe ist es aber ein grosser Unterschied, ob ein Medikament nur bei der IKS registriert werden muss und dann überall in der EG verkauft werden kann, oder ob in jedem EG-Land eine eigene Registrierung vorgenommen werden muss.

Spinner: (Auf eine Frage von Herrn Gadiant bezüglich der Produkthaftpflicht) Das EWR-Abkommen beseitigt die Diskriminierung, d. h. der Importeur, der etwas in den EG-Raum einführt, muss gegenüber dem Konsumenten nicht mehr die Haftung übernehmen. Wegen der höheren Kosten, die sich aufgrund der Versicherungen ergaben, wurden in der Regel EG-Produkte Importprodukten vorgezogen, da bei diesen die Haftung beim Hersteller lag. Bedingung für die Beseitigung dieser Diskriminierung ist das Inkrafttreten des Lugano-Übereinkommens. Dieses regelt die Frage der grenzüberschreitenden Vollstreckung von Urteilen in Zivil- und Handelssachen und die Gerichtszuständigkeit.

M. Delalay: Les droits des travailleurs étrangers en Suisse relatifs à la prévoyance professionnelle sont-ils concernés par ces textes ou par d'autres dispositions? La préoccupation selon laquelle les travailleurs étrangers de Suisse ne pourraient plus dorénavant quitter notre pays avec leur capital accumulé pour la prévoyance professionnelle, du moins s'agissant de l'assurance obligatoire, m'a été présentée. Qu'en est-il de ce problème?

Spinner: (Zu Herrn Delalay) Im Sozialversicherungsbereich geht es nicht um eine Harmonisierung, auch in der EG nicht, sondern um die Freizügigkeit. Bei der zweiten Säule ist dies insofern geregelt, als keine Kapitalleistungen ausgezahlt werden müssen, sofern der wandernde Arbeitnehmer weiterhin unselbständig arbeitet und es um das gesetzliche Minimum geht. Nicht geregelt ist der Fall, wenn der Arbeitnehmer sich in einem anderen EWR-Land selbständig machen will, wenn er definitiv in den Ruhestand geht oder wenn er den EWR-Raum verlässt. Für die Frage, was mit dem aufgelaufenen Kapital bis zum Inkrafttreten des EWR-Abkommens geschieht, wenn der Arbeitnehmer wegzieht und

wiederum eine unselbständige Arbeit aufnimmt, gälte bei uns per Inkrafttreten des EWR-Abkommens der EG-Acquis. Zur Zeit sind das Bundesamt für Sozialversicherung und das Biga daran abzuklären, ab welcher Kapitalgrösse sich rückwirkende Auswirkungen auf die bisher aufgehäuften Kapitalien ergäben.

Onken: Es ist mir neu, dass dies noch geprüft werde. Die ständerätliche Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit hat sich als Erstrat mit diesem Gesetz bereits befasst. Dort wurde bestätigt, dass im Falle einer Heimkehr z. B. nach Italien der obligatorische Teil der beruflichen Vorsorge nicht mehr bar ausbezahlt wird, sondern nur noch, wenn der EWR-Raum verlassen wird. Zudem wird diese Bestimmung nicht ab 1.1.1993 gelten, sondern rückwirkend auf 1985. Dies erzürnt viele, die jetzt kündigen, weil sie dieses Geld ausbezahlt haben wollen. Es freut mich, dass die Frage noch einmal überdacht werden soll.

M. Delalay: Comme l'a dit M. Onken, compte tenu de ce problème, les travailleurs étrangers risquent de partir cette année afin de profiter de l'autorisation de retrait du capital. Cette situation n'est pas favorable, ni du point de vue du personnel qui perdrait une partie de leur prévoyance professionnelle, ni du point de vue des entreprises qui devraient se séparer d'employés expérimentés.

Gadient: (Zu Seite 227) Im EG-Recht gilt die Regel der Freizügigkeit in dem Sinne, dass sich ein Arbeitnehmer zur Stellensuche in ein anderes Land begeben darf und er sich dazu während einer bestimmten Zeit dort aufhalten darf. Verwandte haben, ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit, bis zum 21. Altersjahr oder wenn sie von ihm unterstützt werden, das Recht auf Wohnsitznahme beim Arbeitnehmer. Dies stellt eine recht weitgehende Ausdehnung dar. Ehegatten und Kinder haben zudem freien Zugang zum Arbeitsmarkt. Trifft es zu, dass das Nachzugsrecht prävalieren würde, dass sie also uneingeschränkten freien Zugang zum Arbeitsmarkt hätten?

Kellenberger: Ich gehe davon aus, dass das Nachzugsrecht vorgehen wird. Es gelten aber Übergangsfristen.

Kellenberger: (Auf eine Frage von Herrn Schiesser) Das Aufenthaltsrecht endet für die Verwandten des Arbeitnehmers, sofern sie keine Arbeit finden, für die Nachkommen mit dem 21. Altersjahr oder, für die anderen Verwandten, wenn die Unterstützung aufhört.
Ich werde dies noch im Detail abklären.

Schiesser: Das Problem wird sein, diese Leute zur Ausreise zu bewegen.

Rüesch: Wie substantiell muss die Unterstützung sein? Es ist schwer vorstellbar, dass diejenigen Kinder über 21 Jahren, die arbeitslos sind, in das Heimtland ihrer Eltern zurückkehren.

Kellenberger: Diese Frage ist im EG-Recht nicht im Detail geregelt.

Schiesser: Ist das massgebliche Kriterium für die Unterstützung, dass diese Personen keine öffentliche Unterstützung beziehen müssen (Seite 247)?

Gadient: Wie ist die Frage der Ergänzungsleistungen zur AHV geregelt?

Spinner: In der EG wurde eine Rechtsänderung vorgenommen, wonach auch in der EG diese Ergänzungsleistungen nicht mehr exportiert werden müssen.

Blankart: Für die Kampagne ist wichtig festzuhalten, dass Freizügigkeit nicht gleichzusetzen ist mit Freihandel mit Arbeitslosigkeit. Der freie Personenverkehr bringt das Recht, sich um tatsächlich ausgeschriebene Stellen zu bewerben. Zwischen den zwölf Mitgliedstaaten der EG hat es nie eine Völkerwanderung der Arbeitslosen gegeben, nicht einmal im wiedervereinigten Deutschland. Heute kommen über den Mechanismus Saisonier/ Jahresaufenthalter/Niederlassung vor allem unqualifizierte Arbeitskräfte aus dem Ausland in die Schweiz. Für qualifizierte Arbeitskräfte besteht ein sehr enger Spielraum. Der EWR wird es den Unternehmern leichter machen, spezifische Engpässe im Bereich qualifizierter Arbeitskräfte zu meistern. Dieser Flexibilitätsgewinn wird sich auf Produktivität und Wettbewerbsfähigkeit positiv auswirken. Professor Hauser hat festgestellt, dass der EWR die kapitalintensive Produktion der Industrie fördern wird. Wir werden somit weniger, aber qualifiziertere Ausländer benötigen als heute. Ohne EWR wird die arbeitsintensive Produktion zunehmen, so dass vermutlich zahlenmässig mehr, aber weniger qualifizierte Arbeitsplätze entstehen würden. Schon heute ist bei Bürgern Spaniens und Italiens die Rückwanderung aus der Schweiz grösser als die Einwanderung. Aus dem EWR-Raum wollten bisher vor allem Portugiesen in die Schweiz kommen, nicht zuletzt deshalb, weil die Übergangsfrist des portugiesischen Beitrittsabkommens in Sachen Freizügigkeit noch nicht voll abgelaufen ist. Wenn wir in der Schweiz überhaupt ein Überfremdungsproblem haben, dann haben wir es nicht der EWR-Bürger wegen, sondern wegen der Asylanten. Es ist sehr wichtig, dies in der Diskussion auseinanderzuhalten. Fällt das Saisonierstatut dahin, so sind Gewerbe und Landwirtschaft frei, die Dauer des Arbeitsverhältnisses zum vornherein saisonal festzulegen. Sämtliche Analysen kommen zu Schluss, dass die Öffnung des Arbeitsmarktes die Ausländerstruktur wesentlich verbessern wird und wahrscheinlich zu einer Verringerung der ausländischen Arbeitskräfte in der Schweiz führen wird.

M. Cavadini Jean: A la fin du chapitre concernant "L'acquis" il est dit: "Il faut déduire qu'en principe les fonctions de chercheur, de lecteur, d'infirmier, d'enseignant stagiaire et d'instituteur ne relèvent pas de l'exception du paragraphe 4, article 28.". Cela signifie que l'ouverture doit être admise pour l'enseignant. Quelle notion recouvre le terme "instituteur"? Exclut-il d'autres titres de l'enseignement?

Rüesch: Im Falle der Lehrer gibt es ein typisches Beispiel zur Weiterentwicklung des Rechts durch den Gerichtshof in Luxemburg. Eine holländische Lehrerin, die sich in Deutschland um eine Stelle bewarb, wurde mit der Begründung abgelehnt, die

Lehrerinnen seien Beamte und diese vom EWR ausgenommen. Das Gericht entschied aber, dass Lehrer keine Hoheitsakte vollzögen und damit diese Ausnahme für die Freizügigkeit nicht gelte. Damit wurde das deutsche Beamtenrecht über den Haufen geworfen.

Spinner: Die Abgrenzung des hoheitlichen und nicht hochheitlichen Tätigwerdens der Beamtenschaft ist in der EG Richterrecht, also Fallrecht. Es gibt keine feste Regel.

M. Cavadini Jean: Je comprends l'ambiguïté, mais le terme "instituteur" sera-t-il traduit par "Primarlehrer"?

M. Kellenberger: Effectivement, il faut consulter l'arrêt concerné. Toutefois, je serai très étonné que ce terme soit limité à la définition du "Primarlehrer".

Spinner: Die EG bestimmt, welche Beamten hoheitliche Rechte ausüben. Alles andere gilt als nicht hoheitlich, z. B. die Tätigkeit der Lehrer an staatlichen Schulen.

M. Cavadini Jean: Je soulève la question parce que dans les dispositions transitoires pour les reconnaissances mutuelles des diplômes et des expériences professionnelles figure la liste de toutes les catégories d'activités: dentistes, infirmiers, sages-femmes, médecins, etc. Les "instituteurs" ne s'y trouvent pas. Cela signifie-t-il qu'ils sont inclus dans le système général, c'est-à-dire jusqu'en 1994? D'ici là, il faudra absolument se mettre d'accord, car la question touche des dizaines de milliers de personnes.

Nous avons toujours pensé que dans le cadre de la liberté de circulation des personnes la reconnaissance s'étendrait aux titres d'enseignement tels qu'ils sont définis dans les conventions du Conseil de l'Europe. Il convient d'avoir une pratique suffisante de la langue, de s'assurer du niveau comparable, etc.

Je veux m'assurer que dans ce Traité la notion d'instituteur recouvre bien la notion générale d'enseignant du secteur public. Si tel est le cas, le terme "instituteur" est parfaitement malheureux.

M. Kellenberger: Indépendamment de la notion, si c'est couvert par la directive générale de la reconnaissance mutuelle, il y aurait de toute façon les deux possibilités prévues par cette dernière, c'est-à-dire le stage ou l'examen supplémentaire. Ces deux compléments seraient aussi envisageables pour la profession d'instituteur.

De toute manière nous vous fournirons une réponse relative à la définition exacte du terme et à ce qu'il recouvre.

Präsident: Das Beispiel der Holländer Lehrerin zeigt, dass das Gericht eine klare Umschreibung des staatlichen Rechtes missachtet. Kann man sich dagegen überhaupt wehren?

Spinner: Die Rechtssprechung sagt nicht, dass Lehrer keine Beamte seien, sondern dass es missbräuchlich wäre, die Ausnahme von der Freizügigkeit so weit zu definieren, dass jeder Beamte ausgeschlossen werden könnte.

Solche Grundsatzurteile können, auch wenn es sich um Fallrecht handelt, nicht als Lotterie bezeichnet werden. Die Erfahrung zeigt, dass sie ein zukunftsgerichtete Wirkung haben und oft von der Rechtssetzung der EG aufgeholt werden. Der Luxemburger Gerichtshof spielte in den letzten dreissig Jahren eine grosse integrationspolitische Rolle, an der Grenze zu dem, was üblicherweise ein Gesetzgeber tut. Die Urteile haben eine weit überdurchschnittliche Rechtsbeständigkeit.

Würde ein Schweizer Kanton einen Deutschen oder Franzosen daran hindern, Gymnasiallehrer zu werden, so könnte dieser Fall an die Gerichte gehen, wo die Schweiz rechtfertigen müsste, warum bei uns Gymnasiallehrer als Beamte mit hoheitlichen Rechten von der Freizügigkeit ausgeschlossen werden. Würden wir uns einem allfälligen Entscheid zu unseren Ungunsten nicht fügen, müssten wir Gegenmassnahmen in Kauf nehmen.

Schiesser: Es darf nicht das Gespenst des Richterstaates beschworen werden. Der EWG-Vertrag spricht lediglich von der "öffentlichen Verwaltung", ohne zu definieren, was alles darunter falle. Demzufolge bedarf dieser Begriff der Auslegung. Zuständig dafür ist das Gericht in Luxemburg. Damit haben wir uns abzufinden.

Rhinow: Die Zunahme der richterlichen Kompetenzen ist oft eine Folge der Zunahme der sozialstaatlichen Kompetenzen. Die Frage ist, warum in immer weiteren Bereichen legiferiert werden muss, denn dies führt zu einer Ausweitung richterlicher Zuständigkeiten. Der Rechtsschutz muss überall gewährleistet sein. Es gibt heute bereits im nationalen Recht Fälle, wo hoheitliche und nicht hoheitliche Bereiche auseinandergehalten werden müssen, z. B. im Staatshaftungsrecht.

Blankart: Der Acquis wird so übernommen, wie er vom Gerichtshof ausgelegt worden ist.

Der Gerichtshof legt lediglich fest, in welchen Berufen öffentlicher Natur andere EG-Bürger zugelassen werden müssen.

Spinner: Im Kanton Basel Stadt sind Ausländer seit 1923 im öffentlichen Dienst zugelassen.

Gadient: (Zu Seite 242) Gibt es für die Zulassung von Ärzten in EG-Staaten betreffend der Ausbildung entsprechende Richtlinien wie z. B. für Techniker?

Ein ausländischer Unternehmer, der in der Schweiz einen Betrieb eröffnen will, musste bisher sein ausschliessliches Steuerdomizil in der Schweiz haben, da diese den Doppelwohnsitz nicht akzeptiert. Lässt sich dies aufrechterhalten?

Spinner: Bei den Ärzten gilt die Richtlinie über die gegenseitige Anerkennung der Arztdiplome. Es ist aufgrund dieser Richtlinie jedem einzelnen EG-Staat überlassen zu prüfen, ob das schweizerische Diplom den Anforderungen der Richtlinie entspricht. Dies sollte, laut unseren Spezialisten, der Fall sein. Grundsätzlich ist die gesamte steuerrechtliche Problematik vom EWR-Vertrag ausgeschlossen. Die von der Schweiz mit elf EG-Staaten abgeschlossenen steuerrechtlichen Abkommen gelten weiterhin.

Kellenberger: Es gibt Berufe, bei denen die Diplome gegenseitig anerkannt werden, ohne dass die Ausbildung harmonisiert wird. Bei den Ärzten, wie z. B. auch bei den Hebammen und Architekten, ist diese Harmonisierung aber eigentlich Voraussetzung.

Blankart: (Auf eine Frage von Herrn Schiesser) Bei der Kontingentierung (Seite 244) handelt es sich um das geltende Recht der Ausländerplafonierung. Die Übergangsfrist bezieht sich nur auf das Quantitative, nicht auf das Qualitative.

Gadient: (Zu Seite 253) Es betrifft mich sehr, dass die Auslandschweizer von der freiwilligen Versicherung ausgeklammert werden sollen. Diese Versicherung hat für die Auslandschweizer eine grosse Bedeutung. Es ist klar, dass die gut Situierten wegen der Solidaritätsbeiträge davon weniger Gebrauch machen. Ich habe immer auf eine Anschlusslösung gewartet. Es braucht eine Alternative als Geste unseren Auslandschweizern gegenüber. Gibt es keinen Vorschlag, werde ich das Thema ins Plenum bringen.

Kellenberger: Es sind Überlegungen zu dieser Frage in Gange. Beibehaltung des Systems hätte zu grossen finanziellen Folgen geführt. Von der Subventionierung profitierten nicht nur tiefe Einkommensklassen. Diese Versicherung beschäftigte den Bund finanzpolitisch schon vor dem EWR.

Präsident: Die Frage liegt streng genommen ausserhalb der jetzt zu beschliessenden EWR-Materie.

Onken: Das Thema wird in der zuständigen Kommission von Herrn Kündig behandelt werden.

Die Kommission beschliesst, Herrn Regierungsrat Jenny an der Sitzung vom 7. und 8. September 1992 nicht anzuhören.

Schluss der Sitzung um 13.30 Uhr
La séance est levée à 13 h 30

Anpassung des Bundesrechts an das EWR-Recht

Weitere Möglichkeiten für die Rechtsänderungen auf Gesetzesstufe

1. Im Vordergrund der Diskussion stehen heute
 - A. Der Vorschlag des **Bundesrates** (notwendige Änderungen werden unter Ausschluss des fakultativen Referendums beschlossen)
 - B. Der Vorschlag **Zimmerli/Kälin** (obligatorisches Referendum auch für die Gesetzesänderungen, aber in einem Gesamtpaket mit der Genehmigung des EWR-Abkommens)
 - C. Das **ordentliche** Gesetzgebungsverfahren (alle Änderungen unterstehen separat dem fakultativen Referendum)
2. **Zusätzliche** Varianten, die ein **fakultatives Referendum** ganz oder teilweise vorsehen:
 - D. **Fakultatives Referendum bei Gestaltungsspielraum:** Ergibt sich nach Beratung der Eurolex-Erlasse bei einzelnen Vorlagen ein (mehr oder wenig) erheblicher Gestaltungsspielraum, so werden diese (und nur diese) dem fakultativen Referendum unterstellt.

Demgegenüber wird (nach Vorschlag Bundesrat) auf das Referendum verzichtet, wo die Anpassung in einer blossen und zwingenden Übernahme des EWR-Rechts besteht.
 - E. Anwendung des (normalen) **Dringlichkeitsrechts** gemäss Art. 89bis BV. Dies würde bedeuten, dass
 - im Parlament bei der Beschlussfassung ein absolutes Mehr erforderlich ist,
 - die Vorlagen zwar auf 1.1.93 in Kraft treten könnten, jedoch in ihrer Gültigkeitsdauer zu befristen wären (Notwendigkeit der späteren erneuten Beschlussfassung),
 - (im Falle des Referendums) vom Volk innert eines Jahres nicht gutgeheissene Beschlüsse ausser Kraft treten und nicht erneuert werden können.

- F. Anwendung eines **modifizierten Dringlichkeitsrechts**, welches in Art. 20 der UeB BV seinen Niederschlag finden müsste (vgl. Ziff. 3 nachstehend). So könnte z.B. auf die **Befristung** oder/und auf das Erfordernis des absoluten Mehrs verzichtet werden, so dass Erlasse, gegen welche das Referendum nicht ergriffen wurde, dauerhaft in Kraft bleiben.
- G. Einführung eines «**nachträglichen Referendums**» (in teilweiser Anlehnung an den Vorschlag des Redressement National) nur für die Rechtsänderung auf 1.1.93. Dieses könnte so aussehen (vgl. Textvorschlag unter Ziff. 3 nachstehend):
- Alle Erlasse treten auf 1.1.93 in Kraft
 - Sie unterstehen trotzdem dem fakultativen Referendum
 - Wird das Referendum ergriffen, kommt es zu einer Volksabstimmung
 - Wird das Gesetz «abgelehnt» (Erfolg des Referendums), hat die Bundesversammlung eine neue, referendumsfähige Vorlage auszuarbeiten
 - Das angefochtene Gesetz bleibt rechtskräftig, bis eine neue Vorlage angenommen wird und in Kraft tritt (kein Rechtsunterbruch, kein Aufleben des vorherigen (EWR-losen) Rechtszustandes).
 - Evtl.: Das Parlament hat die neue Vorlage innert einer bestimmten Frist auszuarbeiten
 - Offene Frage: Was geschieht, wenn sich die Kammern auf eine neue Vorlage
 - a) überhaupt nicht, oder
 - b) nicht innert Frist einigen können?
- H. **Kombinationen** sind möglich, z.B. nachträgliches Referendum oder (modifiziertes) Dringlichkeitsrecht **nur** bei Erlassen mit Gestaltungsspielraum, analog Modell D.
3. **Textvorschläge** (Rohentwürfe als blosse Diskussionsgrundlage)
- zu **Modell F.** (modifiziertes Dringlichkeitsrecht)

Art. 20 (neu)

- ¹ *Die Bundesversammlung beschliesst die auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des EWR-Abkommens notwendigen Änderungen des Bundesrechts auf dem Wege des Dringlichkeitsrechts (Art. 89bis Abs. 1 und 2 BV).*

2 *Die Vorschriften über das absolute Mehr bei der Beschlussfassung und über die Befristung der Gültigkeitsdauer finden keine Anwendung.*

- zu **Modell G.** (nachträgliches Referendum)

Art. 20 (neu)

1 *Die Bundesversammlung beschliesst die auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des EWR-Abkommens notwendigen Änderungen des Bundesrechts unter Vorbehalt des nachträglichen Referendums.*

2 *Wird das Referendum gegen einen Erlass ergriffen und dieser in der Volksabstimmung abgelehnt, so hat die Bundesversammlung (evtl.: innert zweier Jahre) eine neue referendumspflichtige Vorlage auszuarbeiten. Der abgelehnte Erlass bleibt bis zum (allfälligen?) Inkrafttreten eines neuen Erlasses in Kraft.).*

Ständerat R. Rhinow,
28.6.92